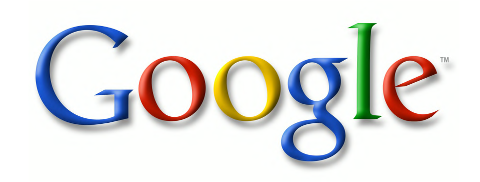
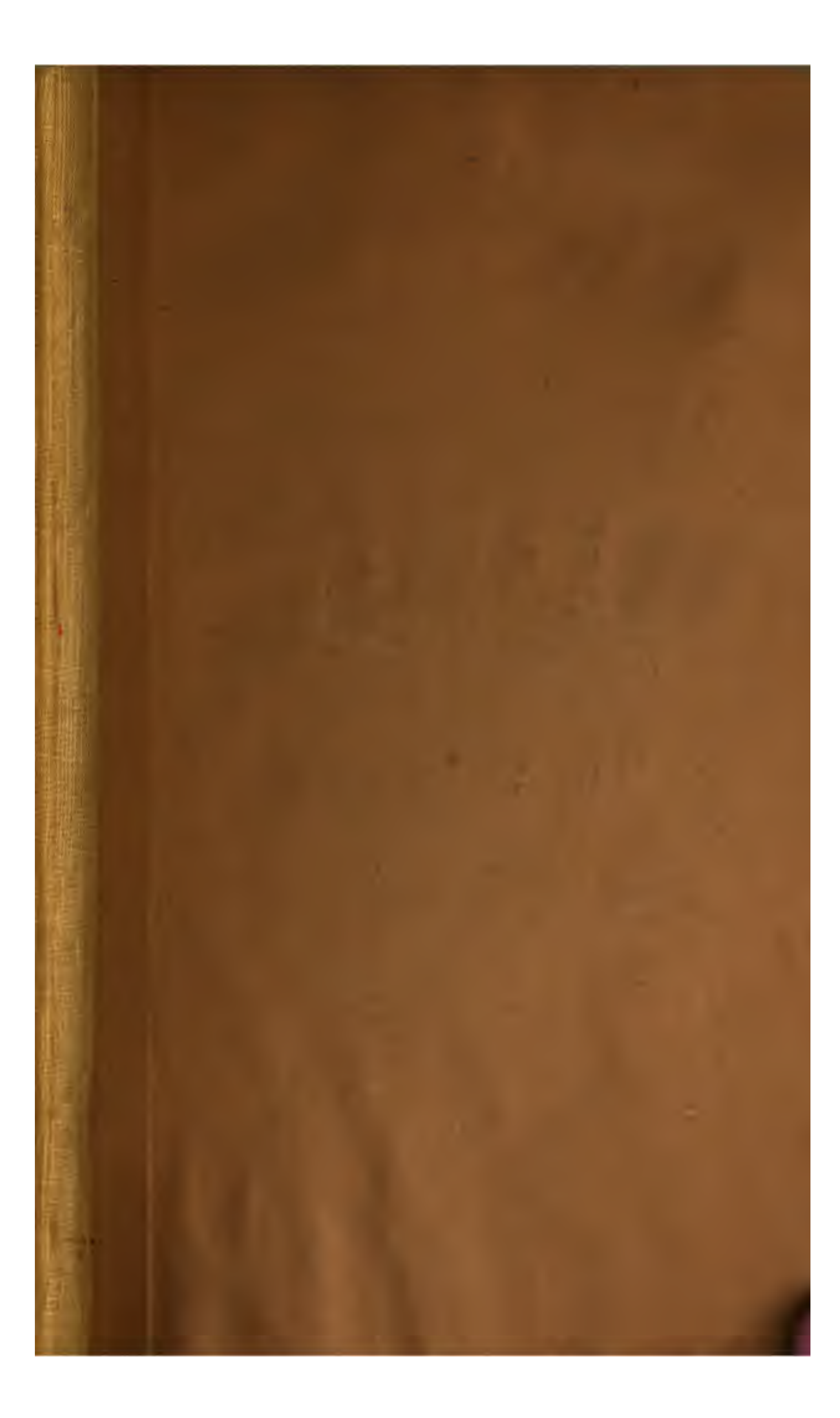



3 2044 103 258 828


182a
12



L'EUROPE SAUVÉE

ET

LA FÉDÉRATION



OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

LE DOGME SOCIAL, 1 vol. in-8. — Amyot.

SÉPARATION DES POUVOIRS, 1 vol. in-8, 2e édition. — Dentu.

SÉPARATION ABSOLUE DE L'ÉGLISE ET DE L'ÉTAT, brochure in-8. — Amyot.

ESSAI D'UN ULTIMUM ORGANUM, 2 vol. in-18. — Hachette.

LA MORT DES DIEUX, 1 vol. in-12. — Hachette.

MÉTHODE GÉNÉRALE, 1 vol. in-12. — Hachette.

SOUS PRESSE

MANIFESTE DE LA PHILOSOPHIE MÉTHODIQUE, 1 vol. in-12. — Edoux, Lyon.

DISCOURS PRÉLIMINAIRE A LA MÉTAPHYSIQUE, 1 vol. in-12. — Edoux-Hachette.

PARIS. IMP. POUPART-DAVYL, 30, RUE DU BAC.

L'EUROPE SAUVÉE

ET

LA FÉDÉRATION

PAR

STRADA

DILEMME
Ou la fédération, ou les centres militaires despotiques, voilà l'Europe de l'avenir.
Qu'en faut-il fairo?
L'État libre dans la fédération libre.
STRADA.



PARIS
ARMAND LE CHEVALIER, LIBRAIRE-ÉDITEUR
61, RUE DE RICHELIEU, 61

1868

PRÉFACE

Nous venons appeler l'attention sur la plus formidable des questions, celle de la vie présente de l'Europe. On semble craindre de l'aborder. Est-ce à cause de sa gravité? Est-ce parce que les derniers événements ont pris au dépourvu les esprits les plus attentifs? On laisse donc la situation s'aggraver au lieu d'y porter remède. Les peuples se préparent des armées de onze, douze et seize cents mille hommes, c'est la ruine générale par la paix en attendant la ruine par la guerre. Tous les orateurs, qui viennent de porter la parole pour ou contre la réorganisation de l'armée, ont senti vivement combien cette question est considérable en elle-même, mais

tous leurs discours étaient dominés surtout par le grand problème de la situation générale. Derrière nos arméments et notre ruine se cache l'équilibre européen, que je prends en face et que je m'efforce d'établir.

Ne nous le dissimulons pas, l'Europe est dans la plus terrible des rencontres. Tous les États sont haletants et s'épuisent dans l'attente du grand conflit. C'est le devoir de tout homme qui pense de tenir sa vue fixée sur cette situation. Apprenons à prévoir en France; c'est notre mal de ne le point faire. La Prusse a porté Sadowa pendant 50 années. Ne redoutons pas les questions qui se représentent avec la tenacité de toutes les grandes choses; soyons plus tenaces qu'elles et dominons-les. Domptons l'impressionabilité de notre nation. Tous les peuples prévoyent autour de nous et se dirigent vers un but voulu et médité. Nous laissons couler la vie au gré des événements suscités par les autres nations, et, tout émus de panique ou de co-

lère, nous prenons parti sous le coup de nos sensations. Mauvaise marche qui vient de courte vue, courte vue qui vient d'inattention.

Pendant que de si graves circonstances se préparent autour de nous, le public, comme pour en secouer le tourment, fuit toute œuvre sérieuse et réfléchie. Beaucoup d'écrivains ne songent qu'à lui complaire. Le devoir de ceux qui tiennent une plume est de rappeler le public à lui-même; celui du savant, du littérateur, du patriote est d'IMPOSER les questions sérieuses, dussent-ils avoir le sort de la Cassandre antique. Si écrire est un devoir, c'est dans de pareilles conjonctures. Malheur à ceux qui parlent pour un succès. Ils entraînent la patrie sur la pente du plaisir, loin des intérêts profonds qui doivent occuper l'âme du citoyen et l'âme de l'homme.

Pour nous, nous venons dire hardiment à la futilité, à l'imprévoyance et à l'égoïsme : Arrêtez-vous une heure et rentrez en vous-

même, si vous ne voulez que demain les canons de l'ennemi et des despotes ne coupent votre rire sur vos lèvres.

Nous avons fait aussi court que possible cet ouvrage qui tient tant de questions en faisceau.

L'Europe est dans ce dilemme : Ou de grands centres militaires despotiques, ou l'union fédérative.

La première des deux solutions s'organise aujourd'hui par l'armement de plus d'un million d'hommes dans chaque nation.

Personne ne regarde cet état comme une solution véritable. Tout le monde en gémit, dans tous les partis, comme d'un effroyable désastre.

Reste donc l'union fédérative.

Mais la fédération ne s'improvise pas. Nous en avons, il est vrai, en Europe, beaucoup d'éléments précieux, mais nous avons aussi des causes qui l'entravent.

Quelles sont ces causes? Les despotismes

théocratiques, autocratiques, militaires, les hostilités nationales et religieuses qu'ils entretiennent avec soin parmi les peuples.

Or, nous ne pouvons les vaincre à cette heure. Ils sont puissants, ils ont la force, ils règnent.

Comment en amoindrir l'action? En présentant une solution qui soit si avantageuse à tous, qu'eux-mêmes, en l'adoptant, viennent travailler pour la liberté.

La fédération est dans ce cas. Si elle prépare, dans un avenir lointain, la République universelle, pour le présent elle assure la paix; et nous osons dire que les despotes en ont autant besoin que les peuples.

Mais pour établir et faire régner la fédération il ne suffit pas d'en proclamer le nom et la nécessité, il faut en préparer l'esprit parmi les hommes, il faut en organiser l'existence.

Or, on ne peut faire naître l'esprit de fédé ration par l'autorité. Cela ne s'impose pas.

La théocratie catholique a voulu autrefois établir l'unité de l'Europe par la méthode autoritaire; cette unité s'est brisée d'elle-même. L'autocratie russe et la prussienne voudraient aujourd'hui la constituer par un despotisme religieux et militaire. L'Angleterre nous montre, à cette heure même, ce que peut ce mode de réunion : le concile de l'Église anglicane n'a pas osé publier ses séances, et l'on prévoit que le Parlement sera, dans peu de temps, appelé à décider des questions religieuses. L'unité autocratique implique donc un esclavage au moins égal à celui de l'unité théocratique, et elle est condamnée également à se dissoudre sous le souffle de la science des droits de l'homme.

En face de la méthode autoritaire par laquelle les despotismes théocratiques et autocratiques tentent l'unité, se lève la méthode individualiste. Celle-ci peut-elle nous donner l'union et l'esprit de fédération? Non, car de soi, divisant naturellement les individus,

elle détruit nécessairement l'unité, et c'est ce que nous voyons aux séparations infinies qui vont subdivisant sans cesse notre société moderne.

L'esprit de fédération a donc besoin, pour s'établir, de la connaissance de la méthode scientifique. Et comme il est de l'essence de la science d'unir tous les esprits dans les lois absolues qu'elle découvre, les hommes se trouveront, par elle, portés naturellement à l'esprit d'unité et de fédération.

Mais ce n'est pas assez de cette préparation intérieure et générale, il faut que l'esprit de fédéralisme aboutisse, s'organise, prenne possession de lui-même et par là grandisse. Pour y arriver, une institution est nécessaire qui ait un caractère général et inoffensif aux pouvoirs établis. Nous l'appelons le Parlement européen. C'est une représentation sans pouvoirs d'aucune sorte, et ne donnant par là nul ombrage aux gouvernements. Avec lui la fédération, sans cesse manifestée et fonc-

tionnant, s'augmente par le fonctionnement et la manifestation.

La réforme que nous proposons a donc trois points fondamentaux : Méthode, Fédération, Parlement européen. Méthode, et par elle esprit de fédération ; fédération, et par elle unité et paix européennes ; parlement européen, signe d'unité des nations, et par lui augmentation et perfection de l'unité.

Il y a dix ans, il y deux ans, une pareille proposition eût été une utopie. Sadowa a tout changé. Ce programme est aujourd'hui une nécessité ; à moins que chaque peuple n'aime mieux se ruiner d'armements insensés, jusqu'à l'éclosion de la plus épouvantable des guerres générales européennes ; à moins que chaque gouvernement ne préfère affronter toutes les difficultés des révolutions intérieures qui vont naître de l'effroyable détresse où cette situation va nous plonger.

Étudions cette vaste question, dont la complexité égale la gravité terrible.

L'EUROPE SAUVÉE

ET

LA FÉDÉRATION

CHAPITRE PREMIER

DESSEIN DE CET ÉCRIT

Une ère nouvelle est faite à l'Europe.

Les vieux traités sont tombés en poussière. Après s'en être félicité on tremble. Tout ne finit pas au déchirement d'un parchemin. Les traités de l'Europe étaient le règlement et la solidité de sa situation. Une situation nouvelle commence. Elle n'est pas fixée; tout est en l'air, tout et tous souffrent. A la

suite des terreurs la ruine. On arme, on s'accable d'impôts de guerre. Les industries, les arts sont en détresse; chacun perd quand les peuples perdent.

La crise que nous allons traverser, et dont l'affaire de Rome n'est qu'un épisode qui, réglé, n'arrêtera rien, ébranle non pas le faîte, mais les fondements du monde civilisé. Des causes profondes et lointaines ont amené cet état extrême. Elles ont pris pied dans les intérêts et les choses comme dans les esprits et les consciences. Tout s'ébranle : les États, les hommes dans les États. On se groupe, on se cherche, on se tâte pour arriver à la résistance dans la lutte suprême qui menace le monde, si l'on ne conjure l'avenir.

Dans cet ébranlement général, l'Italie, l'Allemagne se constituent en grands peuples homogènes. Ce n'est rien : l'Allemagne crée cette vaste unité qu'on nomme par avance le Pangermanisme, et la Russie, travaillant les populations de ses voisins, prépare, avec

autant d'habileté que d'audace, le Panslavisme.

Par ces formidables réunions d'hommes ayant des intérêts communs, la situation de l'Europe s'indique. On peut prévoir ce qu'elle doit devenir, en ordre ou en désordre, en despotisme ou en liberté.

Ces mondes, naissant à des organisations compactes, se cherchent instinctivement. Des alliances sont indispensables à l'accomplissement de leurs desseins. En face de ces unions qui ont pour but la conquête, pour moyen le despotisme, le reste de l'Europe, divisé en États impossibles à fondre, établira-t-il une fraternelle indépendance de bons rapports qui, relâchée et abandonnée à elle-même et au caprice des souverains, peut le laisser divisé en proie à l'ennemi envahisseur? Établira-t-il, au contraire, une alliance défensive et offensive qui prive chaque peuple de sa liberté d'action, en l'attachant quand même? Ne vaut-il pas mieux trouver une institution

commune qui établisse et resserre la solidarité de tous les peuples européens, et qui, cependant, laisse chacun libre dans son activité? Il y a communauté d'intérêts ici, entre la France, l'Angleterre et les peuples qui, avec elles, marchent dans la civilisation et la liberté.

Les situations s'imposent. Les théories qui assaillent nos sociétés depuis des siècles se sont faites hommes et États. Des principes hostiles se sont faits convictions; convictions, ils se sont faits vie, intérêts, institutions; institutions et intérêts, ils se font batailles. La situation des idées, des théories, des principes, des États est telle, que les peuples se trouvent acculés, ici dans le despotisme, là dans la liberté. Toutes nos idées modernes nous portent à la paix, et cependant il faudra nous égorger. Jamais on n'a plus haï, maudit, méprisé la guerre; l'homme de guerre même, c'est-à-dire l'homme de tous les excès, a fini par en prendre pudeur; et cependant tous se

sentent fatalement entraînés et vont se jeter peut-être au conflit le plus gigantesque qui ait agité le monde depuis l'empire romain. Ces canons, que nous voyions hier à l'Exposition universelle, nous allons les tourner les uns contre les autres. Le dernier jour de la lutte pacifique sera le premier de la lutte mortelle.

Ce qui était en question dans chaque nation devient une question générale européenne. Les grandes agglomérations nationales détruisent l'équilibre de convention que les petits peuples maintenaient. On va voir à nu les nations despotiques et les nations libres. Cela va se vider, non dans une guerre, peut-être, mais dans une succession de guerres qui ne finira qu'à la victoire d'un des deux principes. Montrez vos cœurs, peuples, et rangez-vous, selon vos convictions et vos ambitions, sous le drapeau du despotisme ou sous celui de la liberté.

Si le premier sang est versé dans l'Europe

centrale, les haines nationales se rallument. Leurs traces ineffaçables reculeront ou détruiront les aspirations de paix et d'unité qui sont le rêve de l'Europe. Peut-être mettront-elles en péril la civilisation elle-même. Ne laissons pas aller à la dérive des passions nationales et individuelles, des événements qui portent dans leurs flancs de telles éventualités. Regardons-les simplement et résolûment en face. Que la prévision, la modération, la justice les fassent ce qu'ils doivent être.

En résumé, un état nouveau est fait à l'Europe. Cet état nouveau est sans équilibre. Il faut déterminer et régler l'équilibre nouveau. Il faut rendre possible l'œuvre de la civilisation.

CHAPITRE II

MOUVEMENTS INTESTINS ET SPONTANÉS DES PEUPLES

I

Les politiques qui assimilent l'unité italienne et l'unité allemande ont la vue peu pénétrante. Ils voient deux agglomérations de peuples, formées au nom du principe des nationalités, et ils s'arrêtent. C'est l'écorce. Le fond, c'est que l'unité italienne est la délivrance des despotismes intellectuel et politique; l'unité allemande, la constitution du Pangermanisme par le militarisme conquérant. L'Italie, c'est la liberté; la Prusse, c'est le despotisme. Les deux principes in-

verses ont appelé et conduit la formation des deux peuples.

Dans l'équilibre factice des traités de 1815, chaque nation avait son rôle. La France, l'Angleterre, représentaient la liberté politique et intellectuelle. L'Autriche, avec la Russie, les petits Etats italiens, l'Espagnè, étaient le refuge des anciens préjugés et des anciens partis. Le rôle de la Prusse était mixte. Représentant la liberté intellectuelle, elle tendait au despotisme politique par les génies qui ont eu le plus d'influence sur elle, par les institutions militaires, par la politique héritée de Frédéric. Le despotisme, exploitant la vanité nationale, est resté vainqueur.

Certes, la Prusse abattant dans l'Autriche le centre des vieux partis, l'appui des antiques préjugés théocratiques, pseudo-légitimistes, c'était bien. Elle continuait l'œuvre libératrice de la France et de l'Angleterre. On pouvait, on devait être pour elle.

Mais la Prusse, se courbant sous l'absolu-

tisme militaire et créant par le despotisme l'immense agglomération du Pangermanisme, a changé les rôles. Elle a rejeté et fixé du côté de la civilisation l'Autriche, qui s'en était faite l'ennemie par des possessions iniques et par des préjugés d'un autre âge. A cette heure, l'Autriche fait œuvre d'avenir, la Prusse du passé. La situation de ces deux peuples a été intervertie. Les situations sont fatales.

Aussi, que voyons-nous? La Prusse se tourne d'instinct et spontanément vers la Russie. Les deux rois étaient à peine sortis de Paris, qu'ils étaient d'accord. Les despotismes se cherchent et ils se trouvent. L'Autriche et la France, ennemies hier, sentent tomber les motifs de haines et de luttes. Elles voient qu'elles n'ont qu'à oublier, dans l'action commune de la paix, leurs vieilles rivalités, glorieuses pour toutes deux.

A peine l'ancien équilibre est-il à bas, que le vent des alliances tourne de toutes parts.

L'Angleterre, prête naguère à se sentir saxonne, ne tend pas la main à la Prusse. L'engouement passager pour l'Allemagne, la théorie des races colportée, rendaient la Grande-Bretagne fière de sa parenté. Aujourd'hui, ce peuple de bon sens laisse dormir les théories, il oublie l'unité exagérée du sang. Ses hommes d'État se recueillent. Ils sentent que dans les guerres possibles de l'avenir ils tiendront la balance de la lutte. Dans certaines complications probables, si la Prusse et la Russie consomment leur alliance, l'Angleterre serait préparée à se souvenir de cette autre parenté qui la lie à la France et de l'amour des libertés qui leur est commun.

Quant à l'Italie, ses alliances n'ont actuellement aucun caractère général. Elle va à qui l'aide. Et elle tournera ainsi jusqu'à ce que son existence nationale, assez fortement assurée, lui permette une politique d'accord avec le principe de liberté auquel elle doit la vie.

Cependant, qu'elle le sache dès aujourd'hui : si le principe qui l'a faite peuple est la liberté, elle ne peut, sans oubli de ce principe et d'elle-même, être l'alliée du Pangermanisme. Le despotisme de la Prusse s'est accusé par ses actes, ses alliances, ses tendances. Que Florence ait fait cause commune avec Berlin représentant la liberté contre l'Autriche oppressive, c'était son droit. Aujourd'hui, l'alliance de la Prusse est un déshonneur pour l'Italie, qui est unie naturellement à l'Angleterre et à la France contre la Russie et la Prusse, à la liberté contre les despotismes.

Ainsi, l'Italie flotte; la Prusse tend vers la Russie; la France et l'Autriche sympathisent; l'Angleterre, sentant qu'elle a l'équilibre européen à conserver, ne peut pencher ni vers la Prusse ni vers la France. Elle deviendra l'alliée de celui qui, à moitié vaincu, laisserait le vainqueur dangereux pour la paix de l'Europe. Quant à l'Espagne,

isolée, engourdie par des difficultés intérieure et surtout par l'insouciance qu'elle a sucée avec le lait théocratique, elle se trouve en dehors de cette grande lutte, qui, pourtant, un jour l'éveillera, ainsi que les petits États, dont nous ne parlerons point, pour simplifier les termes du grand problème européen.

II

Un tel état de choses n'est pas un équilibre. C'est l'attente de la bataille générale. Proche ou lointaine, tous la prévoient et se ruinent en armements. On ne peut se laisser surprendre. Quand viendra-t-elle? Pourquoi? Elle viendra, sans cause apparente, demain peut-être. On tremblait hier que l'épisode

romain n'allumât tout. Les situations ne sont pas assez mûres pour tomber d'elles-mêmes. La Prusse, qui aspire à remplacer la France dans son grand rôle civilisateur, ne se sent pas sûre des peuples. L'alliance des Germains, des Slaves et des Latins n'est pas consommée.

Qui déterminera l'équilibre cependant? Pour y arriver, il faut prendre des décisions d'où peut sortir la paix ou la guerre.

Donnera-t-on à l'Autriche une force suffisante pour séparer la Prusse de la Russie? C'est déjà la guerre engagée. Le seul mot d'alliance entre la France et l'Autriche doit hâter et resserrer l'unité allemande, l'unité slave et les liens de la Prusse et de la Russie.

D'ailleurs, pour assurer à l'Autriche une force capable de séparer les deux géants du despotisme, il faut la lui créer. Quel peut être ce nouvel empire? L'union de la Pologne, de la Bohême, de la Hongrie? Œuvre chimérique! Cependant, sans elle, l'Autriche n'est

plus qu'une ruine impuissante. On peut la protéger, comme la Turquie, on peut l'opposer à l'Italie non encore solide; mais, hors de là, son alliance, si elle est seule, est illusoire et ne peut apporter que des dangers, car l'Autriche, désormais, ne remuera plus sans attirer sur elle à la fois la Russie et la Prusse.

Chassée de l'Allemagne, l'Autriche se reportera-t-elle vers l'Orient? Se liera-t-elle à la Turquie, que la Russie semble circonvenir dans cet instant pour l'attaquer? Se fera-t-elle résolûment l'ennemie du czar? Elle en a le droit. Les menées actuelles de Saint-Pétersbourg dans sa population slave le lui donnent.

La Turquie et l'Autriche ont une situation identique : un démembrement les menace. Sans la présence de la France et de l'Angleterre, il eût été la suite immédiate de Sadowa. Alexandre serait entré à Constantinople en même temps que Guillaume à Vienne.

Que peuvent l'Autriche et la Turquie? Rien. Elles n'ont plus qu'une utilité dans l'équilibre européen : donner le temps à la France et à l'Angleterre de rassembler leurs vaisseaux et leurs soldats.

Et qu'on ne s'y trompe pas, cette utilité va décroître d'instant en instant. L'action commune et délétère que vont exercer la Russie et la Prusse sur les populations allemandes de l'Autriche, slaves de la Turquie et de l'Autriche encore, aura ce résultat que, si dans un conflit l'Angleterre et la France arrivent pour secourir ces peuples, elles seront étonnées de les voir se tourner contre elles. L'œuvre russe sera faite quand on songera à l'arrêter. Et peut-être est-elle plus avancée que nous ne le pensons. Ce démembrement est commencé, il s'opère et s'accomplira sans que Paris et Londres le puissent empêcher. C'est dans la paix que le Russe fait la guerre fructueuse; la nuit de l'hypocrisie et de la corruption couvre ses desseins.

On ne peut donc rien de sérieux pour faire remonter l'Autriche au rang de puissance utile. Le plus sage serait peut-être de la neutraliser pour la sauver et garantir l'Europe. On étendrait ainsi entre tous les grands peuples des cordons sanitaires de nations neutres. Cette mesure intermédiaire pourrait non pas arrêter, mais ralentir le grand branle donné. Transition : mais les transitions sont bonnes en politique, où l'on ne peut toujours prendre les grands partis, qui semblent les meilleurs. Gagner du temps, vieille et grande sagesse pratique. Mais encore faut-il se placer en face des situations, pour savoir quel parti on peut tirer du temps gagné. Nous n'aurions là qu'un équilibre factice renouvelé de 1815 et qui, si l'on s'y fiait, serait le coupable laisser-passer d'un avenir qu'on peut et qu'on doit prévoir.

Cependant qui commencera la guerre? Personne. Une étincelle peut-être. La crise dans laquelle nous entrons est si terrible que

tous chercheront à la reculer. La guerre ne paraît pas devoir être immédiate. Le progrès latent y forcera tout le monde, si l'on n'a d'ici là trouvé quelque moyen d'accord général. Pendant ce temps, on se ruinera en armements, on s'affaiblira par la banqueroute, on se corrompra. Puis la grande guerre, déchaînée après ces préparations, achèvera tout peut-être en un matin. D'ici à vingt ans, l'Europe peut en une seule journée se lever libre ou esclave.

La Russie pourrait commencer la lutte. Elle en meurt de désir. La Turquie la fascine. Le czar parle haut. Il pourrait aller droit aux Slaves turcs et autrichiens; il ne le fera pas, ce n'est pas son école. Saint-Pétersbourg en est aujourd'hui à la propagande; il fait apprendre le russe en Autriche et en Turquie. On corrompt, on badine avec sa victime et l'on porte des toasts à Constantinople en attendant qu'on y porte des canons.

Il est certain que la France et l'Angleterre sont deux puissances gênantes. Le coup de la Russie mettrait la Prusse en demeure de prendre à l'Autriche ses sujets allemands. Les deux démembrements seraient accomplis. Affaire d'opportunité.

Le Panslavisme et le Pangermanisme sortiront des ruines fumantes de la Turquie et de l'Autriche. État nouveau qui est en germe, qui rend la situation terrible, la guerre générale inévitable dans un avenir bref ou long, et qui fait de tous les traités qu'on pourra conclure des traités de Prague. Ces conventions de passage n'arrêtent rien; elles protégent la marche sourde des événements.

Lorsque M. de Bismarck dit qu'en s'opposant à l'unité on la hâtera, ce n'est point une rodomontade, c'est un mot de logicien.

La logique des situations, ces fatalités si difficiles à vaincre, voilà l'engrenage où nous

nous trouvons saisis tous, peuples et particuliers. La civilisation arrêtera la force des rouages qui l'entraînent, ou elle sera broyée.

III

Si l'alliance de la Russie et de la Prusse n'est pas consommée, elle le sera.

La Prusse sait que ni la France ni l'Angleterre ne lui laisseront accomplir son rêve presque réalisé du Pangermanisme. C'est sa base. Il lui faut cela pour arriver à la domination du monde. On fait retentir les vieilles susceptibilités nationales : ce sont des mots qui trompent les vaniteux. La Prusse ne va pas aux Russes, parce qu'ils ont été ses alliés, et les Français un instant ses maîtres. Les

Prussiens sont venus à Paris, si nous sommes allés à Berlin. Les deux peuples sont quittes et fiers en face l'un de l'autre. La Prusse est hostile à la France, parce qu'elle veut la supplanter dans le monde politique, parce qu'elle sait qu'elle la trouvera la première sur la route du Pangermanisme. La froideur nouvelle qui existe, quoique dissimulée, entre l'Angleterre et la Prusse a la même cause.

La Prusse sait que, pour arriver au Panslavisme et à Constantinople, la Russie a besoin d'elle, comme elle-même de la Russie pour arriver au Pangermanisme. Une autre cause encore jette ces deux peuples l'un vers l'autre : le despotisme militaire fait incliner la Prusse vers le foyer vivant du despotisme.

L'alliance est fatale; et la Russie et la Prusse fatalement unies par leurs principes et leurs ambitions unissent fatalement la France et l'Angleterre dans la défénse et dans les principes.

Je sais qu'il y a de vieilles haines entre Slaves et Allemands, de vieilles amitiés entre Allemands et Anglais. On les oubliera.

L'ennemie de la Prusse ne peut être la Russie, qui l'invite à partager l'Autriche; ce sont l'Angleterre et la France, qui ne le voudront pas. L'ennemie de la Russie ne peut être la Prusse, qui lui livre les Slaves et Constantinople; ce sont la France et l'Angleterre, qui ne le souffriront pas.

La Russie et la Prusse ont un enjeu terrible : l'honneur et la grandeur de la France et de l'Angleterre. Ce sera leur perte. L'honneur et la grandeur de la France et de l'Angleterre sont la grandeur et l'honneur de la civilisation.

Plus que jamais la puissance de la France est indispensable à l'Angleterre. Qui la garantira contre l'immense débordement du Nord? La France, c'est la paix et la liberté de l'Angleterre, parce que c'est la paix et la liberté de l'Europe. Situation nouvelle qui

est faite à la France. Elle n'est plus la France-conquête, elle est la France-paix. Grande mission, si elle sait l'accomplir.

Ce que veut avant tout et âprement l'Angleterre, c'est sa prospérité commerciale. Mais elle veut par là même la paix, la civilisation et la liberté. Les grands peuples commerçants sont dans l'alternative d'aimer ou la liberté ou le despotisme absolu. Ou la liberté chez eux et chez les autres, parce que par elle seule ils peuvent échanger, ou le despotisme absolu sur toutes les contrées, parce que par lui seul ils peuvent imposer leurs produits. Ne pouvant espérer le despotisme absolu, l'aristocratique Angleterre aime la liberté par force, mais sincèrement. Par là elle aime la France, qui est le rempart de la liberté.

L'Angleterre est ici deux fois notre alliée. Par le besoin d'équilibre intérieur européen, elle s'oppose à la Prusse; par le besoin de son influence en Orient, elle s'oppose à la

Russie. L'Angleterre sait que le césarisme russe à Constantinople, le césarisme prussien à Vienne, c'est l'abaissement égal et simultané de l'Angleterre et de la France.

CHAPITRE III

RÉPUBLIQUE OU COSAQUE

Ainsi, quand on regarde les mouvements intestins et spontanés de l'Europe, on la voit tendre à se diviser en deux immenses partis. Qu'y a-t-il à faire en présence de faits aussi imposants qui naissent de soi?

Pour balancer les actions slaves et germaines, qui se font au nom de la théorie esclavagiste, mensongère, fataliste et fratricide des races, acceptera-t-on cette doctrine et tentera-t-on de créer un Panromanisme en opposition au Panslavisme et au Pangermanisme?

A quel prix y arriverait-on? en s'associant

à la politique de conquête, sans mission d'idées et toute de sang matériel par la race, que proclament la Russie et la Prusse. En effet, en épousant leur principe du césarisme et du despotisme, on pourrait tenter le rêve impie de séparer l'Europe en trois grandes races militaires et formidables. Si la loi sur l'organisation de l'armée avait passé en France, on aurait été sans le vouloir même entraîné à cette gigantesque combinaison, qui était en tendance et appelée à sortir de la situation qu'on aurait créée.

Or, dans cette utopie formidable, si elle est peu pratique, on oublie deux choses. D'abord que devient l'Angleterre au milieu de ce bouleversement universel? Elle ne peut être ni pangermaine, ni panslave, ni panromane. L'efface-t-on?

Puis, comment arriver au Panromanisme avec de grands peuples comme la France, l'Italie, l'Espagne? Qui absorbera l'autre? Sera-ce, comme le voudraient certains Ita-

liens et la Prusse avec eux, le nouveau royaume dont Rome serait la capitale et qui renouvellerait le vieil empire? Sera-ce, au contraire, la France avec une organisation militaire nouvelle et terrible?

Si cette chimère a pu entrer dans quelques têtes, c'est une hallucination d'impuissance. Que reste-t-il donc à faire? Ceci :

La Russie et la Prusse étant nécessairement le despotisme militaire et conquérant, l'alliance naturelle de la France et de l'Angleterre est nécessairement la liberté. Si la Russie est la barbarie, la Prusse s'assimile à elle par l'alliance; et la France et l'Angleterre sont la civilisation.

Dès lors que faut-il donc dire? Il y a deux sortes d'hommes, les libres et les esclaves, les civilisés et les barbares; il y a deux sortes de gouvernements, les despotes et le plébiscite universel. L'Europe est appelée à se prononcer entre ces deux drapeaux : liberté

ou esclavage, tyrannie ou suffrage des nations.

La question est donc transportée, élevée. La lutte ne se fera pas au nom d'un égoïsme de race absurde, démoralisateur, impie, contre le ciel et contre l'homme; mais au nom des principes éternels de justice et de droit qui dominent les peuples, les rois, les races, l'humanité.

Plus on examine l'avenir dans l'état intellectuel et politique de l'Europe, plus on voit l'impossibilité de se soustraire à ce dilemme : ou établir de grands centres de despotisme correspondant plus ou moins au pangermanisme, au panromanisme et au panslavisme, et qui, une fois constitués, se combattront jusqu'à la mort; ou prendre le brave parti de proclamer hautement, et sans attendre, le principe de la liberté pacifique en face du despotisme conquérant. Pousser l'Europe à la fédération, fonder la ligue de la civilisa-

tion avec une institution toute morale capable de la représenter.

Les deux drapeaux sont là. Qui veut la liberté? qui veut le despotisme? Peuples, rois et hommes, choisissez.

Là est le vrai fond. L'alliance des races germaines et slaves, l'affirmation du césarisme russe et prussien, leur hostilité visible et nécessaire contre la France et l'Angleterre, c'est l'ouverture de cette grande lutte que Napoléon Ier a sentie sans la préciser, que nul ne pouvait préciser avant Sadowa et que le prisonnier de Sainte-Hélène avait pittoresquement exprimée dans ce mot célèbre : Ou républicaine ou cosaque.

La Russie, la Prusse, despotisme ignorant et savant, superstitieux et protestant, militaire et conquérant. L'Angleterre et la France, la liberté civilisée, pacifique et progressive.

La situation est nette. Forces immenses des deux parts, avenir de guerres sans fin si

on laisse arriver les despotismes prussien et russe à leur but. Avenir de paix dans la liberté si l'on agit énergiquement et pacifiquement en éventant les projets despotiques, en faisant avorter le pangermanisme et le panslavisme, en leur ôtant leur raison d'être.

Ou les despotismes russe et prussien seront percés par la liberté, ou la liberté tombera sous eux. Voilà le débat. Ce qui était en tendance visible pour Napoléon est en cours d'exécution. La politique du passé est éteinte, la politique du présent vacille, la politique de l'avenir se cherche. Mais tous les grands esprits de ce temps ont prévu qu'elle finirait par une immense unité européenne. Quel en sera le caractère? Tout est là.

Sadowa a-t-il donné Vienne à la Prusse, Constantinople à la Russie? Les races germaniques et slaves vont-elles abîmer l'Europe centrale et civilisée? ou bien la liberté civilisatrice, se levant entre toutes les faussetés

qui tourmentent notre Europe et servent d'auxiliaires à ces conquérants, va-t-elle sauver les décadences, arrêter la barbarie et faire la paix dans ces éléments ennemis?

CHAPITRE IV

DESPOTISMES ET DÉCADENCES

I

Dans l'Europe, résultant d'une part des théories du monde antique, du moyen âge et des temps modernes, de l'autre des combinaisons politiques nées tantôt des volontés, tantôt de la force des choses, on conçoit que des causes multiples aient agi et pétri pour façonner ce que nous voyons. Si l'on s'arrête aux secondaires, ces causes sont sans nombre, mais tout se simplifiera si l'on recherche les causes premières qui ont engendré cette tension si nouvelle et si extrême.

Dans l'état actuel, des despotismes se par-

tagent l'Europe. La liberté lutte, et si par des explosions puissantes elle est arrivée à vaincre, elle n'a pu jusqu'à présent se soutenir et s'organiser.

Les despotismes sont : la théocratie s'épanouissant, absolue ou mitigée, sur les pays catholiques dans l'ancien et le nouveau monde; l'autocratie gouvernementale, absolue en Russie; mitigée en Angleterre et en Prusse; le despotisme militaire régnant en Russie et en Prusse; les dictatures révolutionnaires régnant en France.

La liberté, c'est un peu la réforme, beaucoup la révolution méthodique de Bacon et de Descartes, la révolution politique anglaise, avant tout la révolution sociale française, qui est celle du monde entier.

D'où viennent ces despotismes et leur fatalité? D'où vient la liberté et son impuissance?

Le despotisme théocratique, l'autocratique, le militaire viennent de la méthode autori-

taire, qui est attachée à tout commandement absolu quel qu'il soit, et qui s'inocule à l'Europe comme une lèpre.

La liberté de la révolution vient de la méthode individualiste exprimée scientifiquement par Bacon et surtout par Descartes. Je n'en fais pas gloire à la réforme et à Luther, parce qu'en la proclamant de sentiment ils l'ont annihilée dans l'autocratie des princes protestants.

La fatalité finale du despotisme, l'impuissance de la liberté viennent de ce que si la méthode individualiste a su conférer la liberté à l'homme moderne, elle n'a pas su lui donner la loi de l'ordre.

Vérifions ces assertions.

Quand le prêtre catholique, le vrai tribun de l'empire romain, ne parla plus au nom de la liberté de la conscience, mais voulut organiser le monde, démasquant sa méthode qui jusque-là était restée latente, il fit l'unité

européenne et voulut l'unité humaine par la méthode autoritaire.

Unité factice, mensongère, tyrannique, que le sentiment spontané de la liberté brisa par la protestation de Luther, de Calvin, de Henri VIII. Ce sentiment méthodique, codifié scientifiquement par Bacon et Descartes, devint la méthode individualiste.

La notion de la méthode a donc uni et désuni l'Europe. Tant que la théocratie a pû imprégner les âmes de la méthode autoritaire, elle a fait accepter sa puissance, si tyrannique qu'elle fût. Aujourd'hui que les esprits sont pleins des principes de la méthode individualiste, tout va comme chez les Grecs, cétte brillante civilisation qui a si peu duré pour la même cause, à la désunion, à l'esprit de coterie, à l'individualisme désorganisateur de l'unité des peuples et de l'unité européenne.

Sentons ici toute la puissance de la méthode dans la vie des nations. Comme la mé-

thode autoritaire sanctionne les passions du pouvoir, la méthode individualiste autorise les passions personnelles, et l'on voit alors se déchaîner dans le monde les plus épouvantables spectacles des despotismes de la tyrannie et des despotismes de la licence.

Nous sommes, en Europe, sur la pente d'une décadence générale et fatale, si nous n'échappons également à ces deux méthodes qui ont pris pied dans les institutions, dans les choses, dans les esprits, dans les consciences, et qui, chacune de son côté, font œuvre de décadence.

Comme la méthode autoritaire est compressive, engourdissante, tuant par la force, et remplissant la vie d'hallucinations superstitieuses pour empêcher l'homme de voir les réalités; la méthode individualiste est diviseuse, dissolvante et rend l'humanité incapable de la solidité d'un corps compact. L'Europe par là se trouve donc, ou dans la

compression absolue ou dans la divisibilité absolue.

En vain, les adoucisseurs de la théocratie disent : Elle n'est pas l'absolutisme, elle peut vivre avec la liberté. La théocratie conduite par la méthode autoritaire leur ferme la bouche et prouve leurs illusions par ses syllabus, son pouvoir temporel, ses condamnations de tout effort libre.

En vain les commentateurs de la méthode de Descartes et de Bacon disent : Mais l'évidence, c'est la chose vue. Ils n'arrachent pas l'évidence à l'individu. Le droit à l'évidence, que chacun se reconnaît avec raison, fait que l'individu se déclare le criterium de la vérité, de la loi qui la représente.

On a beau dire : Faisons des concessions, entendons-nous, soyons modérés ; les notions méthodiques ne sont pas modérées et ne veulent pas entendre parler de prudence, elles ne veulent que de la logique et rien autre. Le sens commun proteste partout, remar-

quez-le. Les autoritaires disent : Mais nous ne sommes pas si esclaves; les individualistes : Mais nous ne comptons pas nous imposer aux lois. Rien n'y fait. Il faut aboutir au syllabus, à l'ukase, au mot d'ordre militaire; et si le syllabus, l'ukase et le mot d'ordre ne sont pas obéis, la torture, le knout, la mort et les déshonneurs. Ou bien il faut aboutir à l'individualité, dispersant toute force vive de la nation et rendant impossible le fonctionnement calme et régulier. Quand on en est là, le despotisme revient ou militaire ou dictatorial.

Ce qui mène le monde, ce ne sont ni les religions ni les États politiques ét sociaux, c'est la méthode instinctive ou expliquée qu'ils enferment. Qu'une théocratie implique le nom de Jésus ou d'Osiris, elle est toujours tyrannie par la méthode autoritaire. On n'échappe pas à la méthode. Elle force l'homme à tirer d'elle toutes les conséquences, et elle lui crée des situations qui le contraignent à

appliquer les déductions les plus violentes et les plus extrêmes. Beaucoup de papes étaient des hommes vertueux que la méthode autoritaire a forcés de devenir des assassins au nom du Christ. Beaucoup d'individualistes sont de réels amis de l'humanité qui croiront, à un moment donné, avoir droit d'envahir les assemblées de la nation et d'en tuer les représentants.

Certes le bon sens proteste : les papes ne veulent plus tuer, mais ils veulent garder le principe méthodique par lequel ils ont tué ; et par là ils tuent encore. Les individualistes ne veulent pas envahir les assemblées, mais ils veulent garder le principe méthodique par lequel ils les ont envahies ; et par là ils s'exposent aux mêmes périls.

II

L'Allemagne, l'Angleterre, la France, l'Amérique sont jusqu'ici les nations qui ont le plus appliqué la méthode individualiste, mais avec des nuances très-diverses.

Dans la méthode anglaise, l'homme est bien évidentiste puisqu'il est le criterium des choses, mais il l'est au moyen de l'expérience. Et comme l'expérience ne peut atteindre que le fait matériel, il suit que l'homme sous la pression de cette méthode néglige toutes les idées hautes, mais s'empare avec sûreté des faits de matière.

N'est-ce pas l'histoire *à priori* de l'Angleterre que Bacon a faite en lui donnant sa méthode? N'est-ce pas ce peuple qui cherche

à être baconien en politique comme en science, qui arrive à ces prudentes réformations légales opérées par une multitude imposante et à qui l'esprit méthodique impose? Les masses en Angleterre, en Amérique, se groupent autour d'un fait isolé sans distinction de partis jusqu'à ce qu'il ait prévalu.

N'est-ce pas cette marche matériellement sage qui aboutit à donner à ces deux peuples la suprématie matérielle du monde?

Mais par Descartes la méthode individualiste s'est trouvée affranchie du fait matériel. L'évidence pure et simple l'a lancée à pleine course dans le champ de la spéculation propre.

Dans la méthode individualiste il y a deux choses : la liberté qu'il faut garder et ne lâcher jamais sous aucun prétexte ni pour aucune raison. Descartes ne l'a pas donnée, elle existait dans l'individualisme baconien, il l'a étendue de l'étude de la matière à tous les ordres de connaissances. C'est sa gloire

impérissable. Mais à côté de la liberté il y a dans la méthode individualiste de l'évidence le désordre nécessaire d'une assemblée où chacun ayant son évidence, chacun ne croit qu'en soi-même. Encore un coup, le sens commun proteste, mais le principe de l'évidence restant, la méthode reste. Et elle reste si bien, que les sophistes, qui en tirent les dernières conséquences logiques, aboutissent toujours fatalement sans qu'ils sachent pourquoi à ceci : que l'homme est le facteur de l'absolu. S'ils remontaient au principe de leur raisonnement, ils verraient que la faute première est dans la méthode et, par là, ils pourraient corriger leurs déductions.

La méthode individualiste, en donnant à notre pays l'indépendance de l'esprit, lui a communiqué assez de force pour faire l'immense et sublime soubresaut de sa révolution, où la vie de la liberté est pressentie avec une si magnifique grandeur. Mais ayant infusé dans les esprits cette évidence criterium, elle a

donné à tout individu le droit de se croire supérieur à la loi. Là est son mal irréparable. On veut toujours corriger la loi à son gré chez nous. On n'attend rien, on n'admet pas d'observation. On ne respecte pas la loi, on ne la corrige pas expérimentalement, on saute aux barricades, à l'Hôtel de Ville, aux assemblées. Et tant que ce principe méthodique sera inculqué aux enfants, nous serons toujours les mêmes, toujours l'évidence immédiate nous suffira pour juger tout, politique, art, science même. On aura beau nous ajouter ce correctif : Prenez garde, regardez bien où est la vraie évidence. Cela n'est de rien ; le principe l'emporte ; on se sent criterium, on est ému, on juge, on prononce, on court à ses armes, on tue ou on est tué.

La méthode baconienne, bien qu'individualiste, n'a pas cette hâte. L'évidence n'y est développée que par l'expérience au moyen de laquelle l'homme juge. On comprend le

temps d'arrêt de prudence nécessaire. L'esprit à qui on a répété sans cesse depuis l'enfance : Attends l'expérience pour prononcer et agir, ne tire pas au juger comme celui à qui l'on s'est contenté de dire : Ton évidence est criterium. Et puis, il y a dans la méthode de Bacon une puissance inconnue, que les savants même subissent sans s'en rendre compte. Le secret méthodique de la sécurité de cette méthode c'est que au fond, et quoi que disent Bacon et les expérimentateurs à sa suite, ce n'est pas l'expérience qui y est le criterium, c'est le fait matériel. De là une solidité invincible qu'on a toujours quand le fait est criterium. Mais laissons les expérimentateurs faire sans le savoir de la bonne méthode générale en faisant de la méthode pratique, qu'ils continuent leur admirable empirisme. Il y a de cet empirisme-là dans la marche sociale anglaise, américaine surtout, car ce grand pays, libre des préjugés de l'Angleterre, a ordonné sa méthode politique

d'une manière qui doit confondre tout Européen réfléchi.

Les Allemands, qui sont peu inventeurs, ont pris la méthode scientifique de l'Angleterre et de la France. Ils veulent avec ces emprunts supplanter la France dans le monde politique, l'Angleterre dans le monde matériel, et tous les peuples unis dans le domaine intellectuel. Ce sont des hommes d'imagination. Si cette imagination n'est pas primesautière, elle est érudite et savante. L'Allemagne, c'est l'éclectisme organisé dans l'art, l'industrie, la science, la métaphysique, la méthode. Grande force dont il ne faut pas sourire. Quand je vois cette race et la nôtre, je pense involontairement à la fable du vieux La Fontaine, *la Tortue et le Lièvre*. Et j'admire quand je considère combien par une bonne organisation, une sage économie, une forte suite de volonté, ce peuple a su tirer parti du savoir de tous les peuples morts ou vivants. Parfois je me demande si sa té-

nàcité savante ne la mènera pas à son but.

Les Allemands, acceptant la méthode de Descartes, se sont cru les criteriums du vrai dans la science des hautes spéculations qui conduisent la vie de l'humanité. Poussant sans hésiter aux dernières conséquences logiques le raisonnement méthodique inclus dans la méthode individualiste, et que ni Bacon ni Descartes n'avaient vu, ils sont arrivés à cette affirmation : que l'homme étant criterium est le facteur de la vérité et de l'absolu. Ce mot a suffi pour déterminer la décadence métaphysique et méthodique la plus complète qu'on ait vue peut-être depuis que le monde existe.

Tandis que la France et l'Angleterre ont évité d'aboutir aux derniers excès de la méthode individualiste par cette sagesse de sens commun qui n'est qu'une résistance méthodiste, et dont Voltaire, Rousseau, Montesquieu ont donné l'exemple, l'Allemagne a

donné la dernière tirée logique de la méthode individualiste.

Il est vrai qu'aujourd'hui l'Allemagne, effrayée, ou plutôt dégoûtée de la métaphysique et de la méthode évidentielle qui l'y a conduite, paraît se réfugier à la suite de l'Angleterre et de la France dans les sciences de matière et dans leurs applications. Elle y apporte son insatiable activité intellectuelle et organisatrice, mais elle n'en supporte pas moins et n'en fait pas moins supporter à l'esprit humain le poids de la décadence de la méthode individualiste et de la métaphysique. Aussi la voit-on, héritière de l'autocratisme auquel Luther l'a livrée, se laisser couler impuissante sous le despotisme.

III

Ainsi nous rampons dans ces décadences : décadence théocratique, décadence autocratique, décadence métaphysique, décadence de la méthode autoritaire, décadence de la méthode individualiste. C'est dans ce gâchis de méthodes, d'idées et d'institutions sociales que nous traînons la liberté sans pouvoir la soustraire aux despotismes qui l'étreignent.

Une réflexion grave naît de cet aperçu. Dans les temps et dans les pays qui ne peuvent pas organiser la liberté, les rois et les conducteurs de peuples sont forcés d'être despotes. Je défie aujourd'hui un gouvernement de n'être pas despotique partout où règne la méthode individualiste, parce que

je défie la liberté de pouvoir s'organiser par elle.

Ne le voyez-vous pas à l'expérience? Voilà cent années que nous luttons. Et notre révolution, si admirable qu'elle soit dans ses principes, n'a roulé dans son organisation que de dictatures en dictatures. Le lendemain de sa naissance, c'était le dictateur Robespierre, après lui le dictateur Barras, puis le dictateur Napoléon. Après celui-ci on déguisa les dictatures révolutionnaires sous l'apparence du gouvernement anglais, mais elles étaient si bien la République rhabillée, que deux fois en vingt ans le principe éclata. La République de 1848 a vécu une heure, il lui a fallu la dictature de Cavaignac remplacée par celle de Napoléon III. Or, ce n'est pas sans cause qu'un peuple qui a des vertus et des hommes a eu cent années de république sans une heure de république. Je le dis sans hésiter : les dictatures ne vous lâcheront jamais, tant que vous accepterez de nos

pères ce mensonge : l'individu est le critérium par l'évidence, et tant que vous le répèterez à vos fils. Vous abattrez peut-être les dictatures, mais ce sera pour en former de nouvelles le lendemain.

Il faut que les esprits réfléchis comprennent la connexion de la méthode à la vie politique comme à la vie scientifique. Là est le grand progrès que l'esprit moderne doit accomplir sur lui-même. Les Allemands, peuple appliqué, le comprendront. Je tremble que les Français, peuple qui ne travaille que par bonds, et qui aime à se reposer paresseusement dans ses préjugés, ne prennent pas attention à cette grande loi de la vie publique. Si la France reste imprégnée dans ses mœurs, dans ses habitudes, dans son esprit politique de la méthode évidentiste et individualiste, si elle ne corrige ces errements par une méthode sévère, elle sera supplantée dans le monde. Elle aura réveillé l'Europe, aidé l'Amérique, elle leur aura

tracé la voie, et elle n'aura pu elle-même suivre la voie tracée. Il y a des heures, ô mon pays, où en face de tes légèretés, de tes préjugés et de tes vices, je désespère de toi. On ne s'amuse pas en Allemagne, on ne court pas aux fêtes, aux rires, aux joies, on travaille. Les villes, tristes, enferment des méditatifs, les campagnes des agriculteurs audacieux, et partout circule la grande vie de l'instruction. Toi, France, tu as des hommes de génie qui se font tout seuls, mais l'ensemble de ta population n'aspire qu'au repos et au plaisir. Quand donc prendras-tu le travail pour idéal et pour joie?

Pendant que ces deux méthodes troublent toute la vie moderne, les despotismes qui en naissent troublent la paix politique. La théocratie romaine, trop faible pour se soutenir, fait lever la France, l'Espagne; sépare les peuples amis comme la France et l'Italie; fait courir à la France le danger d'une guerre où elle aurait pour ennemis l'Italie et la

Prusse; expose le monde èntier à la conflagration générale qui suivrait. A quoi a tenu que tout ceci n'éclatât hier sous les murs de Rome? C'est un gouvernement qui coûte cher au monde que celui qu'il faut conserver à tel prix, quand on songe surtout qu'il est le centre du principe inique de la méthode autoritaire.

Qui retient d'autre part le despotisme militaire prussien? Ce n'est pas la foi des traités. La Prusse ne s'est agrandie que par l'injustice. Elle a trahi par la paix de Bâle la grande patrie allemande, comme les libéraux ont trahi dans son sein la liberté. Le Danemarck est là pantelant. Qui la retient? La peur de la France et de l'Angleterre. Elle n'est pas assez sûre de la Russie et de l'Italie.

Au despotisme théocratique, au despotisme autocratique prussien, qui travaillent la civilisation au dedans, se joint, pour augmenter les maux, le despotisme autocratique russe. Grands fardeaux à soulever. Comment

leur échapper également à tous? Les choses de la politique sont ici inséparables des idées. Les États divers représentent et personnifient par leurs systèmes sociaux des méthodes et des conséquences de méthodes. C'est la fatalité des idées d'être vie, et étant vie de prendre corps dans les choses et les institutions comme dans les esprits. Elles sont la cause des évolutions des peuples, de la même façon que c'est une idée déterminante qui fait évoluer l'animal dans l'œuf, le fœtus dans le sein, et l'être vivant dans sa croissance et sa décrépitude.

On ne sauvera le monde que par la science. Elle seule peut donner la solidité. Dans l'état actuel de l'instruction, nous croirions faire injure à nos contemporains en nous excusant des développements scientifiques où nous entraîne la complexité de notre sujet. L'homme est esprit et vie; sa vie ne peut être réglée si son esprit ne l'est pas. Si donc quelques intelligences superficielles ne peuvent embras-

ser l'ensemble profond que présente l'homme en société, qu'elles passent les trois ou quatre chapitres scientifiques de cet ouvrage, elles auront dans les autres le développement politique et social aboutissant à la fédération européenne.

CHAPITRE V

DES MÉTHODES DE GOUVERNEMENT

Le despotisme théocratique est une méthode pour conduire les hommes. Elle consiste dans l'abdication exigée de la pensée et du libre arbitre entre les mains du prêtre, roi des esprits et des royaumes, et commandant au nom d'une loi religieuse. Que cette loi religieuse soit vraie ou fausse, il importe peu de le savoir, car la méthode n'est point changée par la vérité ou la fausseté de la lettre imposée. Il y a toujours despotisme.

Le despotisme autocratique est une méthode qui exige l'abdication de la pensée et du libre arbitre dans les mains du roi-pon-

tife. Elle est plus avilissante encore que la précédente, en cela que dans la théocratie l'homme est au moins censé se soumettre à Dieu ou à sa loi; dans l'autocratie, il sait très-bien qu'il se soumet au despote, qui est la loi. La nature humaine est dégradée par là dans le principe même de toutes ses actions. L'homme et le peuple qui souffrent une heure l'existence d'un pareil principe sont avilis et déshonorés. Celui qui obéit au théocrate est trompé dans son obéissance, mais il peut rester pur; celui qui obéit à l'autocrate ne le peut pas. Je ne comprendrai jamais qu'un homme de cœur qui réfléchit accepte un instant ce joug destructif de toute dignité.

Le despotisme militaire est une méthode par laquelle toutes les forces brutes d'une nation sont concentrées dans la main d'un homme qui en a la direction, de telle sorte que les libertés intellectuelle, religieuse, politique ou civile en soient étouffées ou comprimées.

Le despotisme révolutionnaire est une méthode qui consiste à imposer à la nation par la dictature d'une coterie ou d'un homme des institutions et une direction qu'elle repousse.

Qu'on le remarque : dans ces méthodes, l'homme est toujours le criterium de la loi et de l'humanité : dans la théocratie, le prêtre, roi ou non ; dans l'autocratie, le despote-pontife ; dans le militarisme, l'imperator ; dans la révolution, le dictateur ou la faction. L'évidence de chacun de ces individus ou de ces corps fait loi.

De tous ces différents despotismes, il faut relever deux méthodes primordiales dont ils ne sont que la mise en œuvre pratique : la méthode autoritaire, qui est également celle de la théocratie, de l'autocratie, du militarisme et des dictatures ; la méthode individualiste, qui se retrouve également dans tous ces procédés de même que dans la révolution-licence.

En effet, si le prêtre, le roi, l'imperator, le dictateur, la faction s'arrogent le droit d'imposer aux hommes, par la méthode autoritaire, c'est que par la méthode individualiste chacun s'est déclaré le criterium de la loi et de l'humanité. Il y a donc une parenté très-grande entre la méthode individualiste et la méthode autoritaire. Elles s'appellent fatalement l'une l'autre par là seul que la méthode individualiste, étant arbitraire et constituant un attentat sur la vérité, nécessite la méthode autoritaire pour imposer cet attentat.

De ce qui précède il résulte que toute fausse méthode, étant de soi une licence, engendre nécessairement tôt ou tard le despotisme.

Ceci nous met dans la nécessité de trouver la méthode vraie. Elle doit être scientifique, et, étant scientifique et vraie, elle est absolue et universelle, s'appliquant aussi bien à la politique qu'à la science, à la direction de la

vie qu'à la direction de la pensée. Cette méthode sera nécessairement la méthode de la liberté.

Que tout enfant apprenne que nul homme, nulle coterie, nulle évidence d'homme ne peut être criterium, dès lors nul despote, quel qu'il soit et d'où qu'il vienne, ne peut se faire accepter comme criterium. La méthode autoritaire n'est plus possible.

Que tout enfant apprenne que, nulle évidence d'homme ne pouvant être criterium, son évidence propre n'est pas criterium, la méthode individualiste n'est plus possible.

Le premier mot de la méthode scientifique et universelle est donc celui-ci : l'homme n'est pas criterium.

Qui le sera? le fait.

Quel fait? Il y a des faits de divers ordres : matériels, numériques, idéals; il y en a de contingents et d'absolus. Chaque fait est criterium dans l'ordre de connaissance qui lui correspond. Et il l'est à cet instant où la pen-

sée humaine ayant agi pour et contre lui par l'expérience, le syllogisme, le calcul, l'induction qui est un syllogisme, etc., etc., elle arrive à trouver ces faits indestructibles.

En science, une qualité, une propriété de la matière est un fait; un rapport entre les qualités, c'est-à-dire une loi, est encore un fait : le premier est un fait contingent, le deuxième un fait absolu.

En politique, la justice apparaît aux hommes comme indestructible par des siècles d'expérimentation. C'est un fait, c'est un fait absolu, car c'est un rapport indestructible.

De ce que les faits et les lois en sciences sont ou entrevus, ou connus, ou inconnus, il n'en reste pas moins que, toutes les fois qu'on trouve ce fait général exprimant des rapports qu'on appelle loi, on a nécessairement un absolu. De même, de ce que la justice est diversement interprétée par les hommes, on doit en inférer seulement ceci :

que le fait est plus ou moins connu; mais il n'en reste pas moins que ce fait existe, et, qu'étant un rapport, il est en soi un absolu.

Quelque conception que les hommes se fassent de la justice, elle n'apparaît donc pas moins au milieu d'eux comme un fait et un fait absolu.

Quand donc la méthode scientifique a affirmé cette proposition : Les méthodes autoritaire et individualiste sont fausses; quand elle a enlevé à toutes les tyrannies leur principe en leur disant : Nul homme n'est criterium, l'évidence n'est pas criterium, le fait seul est criterium; elle ajoute ceci : En politique le criterium unique est le fait absolu de justice.

L'homme ne l'a-t-il donc pas expérimenté depuis que dure l'histoire? N'est-ce pas le fait absolu de justice, sans cesse mieux pénétré, mieux connu par le génie et par les peuples, qui fait les révolutions et les progrès?

N'est-ce pas lui qui, criterium invisible, mais irrésistible, de tous ces prétendus criteriums autoritaires et individualistes, les juge, les confond, les chasse, les pulvérise, les anéantit?

Que tout enfant apprenne donc que le fait absolu de justice est le criterium de toutes les évidences. Et comme dans la science le savant tend par tous les moyens possibles vers le fait, qui donnera raison à ses procédés d'expérience, de syllogisme ou de calcul, ainsi dans la politique les esprits sans cesse tendus vers le fait absolu de justice le pénétreront de plus en plus, et de plus en plus il régnera sur le monde dans sa formule, qui est la loi.

Mais comprenez bien que vous n'arriverez jamais là si vous n'avez pas tué les méthodes individualiste et autoritaire si vous n'avez persuadé à tous ce grand mot : L'homme n'a pas de criterium. Si vous n'allez pas jusqu'à ce point, jamais vous n'aurez l'ordre

dans la liberté. Vous vous épuiserez de désirs et d'observations de bon sens, mais n'ayant pas le principe méthodique de la liberté vous n'aurez pas la liberté. Toujours la méthode individualiste fera les licencieux et les despotes, et la méthode autoritaire, consacrant les despotes, produira les âmes capables de leur obéir.

La liberté est donc une méthode où l'homme, individu et nation, déclarent qu'ils ne sont pas le criterium, mais que le fait absolu de justice est le criterium absolu de la nation et de l'individu, du gouvernant et du gouverné. La loi est la formule de l'état actuel de la connaissance qu'a l'humanité du fait absolu de justice. L'amélioration de la loi s'opère par une connaissance scientifique plus parfaite de la justice. C'est donc le progrès dans et par la justice absolue.

Les méthodes autoritaires et individualistes, voilà les deux ennemis que la liberté comme la science ont à combattre partout où

elles les rencontreront. La science et la liberté sont deux alliées inséparables par la méthode. De même que ces méthodes fausses sont les deux causes premières des décadences et des despotismes qui nous mènent au terrible état politique et moral où nous nous trouvons; ainsi, la méthode absolue sera le principe dirigeant et la cause première de l'organisation de la liberté et du salut de la civilisation.

Le bon sens a certes aujourd'hui la méthode scientifique en tendance, mais il ne l'a pas à l'état de doctrine. Au contraire, les doctrines sont la contradiction de la tendance du bon sens; il suit donc que les aspirations du sens commun sont comme non avenues, et qu'elles n'auront de valeur que par la constitution réelle de la méthode.

CHAPITRE VI

L'ALLEMAGNE

J'entends ici parler de la Prusse comme représentant de l'esprit allemand.

L'Autriche se rattache au monde de la théocratie; elle se retrouvera dans ce que nous dirons au chapitre suivant. Cette malheureuse nation vient bien de montrer jusqu'où allait la décadence que lui a fait subir la méthode autoritaire théocratique en tombant en une journée devant cette autre décadence du monde protestant et autocratique qui s'appelle la Prusse. La Prusse est deux fois décadence : parce qu'elle est autocratie et soumise à la méthode autoritaire dans le des-

potisme militaire et dans l'état protestant; parce qu'elle a tiré les dernières conclusions philosophiques de la méthode évidentiste et individualiste.

I

La Prusse est autocratie. Elle se vante d'être le type de l'état moderne. Mensonge qu'il faut déjouer avant qu'il ait pris cours. Ses princes, luthériens jusqu'en 1613, se sont tournés vers le calvinisme par intérêt politique. Ce pays est le protestantisme allemand arrivé à la vie de grande nation. Frédéric II a établi le dualisme politique grâce au dualisme religieux, qui détachait le monde germain de l'Autriche. Il disait aux Saxons

qu'il venait les délivrer de Rome. Frédéric-Guillaume IV, personnellement tolérant, a été protestant dans tous les moments décisifs. La méthode autoritaire, attachée au principe autocratique comme au théocratique, les entraîne également. La sainte Russie parle au nom de l'orthodoxie czarienne; la théocratie, au nom du pape; la Prusse, au nom du protestantisme; aussi bien que le sultan, au nom de Mahomet, dont il tient la place. La liberté de conscience est anéantie dans la main des théocrates et des autocrates. Affaire de circonstances. L'Irlande est là. Le czar hier tyrannisait le catholicisme polonais. Si l'on est tolérant aujourd'hui en Prusse pour les catholiques, c'est qu'on est près de Sadowa et qu'on a besoin de tout ménager pour s'organiser. M. de Bismarck considère les ultramontains du moyen âge comme les destructeurs de la grande patrie allemande; si le catholicisme devenait fort, il ne le laisserait donc pas libre. Le roi de

Prusse, grand maître de la maçonnerie allemande et représentant le protestantisme, ne le pourrait tolérer.

Les chiffres parlent d'ailleurs. Sur 19 millions d'habitants que comptait la Prusse avant Sadowa, 7,300,000 catholiques avaient 38 lycées, et les 11,700,000 protestants en avaient 110. L'État prussien, qui aime tant l'éducation et à si juste titre, la ménage donc selon ses vues. Pas une université catholique; on a vainement tenté d'en établir une à Münster. Au contraire, toutes les universités protestantes sont favorisées. On connaît d'ailleurs les menées de la Prusse dans les petits États protestants contre les catholiques.

Que le gouvernement prussien, protestant autocratique, surveille le théocratisme catholique, c'est de bonne guerre; mais qu'il ne prétende pas donner la liberté absolue de conscience, et par conséquent qu'il ne se pose pas comme le type de l'État moderne. Les États de l'Europe se rattachant tous à

une religion ont la même base fausse. Aucun ne peut avoir la prétention d'être réellement type.

L'idéal de l'État moderne est d'être séparé de toute religion. Il tend à être une administration plus qu'une direction, et cela est juste. Être rivé à la méthode, non aux religions, voilà sa fin. Les religions et les doctrines philosophiques s'y débattront libres, quand l'État prussien condamne même les députés qui expriment leurs opinions. Twesten le sait. Peuples, ne croyez donc pas la Prusse. La liberté seule peut repousser également la théocratie et l'autocratie.

Le type de l'État moderne, c'est l'Amérique, qui a dit à Cincinnati en 1850 : « Un parti ne peut être national constitutionnel ou en harmonie avec les principes de notre pays s'il se base sur la foi religieuse, qui ne regarde que l'individu. »

En Allemagne, le monde féodal a des restes. Ils ont un caractère politique et sou-

verain; ils sont rivés au protestantisme, vivent de lui. Le mouvement prussien est un mouvement posthume du protestantisme contre la posthume théocratie. Et l'on peut dire qu'il ne changera de caractère que si la Prusse devient république. Que la haine contre la théocratie ne rende pas complaisant pour l'autocratie. Ces systèmes doivent être maudits tous les deux. Luther et Calvin doivent tomber aussi bien que Borgia.

II

Si l'on m'accorde volontiers que l'Allemagne est la décadence du protestantisme autocratique, on s'étonnera de cette assertion nouvelle et contradictoire aux idées reçues : l'Allemagne est une décadence intellectuelle.

Ce peuple croit, au contraire, avoir la souveraineté de l'esprit. Il voit en lui le professeur du monde. Il ne lui manquait, croit-il, que la force pour arriver à faire l'éducation du globe. Étrange manière d'entendre l'instruction. Le despotisme prussien recherche le despotisme russe dans ce noble but. Le monde va devenir germanique. Les races latines, vieilles choses usées, sont nuisibles.

Le monde allemand veut que la brute slave vienne l'aider à cacher la vieille civilisation sortie d'Italie, de France, d'Angleterre et même d'Espagne, sous une civilisation nouvelle, dont on présente les types dans les productions allemandes. Ainsi les prétentions de l'Allemagne à conduire le monde se résument en trois points : sa supériorité intellectuelle, la théorie des races, son État type ; une vanité menteuse, une doctrine insensée et une fausseté politique.

Quel est donc le bilan de l'Allemagne dans les arts, dans les sciences, dans l'industrie ?

Si nous avions à classer les génies de la terre entière, quel rang y occuperaient les siens ? C'est le point haut où il faut se placer, sans faire attention aux modes d'esprit passagères que les hommes d'instruction et de goût superficiels épient et revêtent, comme les femmes font des modes de toilette. Il faut oublier cette incroyable vanité allemande qui, à force de s'affirmer, a imposé,

Commençons par le reconnaître, l'activité de ce peuple dans toutes les branches de la pensée est sans précédent. Jusqu'ici, les nations dans leur masse se sont tenues loin de l'instruction ; les génies isolés ont fait vivre et font encore vivre le monde. L'Allemagne a admirablement ordonné son instruction populaire et supérieure. Elle a organisé l'éclectisme du savoir du monde. Qu'est-il résulté de ces efforts gigantesques?

Dans l'industrie, dans l'agriculture qui se sont développées avec une prodigieuse rapidité, l'Allemagne accorde elle-même que jusqu'ici elle a été à la remorque de l'Angleterre et de la France, excepté peut-être pour quelques productions secondaires.

Dans les arts, sa peinture et sa sculpture sont des imitations, élevées de désir, mais complétement inintelligentes et vides, des maîtres italiens. Les Allemands ont une telle ignorance des vraies conditions de l'art qu'ils croient de bonne foi que les Cornélius, les

Kaulbach, les Overbeck, les Thorwaldsen ont dépassé les Michel-Ange, les Raphaël, les Léonard. Quant à Venise, ils la dédaignent. Il faut les entendre parler pour croire jusqu'où va leur aveuglement. Les Russes aussi sont en extase devant la riche nature russe, devant leur industrie et devant leurs beaux-arts. Ils ont cru avoir formé une école supérieure à toutes les autres. Ignorance, voilà de tes traits. Au moins, en France, il n'y a jamais eu que les gens étrangers aux arts qui ont salué Horace Vernet comme le premier des peintres. Non-seulement il n'y a pas un génie en Allemagne, mais ces prétendus maîtres ne sont que des élèves d'académie pillards des compositions et du génie des grands hommes que l'Allemagne croit n'avoir été que ses précurseurs. L'attentif Ingres, l'harmonieux Delacroix sont des géants à côté des maîtres allemands; cependant nous n'hésitons pas à les proclamer bien secondaires devant les génies italiens

et flamands. Le sens patriotique n'a donc nulle prise sur nous dans ces questions universelles. Nous sommes sévères pour l'art allemand, parce qu'il est nul. Depuis le pénétrant Albert Durer, l'appliqué Holbein, génies, l'Allemagne n'a vécu que de l'imitation de l'Angleterre et de la France pour sa peinture de genre, de l'Italie pour son grand art.

Sa critique superficielle, verbeuse, n'allant jamais au fond, reste sans portée. Ce sont des observations d'antiquaires et des appréciations de collectionneurs.

Sa littérature, pastiche lourd et prétentieux de la littérature anglaise et je devrais dire aussi espagnole, après avoir été une imitation de la française et de l'italienne. Allons sans ambages : Gœthe, sorte de Chateaubriand de cour d'Allemagne, homme surfait, qu'on fera descendre du trône enfantin qu'on lui élève au rang de remarquable esprit, qu'il mérite. Exalté par l'infatuation

teutonique, qui gonfle tout ce qui la touche, par la pénurie allemande en grands talents de plume, cet homme a été grossi par les rhéteurs, ces suivants des modes littéraires et philosophiques qui doivent toute leur gloire à l'opportunité de leurs goûts et de leurs opinions. *Werther*, imitation de Rousseau; *Faust*, puéril dans la deuxième partie; vulgaire dans l'épisode de Marguerite, audacieusement et traitreusement volé à l'oublié Marlowe, si supérieur souvent en élans sublimes, en pathétique et en passion. Le monologue, qui donne à la première partie toute sa portée philosophique, et beaucoup d'autres passages sont presque textuellement de l'écrivain anglais. Il est temps cependant qu'on ose dire tout cela et que cet exploiteur du génie redevienne l'habile homme qu'il était. Que n'a-t-on pas voulu faire de Gœthe? Un philosophe, pour quelques bribes arrachées aux écrivains du temps. *Wilhem Meister*, un entassement. Laissons-lui ses poésies

détachées, gracieuses. Le reste de son théâtre, c'est de l'anglais sans morsure. Gœthe, comme Chateaubriand, a dû l'exagération de sa réputation à son opportunité, à sa position, au charme réel de son style. Le violent et haineux désir des Allemands de sortir des imitations de la France a travaillé pour lui, comme pour tous les écrivains de cette époque. Schiller, esprit mou, traînant, romanesque, mais élevé et attachant par la noblesse de ses pensées, imitateur, comme Gœthe, du théâtre anglais, dont il ne comprend ni les proportions, ni la profondeur. Klosptock, copiste alangui de Milton. Il y a de l'Overbeck dans ces deux hommes, comme il y a du Cornélius dans Gœthe. Érudite et arrangeuse en littérature comme en peinture, l'Allemagne est encore là une antiquaire. Cela ne sent pas le bondissement du génie. Qu'il y a peu d'esprits assez fermes sur la beauté pour séparer les étalages des vraies grandes œuvres!

La musique, voilà la gloire de l'Allemagne. Là elle a tout dépassé, et elle est indépassable. C'est sa langue. Elle a été, toujours emprunteuse, la chercher en Italie. Mozart est un Italien sublimé; Gluck a écrit jusqu'à près de soixante ans des opéras italiens oubliés. Le goût français lui a révélé son génie, et, d'un bond, il a laissé l'Italie et la France dans les bas-fonds, surtout la France. Beethoven, la musique faite homme, Weber et quelques autres seront l'éternel enthousiasme de l'esprit et du cœur humains. Mais qu'on ne nous parle pas des arrangeurs à outrance qui leur succèdent aujourd'hui et qui, par une vanité bien teutonique, prétendent faire la musique de l'avenir en pillant Beethoven, Gluck, Mozart et Weber. Que ces hommes, d'un talent réel, consentent à n'avoir pas de génie. La musique de l'avenir est faite par ces grands esprits; non qu'on ne puisse ajouter après eux, mais ce sont eux qui ont ouvert la voie, et

leur cadre est si vaste qu'il contiendra tout.

Dans les sciences; en méthode, une aveugle acceptation de l'évidence, venue de France, et des données de l'expérience, venue d'Angleterre, par Spinoza et par Leibnitz, les deux fondateurs de l'éclectisme allemand et moderne, si l'éclectisme peut s'appeler une fondation, ce que je nie. Toute la méthode allemande a été une évidence subjective poussée sans scrupule et sans réticence à son dernier terme.

Dans la métaphysique, une puissance réelle de systématisation, une forte suite logique, une imagination infatigable à échafauder des doctrines, une contention de volonté et d'esprit remarquables, une grande audace à tirer les conséquences logiques. La mise en œuvre métaphysique plus que l'esprit. Les philosophes allemands ont un côté du génie non l'autre, le solide et le vrai. La constructivité extérieure leur est facile, l'imagination et l'érudition aidant;

Mais, quelle que soit l'élévation de leurs aspirations, de tels esprits sont les précurseurs et les accomplisseurs des décadences. L'Allemagne est le Bas-Empire de la métaphysique.

Les décadences ne naissent pas des sciences naturelles, mais de la notion de la méthode générale et des philosophies qu'elle entraîne. L'Allemagne semble avoir constaté elle-même sa chute devant les idées élevées en les abandonnant absolument. Elle s'est jetée dans les sciences naturelles, et elle paraît vouloir aujourd'hui se mettre uniquement à la remorque de Bacon, à l'exemple de l'Angleterre et de la France, terrifiée elle aussi des écarts de la méthode de l'évidence. Dans les sciences naturelles, l'Allemagne lutte par l'abondance des travailleurs et des travaux, des laboratoires, par la bonne organisation et la dépense, contre la France qui n'organise rien, paye peu et l'emporte par ses génies. Elle a des hommes considérables qui

ont appliqué la scienee à l'agriculture, à l'industrie, et qui la répandent avec ardeur et intelligence. Humboldt me paraît une assez bonne personnification de la science allemande. C'est du Figuier à la seconde puissance. Il a pris part à tous les grands travaux, y a aidé, a tout colligé et en a fait une sorte de dictionnaire emphatiquement appelé Κοσμος. Cosmos est le mot et l'ambition de l'Allemagne vivant de tous les auteurs du monde.

Les sciences naturelles, l'amour de l'ordre pourront rappeler l'Allemagne à un goût de méthode précurseur de la méthode scientifique. Ils pourront la sauver d'elle-même.

Résumé et dernière poussée logique des méthodes du passé, il est logique que l'Allemagne n'ait vécu que du passé. C'est une érudite qui encombre et éblouit par l'encombrement. Éclectique en méthode, elle est éclectique en métaphysique, en sciences, en industrie, en agriculture, en arts, sauf en

musique, où son âme échappe. N'ayant pas de principe nouveau, c'est-à-dire pas de méthode nouvelle, l'Allemagne ne peut pas être le peuple de l'avenir. Ayant poussé à leur dernier terme les erreurs méthodique et philosophique du passé, elle est dans la décadence de ce passé qui ne se soutient encore qu'en vivant d'inconséquences et d'illogismes. Comme Hégel, son éclectique suprême, elle a fini son rôle intellectuel dans le monde. Son érudition lui donnait le pouvoir de tirer les conséquences des principes de méthode anglais et français. Elle l'a fait. Pour entrer dans l'avenir, il faut qu'elle repousse sa méthode, oublie son passé, et, qu'adoptant la méthode scientifique et la liberté, elle aille à l'horizon nouveau. Sa prodigieuse érudition l'y aidera. Telle qu'elle est, elle est morte. S'y est-elle résignée en acceptant le despotisme? Sa littérature par Heine, le dernier vaillant, est l'imitation de Voltaire; elle fait de l'agriculture, de l'in-

dustrie, des sciences naturelles, du militarisme, et elle recopie ses symphonies.

Où donc est le cri original de l'Allemagne? Dans sa musique, dans sa logique métaphysique. Partout ailleurs elle suit, sans les égaler et parfois sans les comprendre, la France et l'Italie qu'elle affecte de mépriser comme race latine, l'Angleterre comme sang-mêlé.

Or, est-ce avec de la métaphysique fausse, avec de la musique si sublime qu'elle soit, qu'on peut sérieusement avoir la prétention de commander à l'esprit humain? C'est pousser trop loin l'esprit de pédagogie. Les Allemands l'ont à un haut degré, ils ont bien organisé leur instruction; si c'est par là qu'ils veulent être les maîtres d'école du monde, nous le voulons; mais pour le génie, non pas. Il faut sourire de pareilles vanités si peu justifiées, même quand le militarisme et le despotisme puissamment armés viennent les appuyer.

Malgré tout, j'ai de la sympathie pour la

Prusse : elle aime le travail, elle y pousse l'homme. L'Américain et le Prussien sont les peuples qui travaillent le plus dans toutes les classes. La méthode évidentielle et la théocratie partagent la France en esprits inertes et en esprits satisfaits *à priori ;* en Angleterre, en Italie, en Espagne, en France, toute la classe dite noble est paralysée par l'orgueil ou par le sommeil théocratique. La Prusse travaille cependant. Tout père aujourd'hui doit dire chaque matin à ses enfants : Mes fils, la bataille des peuples n'est plus désormais la guerre impie, c'est le travail du génie. Travailler, c'est faire acte de patriotisme; on a dit : Qui travaille prie, il faut dire désormais : Qui travaille combat ; mes fils, on travaille au delà de l'Océan ; mes fils, on travaille au delà des monts ; mes fils, on travaille au delà du Rhin.

III

Kant, éclectique, avait voulu faire de la terre classique de l'éclectisme une confédération. Ce rêve du philosophe a peu duré. L'autocratie protestante du Nord, humiliée de se sentir petite en face de la théocratie catholique, de l'orthodoxie czarienne, de la liberté civilisatrice de la France et de l'Angleterre, a rêvé son unité, et elle l'a jurée en face des invasions de Napoléon. Cette idée est devenue force sociale et politique. Hégel appelait cet état de choses de tous ses vœux. C'est le royaume arriéré de trois siècles de Hégel et du protestantisme que Sadowa vient de fonder.

L'Allemagne, voulant hériter de la France

et de l'Angleterre, a imaginé un moyen pour les désunir dans leur action commune en faveur de la liberté. Protestante, elle s'est penchée vers l'Angleterre protestante. Elle a absolument rejeté la France, qu'elle voulait avant tout abaisser comme l'ennemi le plus fort et le plus sublime. Elle a flatté l'Angleterre par l'imitation de sa littérature, par l'unité de naissance, elle l'a appelée à se lier avec elle par la théorie des races.

Séparant l'Europe en races germaines et races latines, elle a appliqué le catholicisme aux Latins, le protestantisme aux Germains, division souvent arbitraire. Elle a fait de la France un pays latin. Montesquieu disait: Nos pères les Germains. Et il avait raison, malgré certains critiques historiques modernes, l'élément franc a dominé le gaulois.

Il y a des races catholiques, il y a des races protestantes ; les races catholiques sont les races d'esclavage, les races protestantes celles de la liberté ; les races latines, catho-

liques et esclaves doivent disparaître devant les races germaniques, protestantes et libres. Voilà tout le nouvel arrangement qu'on voulait au monde européen.

On oubliait ceci, que si les races latines sont esclaves par théocratie, les races germaines sont esclaves, par autocratie, comme il a été montré au paragraphe premier de ce chapitre; que le principe de l'esclavage autocratique est plus vil que celui de l'esclavage théocratique. Dans cette situation, on devait songer à s'affranchir les uns et les autres, non à imposer un esclavage á l'autre.

On oubliait que les races latines et leur voisine la grecque avaient été les peuples vraiment libres de l'univers; que l'Italie du moyen âge, l'indépendance la plus vivace et la plus productive, n'avait été abaissée que par la Germanie; qu'enfin la France, qu'on faisait indûment latine, avait appelé à la liberté tous les peuples modernes sans distinction de religion et de race, et qu'elle n'avait

pas perdu la tête de cette course terrible, puisqu'elle seule a posé le suffrage universel, c'est-à-dire la république, comme base de sa constitution et de la vie des nations. On oubliait le réveil de cette Italie, cruellement dégradée par l'Allemagne comme par la théocratie, et qui secouait les despotismes au moment même où la Prusse rétrograde se rive au despotismè militaire et à l'autocratie. Enfin, on refusait d'entendre les tressaillements de la vieille Espagne, étonnée de se sentir vivante.

Faisant des peuples saxons les races protestantes, on les attachait au libre examen, et les latins catholiques étaient condamnés à la méthode autoritaire. Mais on remontait mal aux principes. La méthode autoritaire appartenait au protestantisme par le despotisme, soit autocratique, soit militaire, aussi bien qu'au pays de théocratie.

On oubliait encore ici les mondes grec et romain, leurs œuvres libres. On oubliait que

si Luther, appuyé du despotisme autocratique, avait protesté contre le despotisme théocratique, les vrais et seuls instituteurs du libre examen étaient Bacon et Descartes, qui avaient donné les principes de la méthode individualiste. On oubliait que les Allemands avaient reçu les yeux fermés le criterium de l'évidence de Descartes et la base métaphysique matérialiste de Bacon, par Spinoza, juif portugais d'où descendent les métaphysiciens allemands. La race avait donc peu à voir en tout cela.

Bien entendu tous les ennemis de la théocratie, ne sachant avec quoi l'abattre, admettaient cette théorie des races qui n'était qu'une habileté stratégique contre la France. Il est temps que la Prusse sache qu'on n'abattra pas la théocratie par l'autocratie, mais qu'on les abattra toutes deux par la liberté.

Une seule chose pouvait captieusement influer sur les esprits. C'est que les races saxonnes étaient généralement protestantes,

les latines généralement catholiques. Mais on oubliait encore ici qu'indépendamment des causes politiques qui avaient fait naître le protestantisme, les races germaines étaient moins saisies dans l'engrenage romain. Les Latins avaient été pris sans le savoir dans le théocratisme. Champion naturel de la liberté religieuse contre le despotisme autocratique des empereurs, le prêtre chrétien des premiers âges avait été d'abord le seul tribun de cette époque d'épaisse tyrannie. Quand il eut vaincu, le théocratisme ne s'imposa pas. Les populations, habituées à être défendues par l'énergie des Ambroise, ne virent dans la théocratie que l'organisation de leur liberté gagnée. Mais la méthode autoritaire inhérente à la théocratie les tenait déjà, il fallut bien que le masque, ignoré de beaucoup de ceux qui le portaient, fût jeté et que le despotisme ecclésiastique éclatât. De plus, les races latines avaient reçu tous les contre-coups de la décadence grecque et romaine,

elles étaient épuisées des sophismes du vieux monde. La foi aveugle, se présentant sous les auspices de la liberté, parut la vraie sauvegarde de l'esprit, de la conscience, de la morale, des sociétés.

Telle n'était point la situation des races saxonnes. Trop sauvages et trop ignorantes pour sentir l'influence de la sophistique antique, trop loin pour souffrir directement des empereurs, la théocratie ne fut pas pour elles un refuge à la fois moral, intellectuel et social. Elles y entrèrent quand la doctrine commençait à se prouver. Se prouver, c'est supposer l'examen.

Ces faits multiples auxquels les raisons politiques ajoutent beaucoup, peuvent être cause que le libre examen se soit montré plutôt dans les pays germains que dans les latins; quoiqu'à vrai dire les protestations n'y aient pas manqué par les milliers d'hérésies qui ne cessèrent d'éclater dans l'Orient et dans l'Europe, par les Rienzi, les Arnauld de Brescia, les

Savonarole, les Albigeois, les Jacopone, etc. Noyé dans le sang, le libre examen dut remettre sa victoire. Mais il vivait. Luther eût été écrasé comme Jean Huss, ses partisans massacrés comme les Albigeois, si au lieu de soutenir la liberté de conscience il ne l'avait vendue à l'autocratie des princes. Cette lâcheté et cette inintelligence sauvèrent le libre examen. Luther fit comme Henri VIII. Arracher la conscience aux papes pour la livrer aux rois, ce fut là toute leur révolution. Le traité *de Libero Arbitrio* de Luther nie la liberté humaine, pourquoi en aurait-il eu plus de soin? Calvin fit comme eux en livrant la conscience à la dictature républicaine. Servet en fut la preuve sanglante. Il est temps que l'on comprenne bien que le libre examen ne se trouve pas dans le protestantisme ni même dans les hérésies; qu'il n'est réellement vivant et sanctionné que dans la notion de la méthode, à laquelle les hérésiarques ne s'élevèrent jamais. Or, ici encore, n'oublions pas

que l'Angleterre et la France précédèrent l'Allemagne par leur méthode et par la fermeté de leurs aspirations philosophiques. Ce ne fut qu'à la fin du dix-huitième siècle que l'Allemagne prit réellement la voie et arriva à pousser la méthode individualiste à son dernier terme logique.

En soi, le libre examen est de toute race qui s'élève à la notion de la méthode. Si l'on suppose la notion absolue de la méthode, on concevra que par elle le libre examen est indestructible, et que ces enfantines distinctions de races disparaîtront, puisque toutes les races, n'ayant qu'une méthode scientifique, n'auront qu'un esprit.

C'est donc avec ce leurre de la théorie des races que l'Allemagne voulait entraîner l'Angleterre contre la France et les peuples latins. Pour le besoin de la cause, les Francs et les Normands étaient absorbés en France par le Gaulois, et le Normand, devenu Français, qui a imposé à la langue anglaise le tiers de ses

mots, était un Germain pur. On théorisait sur tout cela; l'Angleterre était tentée; les alliances se resserraient; les mariages royaux se multipliaient. On aurait abaissé la France à jamais; l'Europe protestante aurait dominé l'Europe catholique; on rayait la Révolution française, et l'on reculait le monde de plus de deux siècles.

Mais la Prusse s'est changée en Pangermanisme. Et cela a suffi pour faire tomber l'échafaudage familial de la théorie des races autant en Allemagne qu'en Angleterre. La Prusse sent par sa nouvelle position que la France est nécessaire à l'Angleterre pour le balancement européen; elle sent que l'Angleterre l'empêchera de compléter, si elle le peut, son Pangermanisme, et elle se tourne spontanément vers une race non parente, qu'elle méprise intellectuellement, les Slaves. L'Angleterre, de son côté, voit aussi toutes ces choses, et elle laisse la Prusse aller vers la Russie sans lui faire un signe. Ainsi, la mise

en demeure créée par les circonstances a détruit l'alliance de famille et la théorie des races. Toute protestante et tiers saxonne qu'elle soit, l'Angleterre a vu au feu de Sadowa qu'elle devait incliner vers les pays catholiques contre les races germaines et slaves réunies. Elle a compris surtout qu'il n'y avait pas lieu, dans l'Europe actuelle, de reculer de trois cents ans en arrière, de refaire des guerres de religion, et d'écraser le catholicisme par le protestantisme. Elle est donc en train de se souvenir qu'elle est tiers française, et que son alliance naturelle contre la Prusse et la Russie despotes, est la France et la liberté.

Cependant l'Allemagne poursuit sa pensée. Si elle n'y renonce pas, si la Prusse et la France s'attaquent, nous serons entraînés à la plus absurde et à la plus rétrograde des luttes. Quand la République française, même par Napoléon (*Note* 1.), combattait pour l'expansion des principes et des idées, on se battra

pour la domination d'une race sur l'autre. Les Iroquois et les Hurons faisaient ainsi. Quel ridicule et honteux recul! c'est à l'Allemagne que nous le devrons. La guerre des races est la plus odieuse des guerres. Voilà pourtant où nous mènent les rhéteurs en faisant accepter de pareils rêves aux esprits superficiels sans se douter que le canon est l'écho de leurs sophismes.

Cessez de propager cette théorie des races, qui fait des hommes des ennemis factices. Insensés! les races, c'est l'homme. Quand une vérité parcourt la terre, toute race disparaît. Quand le principe des vérités scientifiques, la méthode générale, sera scientifique, on sera stupéfait de tant de folies. Dans une seconde, cette électricité fera le tour du monde. Ne sentez-vous pas que les esprits et les mœurs aspirent à l'unité et à la paix? Que leur faut-il pour réaliser ce désir intense? Le même principe de conduite et de pensée, la méthode. Donnez donc aux hommes la méthode

une, scientifique et par là universelle, et vous aurez fait ce que la brutalité, le despotisme et la guerre ne feront jamais : l'unité.

D'ailleurs, Allemands, si vous voulez parler race, parlons-en. La race qui se livre au despotisme de Guillaume et qui appelle celui des czars vaut-elle mieux que cette race italienne qui s'affranchit du despotisme? La race qui a fait la protestation autocratique de Luther et qui sacrifie aujourd'hui les principes de 89, vaut-elle mieux que celle qui a établi les fortes libertés constitutionnelles, que celle qui a fait la révolution de l'Europe et du monde? Montrez-moi votre Déclaration des droits de l'homme.

Absurde donc et impie contre l'humanité est la théorie des races, et, fût-elle vraie, l'Allemagne n'a aucune raison de supériorité pour s'imposer. Que lui reste-t-il à elle-même de tous ses efforts? une grande peinture et une sculpture avortées, une peinture de genre copiée, une littérature de second

ordre, une métaphysique détruite, des sciences naturelles qui ne l'emportent sur aucun grand pays, une érudition mal digérée, une musique qui s'altère et décroît, une liberté qui s'est livrée, un despotisme militaire qui domine tout, un despotisme autocratique qui peut éclater d'une heure à l'autre. Oui, l'Allemagne est une décadence. Une seule chose la rend redoutable, c'est une décadence organisée par le militarisme avec l'économie et l'ordre d'une bonne maîtresse de maison. A genoux, peuple fou d'orgueil, devant les grandes ombres de Phidias et d'Homère, de Lucrèce et de Tacite, de Michel-Ange et de Raphaël, de Dante et d'Arioste, de Shakespeare, de Corneille et de Molière, de Bacon et de Descartes, devant la constitution anglaise, devant la Déclaration des droits de l'homme, devant l'Amérique et ses libertés. Ton érudition est un bagage de vanité. Ces races riches, qui ont jeté les grands hommes et les grandes idées sans compter, ont parlé

de plus près que toi avec le beau, avec le vrai, avec l'éternel. Tu as tout reçu, tout copié, tout appris; tu es le dictionnaire de nos œuvres, nous sommes obligés de reprendre la philosophie à sa base après la grande ruine où tu l'as poussée; et tu veux venir nous instruire!

CHAPITRE VII

LA THÉOCRATIE

Comme l'Allemagne est décadence par la méthode autoritaire enfermée dans le militarisme et l'autocratie, par la méthode individualiste enfermée dans sa philosophie, Rome est décadence par la méthode autoritaire enfermée dans la théocratie.

Grande différence ici. Au lieu qu'on tient imprudemment la décadence allemande pour un progrès, on est d'accord à considérer la théocratie comme une chute. Je dirai plus, la théocratie elle-même semble prendre cons-

cience de cet état. Des partis se forment dans son sein qui voudraient la liberté. Le concile qui va s'ouvrir fera-t-il éclater le profond dissentiment qui la travaille? Une grande discussion méthodique y sera posée si le parti qu'on appelle néo-catholique en a le courage. On demandera au catholicisme entier, qui doit être criterium, du pape ou du concile. Cette question grave pour la direction de l'Église est de peu d'importance pour la liberté et pour la méthode scientifique. Qu'importe que la dictature de la pensée soit déférée à un corps où à un homme, puisque nul homme ne peut être criterium. De quelque façon qu'on en sorte, il n'en résultera pas moins la théocratie, la méthode autoritaire, le despotisme intellectuel, et le temporel, si l'on peut.

Les peuples l'ont senti. Ils viennent se ranger d'eux-mêmes aux libertés anglaise et française. L'Italie a le suffrage universel, l'Espagne la constitution anglaise. Elles se

retirent de ces stagnations où s'éteint la vie sociale engourdie comme au Paraguay, cette leçon expérimentale dont on doit se souvenir sans cesse.

A le bien prendre, le principe de la théocratie n'existe plus aujourd'hui que dans l'organisation ecclésiastique, implacablement serrée, qui menace, maudit, frémit dans son impuissance, et dont cependant tant de membres s'écrient : On nous a enfermés dans une cage terrible.

Au moyen âge, le saint-empire romain est le centre de l'unité européenne, non-seulement religieuse, mais politique. La religion consacre la solidarité des peuples. Idée grande, idée funeste. La foi fractionne les peuples, la certitude seule les unit.

Les guerres de religion avaient opéré la scission de l'unité européenne par la révolte autocratique de l'Allemagne, de l'Angleterre, etc.... Le signe sensible de l'unité, le pape, n'était plus que la tête d'un parti,

comme aujourd'hui il n'est plus, politiquement, qu'un chef de coterie.

En face de cette situation très-nouvelle, Henri IV sentit le besoin de rétablir l'unité européenne. La papauté était, dès cette époque, aussi inacceptable qu'aujourd'hui pour former le lien. Ce prince eut donc l'idée de la République chrétienne, sorte de ligue volontaire des États européens, quelle que fût leur croyance, et dont le but était la paix au dehors, le développement libre au dedans. C'était la solidarité des nations de l'Europe constituée indépendamment de la papauté.

Cette noble pensée, qui naissait de la nécessité même de la position, s'est poursuivie. Depuis Münster jusqu'à Vienne, jusqu'au Syllabus, la théocratie a réclamé et protesté. Elle veut l'arbitrage et le commandement de la pensée, si elle ne peut avoir ceux des royaumes. Évincée depuis trois siècles du principat européen, elle garde le principe de sa domination et s'y cramponne.

Le traité de Westphalie, qui met la liberté des cultes calviniste, luthérien et catholique sous la garantie des puissances européennes, fut la première sanction de ce gouvernement de l'unité européenne sans et malgré la théocratie. De régente et juge, elle était devenue partie.

La Révolution la refoula jusqu'à l'annihiler.

Les traités de 1815, quoique réactionnaires à la Révolution, n'en consacrèrent pas moins l'unité européenne, indépendamment de l'unité religieuse et de la papauté.

Or, maintenant l'unité européenne va-t-elle se dissoudre ou se resserrer? L'Europe, séparée en races, va-t-elle proclamer son unité un mensonge, et se jeter dans des guerres de races et d'états militaires, dominateurs sans principes et sans idées? Va-t-elle, au contraire, proclamer son unité par la science, la liberté et la méthode, et sanctionner la solidarité de ses peuples par une institution qui

n'aura aucun des dangers de la papauté, mais où la liberté, au contraire, fera elle-même solidarité et unité?

L'œuvre de Henri IV sera-t-elle couronnée ou rejetée? Rejetée, elle l'est depuis la mort des traités de 1815. La solidarité n'a aucune consécration, la force des choses seule l'établit. Mais aussi elle vacille au caprice du premier conquérant venu, parti du Nord ou du Sud. Nulle sanction nulle part. Les peuples sont en face l'un de l'autre comme des bandes de brigands qui ont peur de s'attaquer, mais qu'aucun principe de solidarité ne retient plus.

Or, pour couronner l'idée d'unité laïque et libre de Henri IV, pourquoi ne donnerait-on pas à chaque nation de l'Europe une représentation dans une chambre suprême qui serait comme le parlement de l'Europe, son unité visible, la voix de la solidarité des nations dans la justice, dans le progrès? Nous apprécierons plus loin le caractère, les avan-

ages, la constitution possible de ce grand corps.

Un tel parlement enlèverait à jamais à la héocratie le droit et l'espoir de se replacer à la tête de la solidarité des peuples et de s'attribuer la direction des nations. La papauté ne pouvait accomplir l'œuvre d'unité que temporairement et d'une manière factice. On le voit aux efforts désespérés et magnifiques de tous ses grands hommes, depuis saint Augustin jusqu'à Bossuet, pour conserver ou établir le lien, qui ne se refait jamais, qui, au contraire, va se dissolvant chaque jour jusqu'au temps actuel, où la théocratie ne représente plus que la petite secte politique de la pseudo-légitimité.

L'unité des hommes et des peuples ne peu s'opérer que par l'idée la plus générale, la plus universelle à l'humanité. Cette idée est celle de la méthode. La méthode scientifique étant découverte, l'unité sera par elle, puisque c'est le propre d'une vérité scienti-

fique de faire l'unité par la certitude. Or, la méthode autoritaire que la papauté apportait et apporte encore dans le gouvernement spirituel et social du monde, la condamnait à la violence pour imposer la religion, qu'elle présentait comme symbole de paix et d'union. L'horreur qu'elle a amassée autour d'elle ne se tait pas devant trois siècles d'abaissement et devant les efforts de cette vieille fierté qui lutte jusqu'au bout.

On a raison de se refuser à la pitié. Il faut que la méthode autoritaire, dont la théocratie est le principe, disparaisse du monde politique et social comme du monde scientifique.

Le gouvernement temporel, c'est, pour la théocratie, le repos dans la victoire. Elle ne veut plus combattre, elle veut s'asseoir dans sa force et jouir. Jouir ! De quoi? De la terre et du travail des hommes qui la fécondent. La théocratie veut mener le monde; la théocratie veut se repaître du monde. Le monde

veut se soustraire à ses embrassements de mollesse dévorante, et, mâle, il veut vivre avec la liberté.

Il y a en Europe trois représentants absolus du principe de la méthode autoritaire qui ne peuvent, sous aucun prétexte, entrer dans le courant de la liberté de la pensée et de la politique : le czar, le pape, le sultan. Ces trois absolus sont condamnés à disparaître. Ils veulent être criteriums; la pensée moderne ne peut reconnaître que le fait criterium. Peuvent-ils se modifier? La théocratie ne le peut pas; si le czar et le sultan se modifient, ils ne sont ni czar ni sultan, n'étant pas autocrates. La liberté de conscience, l'égalité devant la loi, le suffrage universel, ont prononcé l'exclusion et la déchéance du Vatican, du Divan, de l'orthodoxe et sainte Russie. Ces pays-là se sont mis eux-mêmes hors la loi moderne.

CHAPITRE VIII

LA QUESTION ROMAINE

La théocratie, c'est la question romaine, question jugée pour nous, qui en avons donné dès 1861 toutes les solutions auxquelles aujourd'hui on est arrivé : en Italie, par l'Église libre dans l'État libre, par Florence capitale; en France, par le retrait des troupes après la convention de septembre ; à Rome, par la convocation du concile et l'organisation permanente du denier de Saint-Pierre, etc...

Il convient de nous arrêter ici un instant, parce que cette grande question a fait un pas

que n'ont aperçu ni les amis ni les ennemis de la théocratie.

Il faut être très-net.

Ce n'est point tant pour l'Italie que contre la papauté théocratique que nous désirons la destruction du gouvernement temporel.

L'Italie peut très-bien s'organiser sans Rome (*Note* 2.). Mais le monde moderne, basé sur le principe social du suffrage de nation et de communion, ne peut vivre avec le gouvernement temporel en son cœur, parce qu'il est le fonctionnement de la méthode autoritaire, du principe théocratique, du droit divin prétendu, parce qu'il est la consécration de l'unité de l'Europe par la théocratie et que l'Europe veut faire librement son unité. Il faut que l'un des deux disparaisse. Or, ce ne sera ni le monde moderne, ni la science, ni le progrès.

En 1861, je dressai un tableau instructif, que M. Jules Favre, à qui j'eus le plaisir d'envoyer mon livre, citait hier à la tribune.

L'Église a prononcé elle-même contre le gouvernement temporel par ses documents les plus pesés et les plus importants, par ses actes de canonisation. Elle a déclaré saints soixante-dix de ses pontifes sur quatre-vingt dix-huit qui ont régné jusqu'au huitième siècle; parmi les cent dix-neuf autres, elle n'en a trouvé que six qui fussent dignes de ce suprême honneur du chrétien.

Voilà comment le gouvernement temporel, la théocratie déchaînée dans la politique ont perverti l'Église, et la tête même et le cœur de l'Église, le pontife. Qu'on juge du reste, que l'histoire nous a fait connaître!

Mais la papauté vient de porter sur elle-même un jugement aussi explicite. Mettons-nous bien dans le fond de la situation. Avec ce qui précède nous y serons facilement.

On réunit un congrès pour régler la question romaine, le pape a accepté, sans hésiter, la conférence.

Or, qu'est la papauté politiquement? le

signe de l'unité théocratique de l'Europe.

Qu'est le congrès? le signe d'unité laïque et libre de l'Europe.

Qu'est le gouvernement temporel? le fonctionnement du signe d'unité théocratique de l'Europe.

Ce sont les trois termes.

La voilà aujourd'hui cette domination implacable d'autrefois. Elle comparaît volontairement devant l'unité européenne en congrès; elle qui traînait les rois et les nations, non devant elle, mais sous ses pieds. La papauté, signe d'unité théocratique, a reconnu par son acceptation le congrès comme signe d'unité de l'Europe libre. Or, ou la papauté a renoncé à être signe d'unité théocratique, ou elle a espéré que le congrès, signe d'unité libre de l'Europe politique allait abdiquer les droits de l'Europe entre ses mains.

Les voilà face à face. Quoi qu'on dise, malgré la courtoisie des formes, le congrès et la papauté sont les deux vrais ennemis

politiques et sociaux des temps modernes. L'Italie n'est rien ici. Le grand combat s'ouvre. Le congrès a gagné la première bataille par l'acceptation de la papauté. Comment finira la campagne?

Si le congrès sanctionne le gouvernement temporel, il met l'unité de l'Europe dans les mains théocratiques de la papauté à la place de l'unité par elle-même.

C'est la logique de la situation. Quand il s'est agi d'intérêts secondaires, la papauté a pu accepter des arbitres, jamais dans la question qui est le principe même de sa vie sociale et politique. Elle a déclaré toujours qu'aucun tribunal n'était compétent; elle seule juge, et elle appuie sa prétention du droit divin. Se mettre ainsi au-dessus de la loi c'est se mettre hors la loi. Cependant la papauté a accepté la conférence. Veut-elle donc rentrer dans la loi?

Non certes. Mais elle est forcée par les circonstances, plus fortes qu'elle, à condescen-

dre enfin, à se faire juger par le congrès de l'unité européenne. Sa victoire de Mentana lui a créé cette défaite qu'elle donne le plus grave signe d'abdication qu'elle ait encore montré entre les mains de la représentation libre de l'Europe.

Je sais que la théocratie n'accepte que sous condition; je sais qu'au fond elle dit au congrès : Je consens à votre arbitrage, à la condition que vous sanctionnerez mes droits. Mais elle n'en reconnaît pas moins, en principe, l'arbitrage du congrès. Et si elle reconnaît l'arbitrage du congrès, elle n'est plus arbitre elle-même; elle n'est plus juge, elle est partie. Là est le point pour la question qui nous occupe ici, qui est : le congrès européen, et plus tard le parlement européen, recueillant l'héritage de la théocratie, en tant que signe d'unité de l'Europe.

On ne tardera pas à peser la portée profonde de tout cela. En attendant, les prélats, les journaux cléricaux se félicitent et félicitent

le pontife de sa spontanéité. La papauté vient d'abdiquer l'unité sociale et politique. On niera, on tournera la question. Rien n'y fait, la chose est là, violente. C'est un fait que le pape était le signe d'unité théocratique, un fait que le congrès est signe de l'unité libre, un fait que le pape, signe d'unité théocratique, consent à comparaître, par ambassadeur, devant le signe d'unité libre. Ah! qu'aurait dit le pénétrant de Maistre? Il aurait vu le coup certes, jamais il n'eût laissé donner une pareille adhésion. Le gouvernement temporel, au jugement même impliqué dans l'acte de la papauté, n'a plus de raison d'être.

Je connais votre prétexte : votre liberté. Quelle liberté ai-je donc, moi qui vous parle? La liberté de mourir pour la vérité. Vous n'en avez pas d'autre? C'était la vôtre quand vous aviez des saints. Mais vous avez changé tout cela : vous voulez la liberté de condamner non de mourir.

Vous dites encore : Nous avons besoin du

gouvernement temporel pour l'exercice régulier du pouvoir spirituel. Mais qu'est le pouvoir spirituel? Le droit de lancer des syllabus et des excommunications. Mais syllabus et excommunications sont une condamnation de la liberté de l'esprit humain et de la liberté de l'État. L'esprit vous nie ces droits, l'État moderne vous nie ces droits et arrête vos syllabus à ses frontières; donc vous n'avez pas de raison valable pour appuyer vos syllabus et vos excommunications par le pouvoir temporel; et quand vous le réclamez comme nécessaire à l'exercice de votre pouvoir spirituel, vous demandez une iniquité pour soutenir et imposer une iniquité.

M. Thiers dit que 89 accepte tous les cultes et que par conséquent nous devons prendre le catholicisme tel qu'il se présente (*Note* 3.). Est-ce une embûche? De Maistre aurait pu la tendre. Je pardonne à M. Thiers de ne pas comprendre les choses des religions; mais je ne lui pardonne pas de ne pas comprendre 89.

89 établit le suffrage universel, par là il détruit l'organisation sociale du droit divin. Il peut donc, comme culte individuel, accepter le catholicisme, mais il le répudie absolument comme organisation sociale. Et non-seulement M. Thiers ne comprend pas 89, mais il ne comprend pas la République chrétienne de Henri IV, les traités de Westphalie et de 1815, qui placent le signe d'unité de l'Europe dans les congrès laïques et libres. La papauté se présente comme le signe de l'unité théocratique de l'Europe, M. Thiers l'accepte et prétend que 89 le veut ainsi. Jamais plus étrange proposition n'est sortie de la bouche d'un homme politique, et Rome, qui sait *le fin*, a dû en sourire.

Or, le signe d'unité libre et laïque de l'Europe, qui est le congrès, và-t-il donner au signe d'unité théocratique, qui est la papauté, ce gouvernement temporel qui est le fonctionnement du droit divin, la négation du droit des peuples? C'est un suicide. Et l'Eu-

rope a droit de lui demander compte de ce suicide qui est l'abdication de ses droits politiques et sociaux entre les mains de son antique ennemie la théocratie, que ses propres représentants vont ressusciter. Que le protestantisme, que la révolution, que la libre conscience, que la jurisprudence, que la science, que le suffrage universel, que le droit des nations, que Henri IV, que les plénipotentiaires de Westphalie, de Vienne s'éveillent et protestent d'une seule voix.

Mais le signe d'unité théocratique, qui est la papauté, a reconnu le cong rs, qui est le signe d'unité libre de l'Europe : donc la théocratie a reconnu implicitement la liberté de l'Europe et ses droits, donc elle devrait logiquement renoncer aux siens, car elle proclame la validité du jugement du congrès en venant assister à la conférence.

J'ose le dire, jamais plus directe bataille n'a été livrée entre la papauté théocratique et la liberté moderne. De là devrait sortir

l'Europe affranchie par un vote du congrès. De là peut sortir l'Europe traînée à deux unités, à deux droits contradictoires qui l'écartèlent depuis trois siècles, et qui la mènent peut-être à la mort.

Nous ne croyons pas que la conférence puisse s'établir, mais enfin si elle y arrivait osera-t-on être logique? Osera-t-on faire justice de cette grande coupable qui est la théocratie, de ce grand mensonge qui est le droit divin, de ce grand refuge de la méthode autoritaire, de la théocratie, et du droit divin qui est le pouvoir temporel? Osera-t-on dire: Nous continuons Henri IV, les traités de Westphalie, de Vienne, la révolution; ou dira-t-on : Nous continuons Grégoire VII, Jules II et de Maistre? Voilà l'alternative.

Écoutez les orateurs ultramontains d'un côté, la Prusse de l'autre, et demain vous aurez le protestantisme et le catholicisme aux prises. L'autocratie, la théocratie, ces vieilles choses mortes vont sortir de leurs tombes

après trois cents ans de sciences, après cent ans de révolution, et elles vont venir recommencer sous nos yeux et dans nos sangs les guerres des âges écoulés. Nous ne voulons plus d'Albigeois, plus de Hussites, plus de guerre de Trente ans, plus de Saint-Barthélemy, nous ne voulons plus de vos haines; autocratie et théocratie, nous ne voulons plus de vous.

Que le congrès s'affirme pour ce qu'il est en réalité, le continuateur de Münster, de Vienne et de la Révolution; au nom de l'Europe il est le juge. Que si ses pouvoirs donnés par les rois seuls ne lui paraissent pas suffisants, qu'il demande le vote des populations européennes pour créer un congrès universel qui deviendrait le parlement européen.

Où est la vérité, où est la justice? Est-elle avec ceux qui redemandent un pouvoir oppressif qu'on leur refuse depuis trois siécles et qui, au nom de leur tyrannie décrépite, veulent asservir le monde entier?

Est-elle avec ceux qui demandent la paix et la justice universelles avec une institution universelle de sagesse, de justice et de paix ? O papauté, qui joues la paix du monde ! Je sais que tu ne cèderas pas, mais je sais aussi qu'en acceptant le congrès tu as signé ta déchéance. Tu ne peux plus te prétendre le signe d'unité, puisque tu as reconnu le congrès comme signe d'unité. Le gouvernement temporel est mort à Mentana, la papauté théocratique est morte à Mentana.

C'est encore un coup que la papauté théocratique ne peut, sous aucun prétexte, entrer dans le courant moderne. Est-ce moi qui la chasse ? moi qui l'achève ? C'est elle-même. Qui condamne l'indépendance civile des nations est chassé par les nations ; qui condamne la liberté de conscience est chassé par la conscience ; qui condamne la science est chassé par la science ; qui condamne la philosophie est chassé par la philosophie ; qui condamne les lois civiles est chassé par les

lois ; qui condamne la liberté est enfin forcé, au lendemain d'une victoire, de ployer sous la liberté, représentée par le congrès.

Fit-on jamais un pareil jeu des efforts de l'homme ? Vit-on jamais pareille contradiction avec les doctrines mêmes qu'on prétend représenter ? Poussa-t-on jamais aussi loin l'imprudence des condamnations contre la science, contre le droit et la dignité des hommes ? Quand vous lisez les encycliques et les syllabus, dites-moi si vous ne croyez pas que cette vieille théocratie va en vertige ? Le sultan réforme, le czar réforme, le pape insulte. Qu'on ne lui parle pas de se réconcilier avec le monde moderne. Il condamne ceux qui oseraient prononcer le mot de paix. Il lui faut la guerre, la condamnation et l'anathème.

O théocratie insensée, c'est toi que tu condamnes, c'est ta déchéance devant le monde entier que tu prononces par tes encycliques, par tes batailles, par l'adhésion que

tu viens de donner au congrès de l'unité libre de l'Europe.

Église, devenue théocratie, si tu n'as pas étouffé en toi l'esprit chrétien sous l'esprit politique, tu peux te réjouir au lieu de pleurer, tu peux ordonner des actions de grâces dans les temples au lieu de prières pour ton gouvernement. Ta défaite et ta chute sont la seule réconciliation possible avec l'esprit de ton Dieu. Si tu veux être, dépouille-toi et suis ton Christ avec sa vraie croix.

Souffrez et cherchez toutes les souffrances que les hommes fuient. Votre puissance est dans ce seul mot. Il est votre unique chance de salut, l'unique chance de salut du christianisme. Souffrez et dépouillez-vous. Tant que vous voudrez vous attribuer un droit, un seul, sur l'esprit, sur la politique, sur le monde, vous serez tyrans, et le monde vous traitera justement en ennemis.

La société moderne ne veut plus du christianisme que sa vertu. Où est votre vertu?

Vos encycliques, vos titres, montrent votre orgueil, vos soldats votre brutalité, votre gouvernement temporel votre avarice, vos théories sociales votre ambition, votre guerre contre le monde moderne votre égoïsme. Venez disputer de philosophie et de vertu, si vous le pouvez; ainsi vous pourrez vivre; autrement vous êtes morts.

CHAPITRE IX

LA RÉVOLUTION

Si les premiers coups religieux contre la papauté furent frappés par Arius, Arnauld de Brescia, Savonarole, Jean Huss, Wiclef, les Albigeois, Luther, Henri VIII, Calvin et tant d'autres; si le premier coup politique lui fut donné par Henri IV; les premières attaques scientifiques lui furent portées par Bacon et Descartes dans la conception de la méthode individualiste.

Aidée de cette méthode libre, la pensée moderne s'affranchit, c'était son droit, en creusant tous les problèmes de la métaphy-

sique, de la philosophie, de la politique, du droit; c'était son devoir.

A la suite de ces études, parfois légères, parfois profondes, mais qui, au moins, avaient le cachet magnifique d'être libres, il s'établit une telle tension entre les représentants de la méthode autoritaire et de la méthode individualiste, que la lutte inévitable éclata. La Révolution française en sortit sublime d'aspirations, impuissante par la méthode.

Il ne suffit pas aux hommes d'avoir la liberté, de l'avoir même sans ce voisinage dangereux et terrible du despotisme et de la méthode autoritaire qui les guettent. Il faut avoir l'ordre pour organiser la liberté, c'est-à-dire il faut la méthode. Et laquelle? La méthode scientifique, car toute méthode qui n'est point telle est destructive de la liberté comme de la vraie science.

Privée de cet axe, la révolution tomba aux errements de la méthode autoritaire, qu'elle avait voulu détruire, et elle demanda

aux dictateurs l'organisation qu'elle n'avait pu se créer par la liberté.

Révolution a deux sens. Elle veut dire progrès, elle veut dire licence. Ceux qui prétendent vouloir la révolution-progrès par la méthode autoritaire, en imposent. Ceux qui prétendent vouloir la révolution-progrès par la méthode individualiste, en imposent également.

Personne, sauf les misérables, ne veut la révolution-licence ; mais la révolution-progrès est fatalement condamnée à devenir la révolution-licence, si elle n'a pas une méthode certaine. C'est par cette même nécessité qu'on voit la science, si elle n'a pas une méthode sûre, dégénérer en théories subjectives et individuelles, comme on l'a vu, par exemple, pour le grand échafaudage philosophique allemand, comme on le voit même dans les sciences naturelles.

Le grand mal des révolutions, c'est que si elles sont faites par la crème des nations, la

lie s'y mêle. La crème veut la révolution-progrès, la lie la révolution-licence. Or, la lie maintiendra toujours la méthode individualiste et ses procédés personnels, égoïstcs et désorganisateurs.

Soyez sûrs que partout où vous voyez le despotisme, soit dictatorial, soit militaire, soit absolutiste, succéder à la liberté, soit politique, religieuse et intellectuelle, comme en France, soit intellectuelle, comme en Prusse, c'est que les excès et la fausseté de la méthode individualiste l'y ont appelé. Vous avez vu Hégel désirer le despotisme militaire, vous avez vu les libéraux prussiens se courber sous lui. Cette méthode, ayant pour criterium l'évidence de chacun, nécessite le despotisme ou d'une faction ou d'un seul, pour rendre possible la cohésion de la nation. Aussi voyez-vous le républicanisme moderne incliner vers la méthode autoritaire mise aux mains, non plus d'un roi, mais de la faction dominante. C'est l'histoire des désastres et

des chutes de notre grand effort révolutionnaire. Et la méthode individualiste nous poursuit si bien, qu'elle a fait encore avorter la République en 1848. Elle eût vécu, si elle avait eu des hommes sages, armés d'une méthode certaine, de l'esprit d'ordre et d'accord qui la suit, et non pas s'emportant à des hypothèses personnelles que chacun voulait faire prévaloir comme des certitudes : celui-là au Luxembourg, celui-ci sur les barricades, cet autre dans l'invasion de l'Hôtel de Ville ou du parlement.

La méthode individualiste est le déshonneur de la liberté.

Certes, quand elle vient dire à la méthode autoritaire : L'esprit humain est libre, il doit étudier les faits, les lois, faire la science, l'ordre social et politique, sans que nul *à priori* religieux ou autre l'en empêche et lui dessine d'avance sa direction ; elle a raison. Mais quand elle vient ajouter : Puisque l'autorité n'est pas le criterium du vrai, du droit

social et politique, l'homme, par l'évidence, est le criterium, l'homme est le facteur du vrai absolu; la méthode individualiste, quoi qu'on veuille faire pour l'atténuer, est l'insulte de l'homme contre les lois absolues de la vérité et de la science, et la destruction de l'ordre des sociétés libres. La science le fera bien toucher, quand les savants comprendront quelle est, en méthode générale, la véritable valeur de leur pratique. Ils verront que les faits jugent toutes les opérations qu'on élève sur eux, par leur seule indestructibilité, que ce sont les faits qui leur imposent les lois absolues. Quand ils auront reconnu cela, la méthode absolue sera dans le fond de leur cœur et de leur esprit, et ils prononceront ce mot qui en est la nécessaire formule : l'homme n'a pas de criterium, le fait seul est criterium. Alors la méthode individualiste et la méthode autoritaire seront également abattues pour jamais.

La guerre que se font les méthodes autori-

taire et individualiste est juste. Ces deux mensonges se jettent leurs mensonges à la face. Cette guerre a assez duré. Elle a eu assez d'horreurs. Le mensonge ne vainc pas le mensonge. Jamais vous n'en sortirez qu'en niant ces deux méthodes. Ce *statu quo* entre deux abîmes finit par être aussi ridicule qu'il est épouvantable. Le bon sens des hommes est près de la méthode scientifique; qu'ils en acceptent la formule scientifique, sans laquelle ils n'arriveront jamais à se pénétrer réellement de son esprit. Aujourd'hui, un mot méthodique va décider du monde. Prononcez-le et les despotismes tombent, prononcez-le et la liberté a l'ordre qui l'établit.

Étonnez-vous donc que tout soit anarchie. Sauf les expérimentateurs qui font empiriquement de la bonne méthode, et qui faussent cependant la méthode générale, dites, où y a-t-il quelque chose de solide? En politique, quel principe conduit quelqu'un? Je vois bien la papauté et les despotismes qui gardent

leur principe de la méthode autoritaire ; je vois bien les libres qui gardent le principe de la méthode individualiste ; mais c'est précisément là qu'est la cause première du désordre général. La méthode autoritaire obstinée puise toute sa force dans la faiblesse absurde de son ennemie la méthode individualiste, cette folle, cette impressionnable capricieuse, qui va, comme en Prusse, de la liberté intellectuelle au despotisme autocratique et militaire, comme en France, de l'invasion des assemblées à la contrainte des dictatures.

La méthode individualiste est sans autre principe que le moi humain et individuel, et ce sera sa mort éternelle. Elle a beau dire : Je cherche les faits, les lois, la justice et le droit. Menteuse, tu dis que l'homme est criterium, donc chaque homme se cherche, non pas le droit et non pas la loi. Menteuse, menteuse, tu périras sous la méthode autoritaire, non plus romaine et papale, cette

mort serait encore trop élevée pour toi, tu périras sous la méthode autoritaire exploitée par cet individu qu'on nomme le despote, et qui sort de tous les pavés et de tous les systèmes soulevés par toi.

Écoute, tu peux te sauver, prononce le mot : l'homme n'est pas criterium, le fait est criterium de l'homme.

Entre ces deux méthode, dis, Europe, dis, humanité, avez-vous assez d'anarchie de pensée, de systèmes, d'état social et politique? Êtes-vous assez bas? Papauté, te sens-tu assez dédaignée? Despotismes, vous sentez-vous assez menacés? Révolution, te sens-tu assez redoutée et haïe?

Toi qui voudrais commander à tous, Papauté, à qui commandes-tu? Toi qui ne pouvant plus avoir le gouvernement des empires, veux le gouvernement du for intérieur de la pensée, toi qui inocules l'esprit de commandement sous le nom d'humilité, tu veux l'ordre et la justice de Dieu, dis-tu, prends

donc la méthode scientifique où Dieu est le seul criterium de l'homme, parce que le fait est le criterium. Et toi, monde libre, où chaque homme se croit le criterium de chaque homme et des lois absolues de beauté, de justice et de vérité, tu dis n'être pas la révolution-licence et vouloir être la révolution-progrès, dis donc avec moi :

Ni la méthode autoritaire, ni la méthode individualiste, mais la méthode scientifique et universelle, où tout homme dit à tout homme : Je ne suis pas ton criterium. Le fait et la loi absolue qu'il exprime est notre criterium à tous.

Et maintenant, tyrans de théocratie et d'autocratie, tyrans de carrefours et de tribunes, tyrans de systèmes et d'utopies, osez vous montrer, vous périrez sous les huées des nations.

CHAPITRE X

LA GUERRE SOCIALE

Au milieu de ces terribles enchevêtrements de principes contraires qui se combattent, au milieu des difficultés politiques qui naissent de la situation des peuples, des ambitions des rois, couve une guerre terrible qui, par instants, se dresse hideuse sur les sociétés. Les peuples se la cachent le plus qu'ils peuvent par effroi, mais chacun la porte dans son sein. La guerre sociale est la guerre Servile de l'antiquité, la Jacquerie du moyen âge.

Les anciens souffrirent peu de cette difficulté qu'ils tranchaient par l'ilotisme et le

meurtre des enfants. Parmi nous rien de ces monstruosités. Mais l'homme libre et l'enfant vivant sont un problème terrible pour les nations modernes.

Une concupiscence haletante, une envie sombre, une convoitise âpre sont béantes, comme la faim elle-même, dans toutes les couches de nos sociétés. Partout le paupérisme.

Si nous n'avions pas de guerres politiques, si nous n'avions pas les troubles que nous apportent la théocratie et l'autocratie, si nous n'avions pas les ambitions des souverains, nous pourrions penser à ce problème profond comme la mer, mais comme la mer rompant ses digues et menaçant de tout engloutir. Le temps se passe en plaidoiries politiques, en habiletés de diplomates, pendant que le suicide dévaste et que les douleurs se font haines.

Là pourtant est une question fatale, elle aussi, que la guerre et les vides qu'elle crée

ne résoudront pas. Pour en sortir il faut une constitution économique qui n'est point trouvée.

Écoutez donc bruire, dans les fonds comme à la surface des sociétés, toutes les forces qui s'entre-tourmentent, s'entre-heurtent, s'entre-dévorent. C'est un effroyable cliquetis de chocs qui se brisent. Toutes les questions que la civilisation a portées dans son sein depuis des siècles sont arrivées à leur point extrême dans ce temps. Terrible mêlée où toutes les guerres viendront bientôt se confondre en une guerre effroyable et suprême.

La Prusse fera la guerre de conquêtes et de despotisme; la Russie la guerre de conquêtes, de despotisme et de pillage; l'Angleterre de suprématie et de débouchés; la France la guerre de principes; la théocratie, l'autocratie russe, prussienne, turque, la guerre de religion; les pauvres, la guerre de partage; les nationalités, la guerre d'indépendance; les nobles prétendus, la guerre de

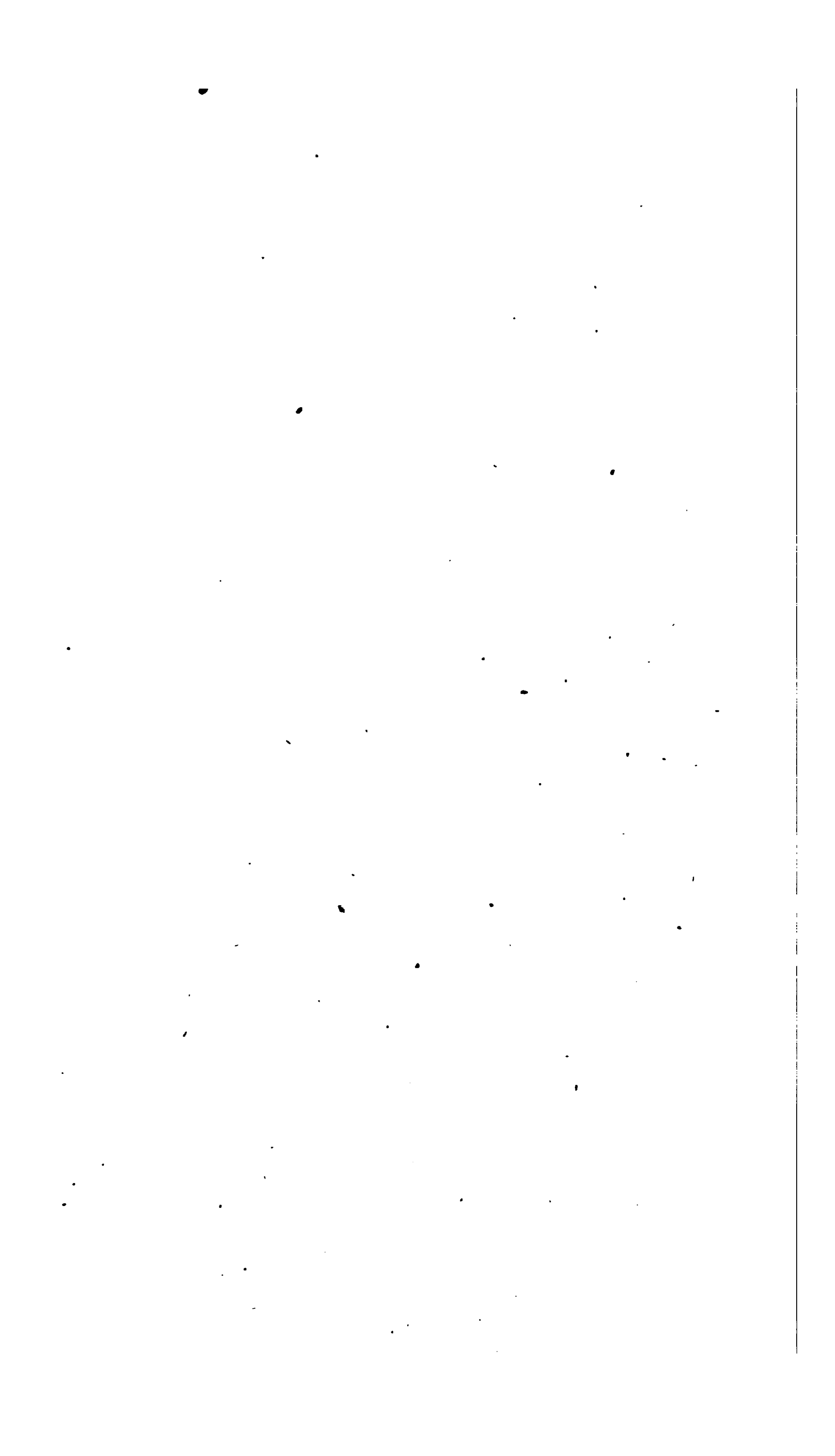
caste ; la pseudo-légitimité, la guerre de dynastie ; les prolétaires, la guerre sociale.

Devant de telles situations, je pense que les historiens et les politiques iront chercher la cause des événements dans la nécessité de positions des peuples, non dans les intrigues de la politique et de la diplomatie.

La plus grande guerre sociale de ce temps a eu lieu en Amérique. Guerre retardataire de dix-huit siècles et qui fait suite à celle de Spartacus.

Durant cent années se sont trouvées en présence dans la terre de la liberté, la constitution des sociétés antiques avec leur ilotisme, la constitution des sociétés modernes avec le travail libre et le prolétariat. Grâce aux vertus civiques, aux héroïques courages des Shermann et des Lincoln, la société moderne a vaincu encore une fois le vieux monde ignorant de la dignité humaine. Il n'y a plus aux États-Unis le citoyen et l'esclave, le noble et le vilain, il y a l'homme.

Toutes les questions sociales qui agitent l'Europe surgiront par là en Amérique quand sa population compacte et agglomérée comme les nôtres va se trouver en contact prochain d'intérêts et de besoins. Cet avenir, l'Amérique doit le préparer dès aujourd'hui. Sa méthodique organisation politique, le sens puissamment pratique de ses citoyens, leur dévouement aux intérêts de la nation et de la liberté aplaniront tout. Et nous ne serions pas étonnés que ces questions, si monstrueuses pour nous à cause des empêchements de toute sorte qui nous arrêtent dans leurs solutions, ne fussent en Amérique absorbées dans le jeu régulier de l'administration de l'État et de l'ordre politique.



CHAPITRE XI

LA BARBARIE

Aux confins du monde civilisé, qui se débat entre les folies des méthodes autoritaire et individualiste, croît une nation, que dis-je, un monde séparé et qui n'y peut entrer. On ne s'y occupe point de la méthode ; mais comme ni l'homme ni les peuples ne peuvent vivre sans elle, on en a une sans le savoir : l'autocratie absolue.

La méthode autoritaire règne dans ce monde, sans conteste, et comme le pouvoir qui l'exploite est formé au nom d'un droit divin aussi strict et entier que celui de la théocratie, l'esprit moderne se trouve placé vis-

à vis de la Russie et de son organisation dans la même position que devant Rome. L'entrée du monde civilisé est aussi difficile au czar qu'au pape.

La Russie est l'esclavage civil, l'esclavage politique, l'esclavage religieux. Le droit divin y règne par le droit de la force. Comme tout se fait par ce droit divin, administration, religion, police, ce peuple s'appelle la sainte Russie. L'absolutisme royal, militaire, est dans les mains de César. La Russie, c'est la brute dans sa masse; dans les gens cultivés c'est la copie élégante, superficielle, mondaine, enfantine de la France, de l'Angleterre, de l'Allemagne et de l'Italie. Ce peuple sait toutes les langues et n'a pas une idée. Il a tous les dehors de la civilisation et le cœur de la barbarie. Il a l'ambition des brutes conquérantes. Un de ses despotes, ivre d'imagination et de vin, lui a fait et tracé son rêve politique de gloire absurde et infâme.

Ce rêve, ce peuple le garde, il en a la con-

ception et la suite dans une pièce sacrée : le testament de cet insensé. Il le poursuit au milieu des mensonges, des massacres, des monstruosités, des assassinats d'hommes et de peuples. Comme le despote Frédéric a tracé à la Prusse sa marche de conquêtes, le despote Pierre a montré l'Europe comme proie à ces hordes déchaînées. Ces deux idéals font ces deux peuples.

Les grands événements qui se préparent ont trouvé cette nation toujours attentive à guetter comme un fauve les faiblesses de la civilisation. L'Italie, l'Espagne occupées d'elles-mêmes, la France distraite, l'Autriche qui se croyait forte peuvent oublier le testament fameux, mais la Russie ne l'oublie pas; et l'Angleterre montre bien par son attitude qu'il l'éveille jusque dans ses nuits.

La Russie ose dire au monde civilisé : Me voilà. C'est moi l'autocratie absolue, aussi implacable que la méthode contre laquelle vous vous débattez; c'est moi dont les

sujets sont si nombreux que leur masse suffit à écraser l'Europe. J'éveille les Slaves en pleine paix dans la Turquie et l'Autriche; j'appelle les Grecs; je tends la main à la Prusse; et la Prusse prend cette main, les Grecs me répondent, les Slaves me répondent. C'est en vain que vous criez : O honte! ils viennent à moi. Aussi je vous le dis France, Angleterre, Italie, Espagne, j'irai à Constantinople, je vous volerai votre mer, et le monde sauvage que j'aurai évoqué du fond des steppes et des neiges s'étendra sur le monde civilisé comme autrefois les barbares d'Attila. Mes hordes marcheront dans les pas des Goths, des Germains, des Lombards, des Huns, des Vandales, et votre civilisation sera ma proie. Oui, mes Samoyèdes viendront faire leurs sacrifices sur vos places, mes Guèbres allumeront à vos foyers leurs feux fétichistes, mes Cosaques, que vous avez vus, recommenceront leurs vols et leurs viols. Ils iront, mes petits, mes grands Rus-

siens, cette moelle de l'empire, ils iront mes Ostiacks, mes Kirghis, mes Khevrouss, mes Tartares, mes Tchérémiss et mille autres, ils iront vous porter l'obéissance passive avec l'aide de l'Allemagne dégénérée dans le militarisme. La Prusse nous donne la main, et nous pouvons tout.

Nous pouvons tout; le pays où il y a le plus d'instruction populaire, le plus d'érudition savante vient se jeter aux bras de celui qui a les deux tiers de moins d'écoles et d'écoliers que la Turquie. La Prusse vient à la Russie. C'était l'allié qu'il nous fallait pour mener à fin nos grands desseins. Le Pangermanisme, le Panslavisme sont les maîtres du monde. Debout de tous les coins des déserts des pôles, peuples sans nom. Debout, Slaves d'Autriche et de Turquie, nous nous enivrerons demain à Constantinople, la future capitale du monde, disait Napoléon Ier. C'est de là que nous aurons sur l'univers les *vues* sans fin de Pierre le

Grand. Le despotisme rayonnera sur la liberté.

C'est le masque jeté. Sadowa a lancé la Prusse despote dans les bras de la Russie contre la civilisation et la liberté. La Russie appelée par une nation intérieure à faire déborder la force sur l'Europe centrale est une nouveauté qu'il faut voir dans toute sa profondeur. Aucune des alliances précédentes avec ce grand pays n'a eu le caractère qu'aurait celle qu'on médite, et qu'on croirait déjà consommée à voir le langage simultanément injurieux de la Prusse et de la Russie. Ce ne serait plus ici la guerre de défense contre les invasions de Napoléon; ce serait une agression contre l'Angleterre, la France et l'Europe libérale, sans autre raison que l'ambition des despotismes prussien et russe assimilés par l'alliance. Ce serait la guerre de la barbarie esclave contre la civilisation libre. Ce serait le premier coup de canon de ce grand combat qui, une fois commencé, pourrait

avoir des trèves, mais ne finirait qu'à la destruction des despotismes ou à la mort des libertés et de la civilisation.

L'Allemagne et la Russie unies c'est cent quarante millions d'hommes qui se dressent devant l'Europe encore divisée et sans entente. Si l'Italie s'y joint, cent soixante millions. La Russie n'est plus dans la position qu'elle avait sous le premier empire. Ses dociles esclaves seront bientôt dans la main de leur despote comme les populations de la France dans la main du chef de l'État. Nous leur avons donné des chemins de fer. Qu'aurions-nous fait en Crimée si une voie ferrée avait relié Sébastopol au centre de l'empire?

Déjà la Russie parle d'intervenir dans les affaires de l'Orient. Tout est piége ici. Sera-ce l'étincelle qui embrasera le monde?

Or, cette situation n'a pas éte prévue par l'Angleterre qui a fermé les yeux, par l'Italie qui y a aidé, par l'Autriche qui l'a subie, par la France qui l'a tolérée, par la démocratie

prussienne qui la seconde et ne la fera cesser que par une révolution intérieure. Le monde politique n'a pas vu la Prusse devenir du matin au soir le Pangermanisme despote et conquérant. On s'est réveillé indigné. Mais l'indignation est mauvaise conseillère. Elle voudrait la guerre. La guerre ici ce serait la précipitation de l'alliance prussienne et russe, l'achèvement d'une situation qu'il faudrait éviter par l'organisation de l'équilibre nouveau dans la paix, dans la civilisation. Il faut des institutions non des batailles.

CHAPITRE XII

L'ITALIE

Ceux qui connaissent jusqu'au fond les ambitions italiennes savent qu'en voulant Rome comme capitale, on n'a pas seulement en vue de se délivrer du despotisme théocratique, mais qu'on aspire à renouer les anciennes traditions de l'empire romain, plus vivant qu'on ne pourrait croire dans ce pays qui respire l'air de ses ruines. Partant de là, on veut créer un véritable Panromanisme.

Au fond de son abaissement, l'Italie a fait ce rêve. On en rira en voyant sa faiblesse. On n'en rira plus si l'on pense que cette pensée secrète, si insensée qu'elle soit, peut attacher

9.

CHAPITRE XI

LA BARBARIE

Aux confins du monde civilisé, qui se débat entre les folies des méthodes autoritaire et individualiste, croît une nation, que dis-je, un monde séparé et qui n'y peut entrer. On ne s'y occupe point de la méthode ; mais comme ni l'homme ni les peuples ne peuvent vivre sans elle, on en a une sans le savoir : l'autocratie absolue.

La méthode autoritaire règne dans ce monde, sans conteste, et comme le pouvoir qui l'exploite est formé au nom d'un droit divin aussi strict et entier que celui de la théocratie, l'esprit moderne se trouve placé vis-

des vaisseaux, une industrie, un commerce, une armée faite, toutes choses qu'elle n'a pas, elle ne devrait pas s'allier à ces deux dévorantes. Elle joue à la finesse, elle sera jouée, abîmée. Elle est fille de Machiavel, la Russie a du Bas-Empire dans les veines, l'Allemagne est ce même peuple qui l'a abattue dans le passé et dont la France l'a délivrée hier.

Pour prémunir l'Italie contre ces ambitions insensées qui seraient sa perte certaine dans toute éventualité, nous aurions voulu lui voir prendre résolûment son parti de rester à Florence. Enveloppée des gloires vraiment italiennes, elle ne se liait point à ce vieux souvenir qui lui est étranger comme il est étranger au monde moderne : l'empire romain. Certes, nous l'aimerons à Rome comme à Florence, si toutefois elle abandonne son hallucination du Panromanisme. Mais qu'elle y prenne garde : la vieille Rome porte avec elle de fatales aspirations d'universalité con-

quérante, brutale, d'empire unique et dominateur. Il faut absolument chasser cela aujourd'hui. L'universalité est ailleurs. Elle est dans l'unité et dans la solidarité fédérative des nations. Que l'Italie prenne garde aux mauvais rêves, elle en mourrait. C'est un ami qui lui parle, un homme qu'elle n'a pas encore oublié, puisque ses députés libéraux lui faisaient dernièrement encore parvenir leurs discours; un homme qui a envoyé, en mars 1861, à M. de Cavour, *la Constitution libre de l'Église libre*, dont il a fait quelques jours après, en avril, *l'Église libre dans l'État libre*. J'ai donc droit de dire que je ne copie personne en mettant en épigraphe à ce volume : *l'Etat libre dans la fédération libre*.

Que l'Italie n'aille pas à la Prusse. Qu'elle regarde aux principes qui les a formées l'une et l'autre, elle verra l'abîme. Nationalité est le mot de passe; la Russie le prend aussi. Le despotisme a fait la patrie allemande

comme il ferait la patrie slave; la liberté a constitué l'Italie. S'allier avec le despotisme prussien et russe ce serait, pour les fils du Dante, chercher le déshonneur que la presse libérale a infligé au libéralisme prussien; ce serait s'associer au déshonneur nouveau qui attend la Prusse par son alliance avec la Russie; ce serait se créer, entre ces deux colosses vainqueurs, une situation impossible; ce serait, s'ils étaient vaincus, s'exposer aux justes représailles de l'Angleterre et de la France.

Faut-il lui parler de Rome? Nous avons assez pressé, quant à nous, pour qu'on la lui abandonnât. Nous avons répété, qu'en principe et en pratique, il est bon, il est juste, que le gouvernement temporel disparaisse jusque dans ses derniers vestiges; parce qu'il est le foyer de la théocratie; parce qu'il est l'ennemi de l'esprit scientifique, l'ennemi de l'organisation libre de la solidarité européenne; parce que cet ennemi siége en son cœur.

L'Italie aura Rome. La théocratie disparaîtra. Que l'Italie, au lieu de s'allier avec la Prusse, imite sa sage économie; qu'en cinquante années elle se fasse une industrie, un commerce, une agriculture et des finances. Il n'y aura pas alors de plus noble peuple.

Il y a plusieurs années que je ne suis allé en Italie, mais je connais son esprit et ses passions. Après le grand bruit qu'elle vient de faire, elle se tait. L'Italie n'est pas l'oublieuse France. Elle garde ses haines. Ce silence prépare.

CHAPITRE XIII

LA PRUSSE

La situation de la Prusse est grave.

A l'extérieur, elle est entre la civilisation et la barbarie. Elle a à choisir.

A l'intérieur, elle est entre la révolution et le despotisme. Le despotisme la conduira à la barbarie, la révolution la ramènera à la civilisation. Encore un coup elle a à choisir.

Oui, si la Prusse reste fidèle au gouvernement qui lui impose le despotisme militaire, il la conduira à la Russie. Si la Prusse ayant secoué ce joug et étant devenue, je le suppose, même républicaine, continue son rêve de Pangermanisme, elle ira encore d'elle-

même à la Russie et, république, elle mendiera la force de l'autocratie absolue.

La Prusse chassera-t-elle la race de ses rois? Lui imposera-t-elle une constitution libre? Lui fera-t-elle abandonner le projet du Pangermanisme? Oubliera-t-elle sa folle vanité de race? Reniera-t-elle le testament de Frédéric? Abandonnera-t-elle également les méthodes autoritaire et individualiste? Établira-t-elle chez elle la liberté républicaine ou anglaise? Alors elle pourra venir aider la civilisation de ses efforts. Sinon elle ira, despote, sous un despote, chercher le despotisme russe. Les vices s'appellent et se lient.

La Prusse appelant la Russie sur l'Europe centrale pour y régner serait comme ces partis infâmes qui appellent l'étranger sur leur pays pour s'y imposer.

Les nations de l'Europe intérieure, Angleterre, France, Italie, Espagne, Allemagne, ont formé jusqu'ici un corps, un peuple. Ce noyau fait vivre le monde des sciences,

des arts, de l'industrie, par ses génies, ses inventions, ses produits, ses progrès. Qui y touche est coupable de lèse-civilisation. Qui y introduit le barbare despote en livre la liberté qui est sa vie. Les Grecs exilés moururent plutôt que de conduire les Perses dans la patrie ingrate, les Prussiens veulent livrer aux Russes la patrie bienfaisante.

La grandeur du forfait épouvantera la Prusse. Cependant qu'elle y pense : si elle s'obstine au. Pangermanisme, la lutte est inévitable. Le Pangermanisme détruit l'équilibre européen. Voilà donc l'alliance russe, c'est-à-dire le crime et le déshonneur obligés.

On n'y songe pas assez ; toute guerre entre les puissances centrales prépare l'avénement de la Russie. C'est donc non-seulement une dissension civile, selon le mot de Napoléon, mais fratricide, mais attentatoire à la civilisation. Les peuples civilisés ont le droit d'empêcher la lutte. C'est leur paix, c'est

l'avenir du progrès qui sont en jeu. Le lien est si intime que la guerre de deux nations est la guerre de toutes. Cette confédération qui semble si divisée à voir ses haines, ses jalousies, s'est tellement serrée et balancée par la force des situations, des rapports, par l'unité des doctrines, des sciences, des inventions, que le peuple qui trouble un peuple les trouble tous, et par là devient passible de tous. La paix est un devoir de civilisation.

Le grand empire du nord n'entre pas dans ce concours, cependant il s'engéante silencieux, il veut se lever contre cette unité séculaire. Seul il est impuissant. Mais la liberté prussienne a tout cédé au despotisme et va tirer au milieu de nous le sauvage.

Honte ! honte éternelle à la Prusse, si elle s'allie au despote, si, civilisée, elle se lève contre la civilisation pour la traîner sous la barbarie. Honte ! honte éternelle à l'Italie, la vieille mère de l'esprit moderne, si, aban-

donnant ses fils et ses frères, elle va donner la main à la brutalité.

Peuples de l'Europe intérieure, vous êtes la civilisation. Sentez le danger nouveau qui se dresse devant vous. Pendant que dans votre cœur l'autocratie et la théocratie vous épuisent, de votre sein vont sortir deux nations que leurs ambitions poussent fatalement à l'autocratisme absolu du barbare. Sachez-le et voyez-le, la Prusse, par son despotisme, est obligée de s'enfuir de la civilisation; sachez-le et voyez-le, l'Italie, pour un rêve insensé, va peut-être la suivre.

Est-ce là votre fin? Est-ce pour arriver à tomber sous la honteuse autocratie absolue que vous avez détruit l'absolue théocratie et qu'aujourd'hui vous en poursuivez les restes? Est-ce pour tomber sous la brutalité que vous avez tant lutté pour la pensée? Est-ce pour tomber sous l'ignorance que vous avez tant lutté pour la science? Est-ce pour tomber dans l'esclavage cosaque que vous avez

tant lutté pour la liberté? Est-ce pour cela, Italie, que tu as créé tes arts sublimes, et qu'hier tu enfantais Vico et Volta? Est-ce pour cela, coupable Allemagne, que tes vaillants esprits ont été demander à la terre entière son savoir, et qu'hier tu nous faisais monter jusqu'aux cieux par les accents de ta musique sublime? Est-ce pour cela, Angleterre, que tu as proposé la première l'abolition de l'esclavage, que tu as fait naître Shakespeare, ta liberté civile et ta grande œuvre industrielle qui répand le bien-être dans le monde? Est-ce pour cela, France, que tu as fait ta révolution, qui est la révolution de l'univers, et que tu as enfanté sans lassitude les grands hommes et les généreux cœurs?

Laisse, Prusse, laisse le barbare dans ses solitudes. Seul, il n'en sortira jamais. Ce n'est que par la main traîtresse et parricide d'un des peuples de la civilisation qu'il peut accomplir contre elle son rêve sacrilége.

Parce qu'il y a des hommes d'esprit et de charmants raffinés dans cette Russie, elle n'en est pas moins la barbarie. Tu le sais bien, toi, qui l'accables de mépris. La barbarie est où sont les esclavages politique, religieux, civil, militaire et toutes leurs infernales dégradations.

Et toi, Italie, hier tu as grandi au cri de liberté, vas-tu donc t'allier aux despotismes pour faire le premier essai de ta jeune valeur? Vas-tu, pour le désir d'un accroissement instantané, ou pour arriver à l'impossible empire de la race latine et du Panromanisme, pour une utopie d'enfant exalté, vas-tu t'allier à la féodale Allemagne, ta vieille ennemie, à la barbare Russie, l'ennemie de tous?

Vois, Italie, la Prusse met le temps en tiers dans son œuvre. Elle est déjà l'empire d'Allemagne, cependant elle n'en prend pas le nom, elle se contente de quelques annexions encore insignifiantes. Elle sent sa

force, elle est sage. C'est agir en enfant que d'avoir tant de hâte. Ne vous y trompez pas toutes deux, votre intérêt réel, c'est la paix. Une guerre longue vous perdrait. Toi, Italie, ton sol est riche mais sans culture, tu es divisée en partis qui grandissent formidables, ton administration n'existe pas, tu touches à la banqueroute, ton armée n'est pas mûre pour les grandes luttes, ton agriculture et ton industrie ne sont pas nées. Toi, Prusse, en cinquante ans de paix, d'économie, d'application intérieure de ta science, de tes revenus, tu as enrichi ton sol maigre et froid, tu t'es fait une agriculture par l'instruction forcée dans les villages, par des missions d'économie rurale, par l'application de la chimie organique, par les associations agricoles. Ta population a doublé comme le rendement de ton sol. Mais pays naturellement pauvre, tu ne peux vivre que d'épargne, de paix. Ton capital lentement amassé fondrait en une heure devant les inépuisables ri-

chesses de l'Angleterre et de la France. Un mois de victoires contre l'Autriche l'ont plongée dans la misère. Toutes deux, vous pouvez beaucoup dans la paix; sans la la Russie, vous ne pouvez rien dans la guerre.

Mais à quoi servira de les conseiller, si l'ambition les affole? Songe-t-on à leur nier leurs droits légitimes? Que ces deux peuples se développent suivant leur génie en respectant le fédéralisme innommé qui est la vraie constitution de l'Europe et qui, depuis Henri IV, va se développant et s'accusant toujours plus visible à chaque convention générale. Qu'ils comprennent que l'avenir de l'Europe est un état analogue, sinon semblable, à celui des États-Unis, où chaque état libre oublie le nom de patrie pour ne se souvenir que de la grande patrie commune. La patrie n'est point la terre, mais cet ensemble d'institutions solides et généreuses qui assurent la liberté religieuse, civile, poli-

tique et le progrès par toutes les sciences libres.

L'Autriche était hier l'ennemie de tous les pays libéraux, aujourd'hui elle est presque populaire. L'Italie, si populaire, cessera de l'être aussitôt qu'elle aura prononcé le mot d'alliance avec la Prusse et la Russie. Je ne réponds plus de son existence. Quant à la Prusse, elle sait bien tout ce qu'elle a perdu dans l'esprit de la civilisation par ses concessions au despotisme. En vain M. de Bismarck y installe un suffrage universel habilement exploité, le roi Guillaume est un homme féodal. Rien ne peut pallier la situation. Tous les alliés de la Russie seront nécessairement despotiques, tous ses ennemis libéraux.

La Prusse et l'Italie verront-elles le piége honteux que couvre l'alliance russe? La guerre des races n'est qu'un mensonge, puisque les Germains et les Slaves voudraient attirer à eux la nation latine par excellence, l'Italie. Ce sont donc uniquement les ambi-

tions qui veulent se satisfaire par le despotisme conquérant. On comprendra bien vite dans tous les pays d'Europe que le fond de la guerre est ceci : despotisme ou liberté, république ou cosaque, barbarie ou civilisation. Que la Prusse et l'Italie le voient, qu'elles rejettent sans tarder les despotismes qui leur tendent la main ou ceux qui s'imposent chez elles, et qu'elles viennent faire l'œuvre de la civilisation fédérative. Qu'elles se hâtent ; après le premier coup de canon il serait trop tard pour éviter les mépris et les malédictions du monde.

CHAPITRE XIV

L'ANGLETERRE

I

Au milieu de tous ces troubles, auxquels cependant elle est intimement mêlée, vit comme à l'écart l'Angleterre. Ce Pilate se lave les mains du malheur du monde. L'Angleterre, c'est le paupérisme recouvert d'aristocratie et de commerce. Il faut qu'elle tire de l'or du monde entier, parce que sa pauvreté produit immensément et incessamment. Là se résument sa vie, sa pensée, sa politique, ses guerres.

Pour elle il n'y a que deux états possibles : la paix générale ou la dictature du monde.

N'étant pas assez forte et assez folle pour viser à la dictature, elle veut la paix, et elle se trouve alliée nécessaire de toute nation qui est la garantie de la paix.

Or, par les nouveaux changements survenus en Europe, la France se trouvant devenir la garantie nécessaire de la paix, l'Angleterre devient l'alliée nécessaire de la France. J'ose dire que l'Angleterre sans la France ne peut plus vivre désormais. Et je ne suis pas loin de penser que, dans certaines éventualités, la France ne pourrait plus vivre sans l'Angleterre.

Cette situation jette ces deux peuples dans l'alliance forcée. Certes, nous pouvons compter sur mille perfidies anglaises; mais nous pouvons compter aussi que, si la lutte s'engage vaste, ce peuple viendra à nous. Aujourd'hui il excite l'Italie contre nous, il empêche encore le canal de Suez, il veut nous abaisser en Orient, en Europe. Il nous aime rempart, il nous déteste rivaux. Les graves cir-

constances où nous entrons nous font son rempart.

L'Angleterre avait un beau sentiment de l'unité européenne quand, dans les traités de 1815, elle avait fait établir le gouvernement constitutionnel et représentatif dans tous les États. C'était la pondération naturelle de cet équilibre des puissances par lequel toute guerre d'ambition devenait impossible.

Mais le principe de l'équilibre est détruit dans les traités, la sanction par le gouvernement représentatif est détruite dans l'Allemagne despotique, dans la France dictatoriale. Les guerres d'ambition ont recommencé, non plus du côté de la France, mais du côté de l'Allemagne, guerre de conquête qui détruit absolument l'équilibre européen. L'œuvre anglaise de 1815 est détruite par la Prusse,

Cependant l'esprit de 1815 survit. L'An-

gleterre a besoin d'équilibre et de paix après comme avant. La paix ne peut venir de la Prusse, qui ne peut arriver à son but que par la destruction absolue de cet équilibre. La Prusse aujourd'hui est la menace de l'Europe. Elle a pris la place de la France, non comme idée, non comme principe, non comme influence, mais comme conquérante, avec cette différence que, n'ayant que des idées et des ambitions allemandes, elle ne conquiert que pour elle, tandis que la France conquérait pour les principes. Les hommes d'État anglais sont trop pratiques pour n'avoir pas fait ces réflexions et pour n'avoir pas vu la nécessité de l'alliance française. Bien entendu qu'on évitera de faire sentir qu'on a besoin les uns des autres; habiletés de diplomatie qui ne trompent jamais, mais qu'on emploie toujours.

L'Angleterre a le flair de la guerre. Elle s'est armée comme toute l'Europe; elle est calme, tranquille chez elle, où elle écrase

impassible les restes de l'Irlande, jalouse de l'héroïsme de la Pologne et qui veut comme elle périr dans des soulèvements intempestifs et insensés. Pendant que le monde troublé se regarde menaçant, l'Angleterre caresse tous les partis et utilise ses armements. L'utile est inséparable de sa vie. Poursuivant son but, cette grande maison de commerce armée aspire toujours au monopole de l'univers, sans quoi elle ne peut vivre. L'isthme de Suez lui donne de l'ombrage. Si elle vend moins, elle est perdue. Il lui faut l'exploitation du globe. Quand elle prime les comptoirs nationaux, tout va bien; aussi l'Inde lui est un débouché indispensable. S'il y a concurrence, elle se courrouce, vole des forteresses, des îles, Gibraltar, Malte, Perim. Elle exploite l'Inde par despotisme, l'Europe par libre échange, et elle appuie liberté et despotisme par ses canons.

En Europe, l'Angleterre est libre, libérale, ayant besoin de la liberté pour le libre

échange. C'est cette Angleterre là qui sera l'alliée de la France. Mais en attendant elle finit la conquête de la mer Rouge pour assurer son commerce despotique de l'Inde. L'Abyssinie est le prétexte, une insulte excitée ou fortuite est l'occasion, l'emploi utilisé d'armements ruineux est l'engagement. Ne pouvant avoir le canal maritime de Lesseps, autour duquel l'Europe pourrait se battre comme autour d'un nouveau Bosphore, il lui faut toutes les stations de la route; si elle n'a pas l'isthme, elle aura la mer.

On feint de ne pas le voir; qui l'empêcherait? L'étude de l'Abyssinie va amener quelque établissement anglais sur la côte, et les vaisseaux du monde traverseront la mer Rouge entre les deux lignes de canons de l'Angleterre, comme dans ces passes qui protégent les ports.

Malgré ces contradictions qu'elle rencontre en elle-même, malgré ces dissentiments avec la France, qui ressemblent à ces

inimitiés de famille cessant aux grandes circonstances, l'Angleterre avec nous soutiendra la liberté.

II

C'est que nous avons un grand et profond lien avec l'Angleterre, lien d'esprit : la méthode. Les deux peuples, par Bacon et Descartes, sont les peuples méthodistes de la civilisation ; aussi ont-ils été les peuples de la liberté et du progrès. Aujourd'hui, dans l'acculement définitif du monde moderne, ce lien se retrouve, et c'est lui qui est la cause première de cette alliance forcée où les deux nations sont appelées à confondre leurs efforts.

Disons-le à la louange de la France et de l'Angleterre, si invincibles que soient les entraînements de la logique en eux-mêmes, si vertigineuses qu'en soient les nécessités, un fond de bon sens choqué retient un grand nombre d'esprits hors des excès de la méthode autoritaire et de la méthode individualiste. On ne les a pas détruites en tant que notion méthodique; mais on leur échappe par des négations, on les arrange, on les accommode au sens commun, sans se douter que c'est là une œuvre d'impuissant, et qu'il faut, pour lutter contre des principes méthodiques faux érigés en notions, le principe méthodique vrai érigé lui-même en notion scientifique et absolue, cette fois.

La France et l'Angleterre, ces deux peuples méthodiques, ont eu le sens secret qu'il y avait quelque autre chose à attendre que la décadence de la théocratie, qui veut l'esclavage de l'esprit et de la vie; que la décadence de l'Allemagne, qui veut que l'esprit

soit le facteur de l'absolue vérité. L'Angleterre et la France, résistant aux conclusions allemandes, sont illogiques au principe de leur propre méthode; cependant elles ont bien fait de s'enfuir de la logique au nom de ce sens commun qui, depuis Locke, Reid, Stewart, Voltaire, Montesquieu et Rousseau, abandonne rarement leurs philosophes. Ils sont moins pénétrants, moins logiques que les Allemands; ils vivent de petits balancements plus que de métaphysique et de méthode; ils se confinent volontairement dans la médiocrité pour éviter les grandes chutes. Tout cela, c'est une attente. Si la méthode absolue ne vient pas rendre à la logique le droit de se pousser à outrance, parce qu'elle est sûre de pousser droit, la décadence reprend plus violente et plus rapide.

Le bon sens, avec ses atermoiements, ses réticences, ses gagnements de temps, ses demi-mesures, n'est plus admissible dans les situations tendues où se trouvent à la fois la

pensée humaine et l'organisation du monde. Le bon sens n'a plus de crédit aujourd'hui; il a perdu son influence; on ne le croit plus. La logique le ridiculise de rester ainsi en l'air sans agir et sans savoir avec quoi agir. Le dilemme excessif des deux décadences se pose devant lui et, le regardant en face, lui crie cyniquement et résolûment : Choisis.

Peu à peu le monde découragé choisit. Pendant qu'en Angleterre, en France, beaucoup d'esprits distingués subissent l'influence de la décadence allemande, la décadence théocratique fait, d'autre part, des progrès, et elle a fondu et absorbé tous les demi-libéralismes impuissants qui avaient un instant tenté de lever la tête après Lamennais et Chateaubriand.

Si la liberté se laisse entraîner aux théories allemandes et à leurs résultantes, elle est perdue. En proie à la méthode individualiste et à tous ses excès, elle est condamnée à tomber sous la révolution-licence si elle

tente de s'organiser; sous le despotisme militaire et autocratique si, épuisée d'efforts, elle y renonce. Si elle incline vers les théories théocratiques déguisées ou exprimées, elle est perdue encore. L'Allemagne et Rome sont de mauvaises alliées, et pour la pensée et pour la liberté politique. Ces deux écueils s'appellent despotisme autocratique et despotisme théocratique, décadence théocratique, décadence métaphysique, décadence de la méthode autoritaire, décadence de la méthode individualiste. Ces deux écueils sont-ils assez signalés pour que la liberté les évite?

Angleterre et France, vous êtes appelées à conserver la liberté en Europe, parce que vous êtes les nations méthodiques. Par vos fautes même, vous avez préparé la méthode absolue, qui est celle de la liberté. Sachez tenir haut le principe de la vie de l'esprit et des peuples, au milieu de l'anarchie des doctrines, des convictions, des intérêts, au mi-

lieu de l'illogisme des principes, au milieu du chaos que présente l'Europe sous les mensonges et les canons des décadences. Ne prenez ni le parti de la méthode autoritaire et de la théocratie, ni le parti de la méthode individualiste, de la révolution-licence et du despotisme autocratique qui les suit, et vous vaincrez les décadences qui mettent en lambeaux le monde moderne.

Qu'on voie l'Europe au travers de ces notions, et l'on se rendra compte de tout cet inexplicable pêle-mêle, qui va comme en vertige aux contradictions les plus enfantines, qui crie vérité et n'aboutit qu'à des systèmes, qui crie paix et qui tombe aux plus épouvantables guerres, qui crie liberté et qui tombe aux plus odieux despotismes, qui crie unité et qui voit cesser même le semblant d'unité dont il jouissait.

CHAPITRE XV

LA FRANCE

Quand l'Amérique, sans passé, n'a rien à oublier, pas de préjugés à vaincre, et peut marcher droit, sous le souffle inspirateur de la Révolution française qui fut son aurore, l'Europe, en proie au passé qu'elle ne peut secouer, se meurt sous un entassement de contradictions séculaires. La France se trouve placée au centre de toutes ces difficultés. C'est surtout dans son sein déchiré de partis que se heurtent les éléments si opposés qui viennent du fond des mondes grec et latin, barbare et germain, catholique, protestant et libre penseur, révolutionnaire, autocratique

et théocratique, autoritaire et individualiste. C'est sa grandeur si elle vainc, sa perte si elle défaille. Tandis que toutes les autres nations n'ont à débattre chez elles qu'une partie de la complexité qui est la vie européenne, la France, elle, a tout à faire. Succombera-t-elle sous le faix?

Il faut avant tout que l'Allemagne, l'Italie, la Russie et les autres peuples de l'Europe sachent bien le fond de la situation de la France. Il faut le crier bien haut, pour que dans la grande scission européenne qui se prépare, chacun voie le drapeau à choisir. Voici le mot :

La France est une république.

La monarchie n'y est pas le principe, elle est une forme. Elle est le faîte, non la base. Le principe, c'est le suffrage universel qui s'est donné un souverain représentant. Le principe monarchique ne relève que de lui-même, comme dans l'autocratie russe et prussienne, ou de Dieu par la théo-

cratie, comme dans la pseudo-légitimité. Or, il existe bien chez nous une forme et une constitution monarchiques, mais leur principe direct étant le plébiscite universel qui intervient encore dans l'élection des représentants, on doit dire que la France est État dictatorial. Quel que soit le fonctionnement, c'est la réalité.

De cette situation coulent des conséquences immenses. M. de Bismarck l'a bien senti, quand, pour dérober à la France son rôle émancipateur en Europe, il vient de lui prendre le suffrage universel. Mais peut-il changer la féodalité de son roi? celle de l'organisation intérieure du royaume? le despotisme de son militarisme? l'autocratie de son souverain protestant?

Il y a course déchaînée aujourd'hui entre les nations pour conquérir l'influence ou la possession du monde. La Russie en rêve la conquête et l'asservissement, l'Angleterre et la France aspirent à la suprématie morale :

la première par son commerce, la deuxième par ses principes. La France, instruite par la grande leçon du premier empire, sait qu'elle ne doit plus propager ses idées par les armes. La Prusse, toujours éclectique, rêve la conquête et l'asservissement comme la Russie, l'influence commerciale comme l'Angleterre, la suprématie des principes comme la France. Elle aspire donc, d'abord, à détrôner la France et à exploiter, à son profit, la révolution qui nous a coûté tant de sang, qui a fait de nous le peuple le plus héroïque de l'histoire, et que depuis cent années nous ne pouvons organiser.

Écoutez-la, elle veut délivrer les peuples aujourd'hui. Guillaume apprend le vocabulaire de la Convention. Heine, hier, nous volait Voltaire, Bismarck, aujourd'hui, nous vole le suffrage universel. Les soldats du roi de Prusse ont le mot d'ordre pour crier liberté. Prenons garde; ces hommes qui nous ont dérobé la méthode de Descartes, en ont fait

Kant, Fichte, Schelling, Hégel, Feurbach, tandis que nous n'avons fait que Condillac et Cousin. Elle nous prend nos mots, mais nos mots sont nos principes. Or, les principes de la Prusse, nous les connaissons : militarisme, autocratie, féodalité. Où donc est le défenseur du droit moderne ici? Les Russes aussi nous prennent nos mots. Elle a une mission, cette barbarie. Le droit moderne se trouve aussi réfugié chez elle, dans les fureurs des Mourawieff et les dépêches des Gortchakoff. Les mots ne sont rien que par les choses. L'empire allemand est passé d'Autriche en Prusse, et instantanément la Prusse est devenue rétrograde et despotique, l'Autriche libérale; le roi de Prusse est seigneur féodal, despote militaire, autocrate protestant, non élu par le suffrage universel; la Prusse va au despotisme russe; voilà les choses. On ne peut représenter le droit moderne que si l'on a à la base de sa constitution le suffrage universel. Criez donc nos paroles, les peuples

ne vous croiront pas. Avez-vous médité, porté, enfanté la Déclaration des droits de l'homme, en avez-vous fait le clairon de rappel de tout ce qui porte un cœur sous le soleil? Avez-vous jeté pendant vingt années des millions de vies sur tous les champs de bataille de l'Europe, pour les principes de la liberté? Vous criez droit national : l'avez-vous respecté à Francfort, en Pologne? incompatibilité du droit des peuples et de l'intervention étrangère, n'êtes-vous pas intervenus en imposant vos alliances et en conquérant? progrès dans la liberté et l'indépendance, n'avez-vous pas cherché le progrès par le despotisme? C'est sans doute pour défendre le droit moderne, l'indépendance, le droit des peuples que vous avez violé le Danemarck avec l'Autriche, et qu'aujourd'hui vous appelez la Russie? Si vous êtes un des éléments de l'ordre européen, chassez le Russe et travaillez pour la liberté.

Certes la France, placée entre des contra-

dictions et des impuissances, a fait de grandes fautes. République par sa base, sa politique au Mexique, à Rome, est dictée par la méthode théocratique et autoritaire. Qui a inspiré cette fatale et mystérieuse campagne du Mexique? Est-ce une créance de quelques millions? Est-ce la théorie des races? Est-ce un empire latin en face d'une république anglo-saxone? Est-ce l'attache au principe théocratique ce grand façonneur d'âmes par la méthode autoritaire? Est-ce la terreur des idées républicaines, qui se répandent comme un souffle d'océan des forts États de l'Amérique? Est-ce le désir de plaire à Rome et au parti ultramontain de France? Est-ce l'espoir d'une Californie nouvelle dans la Sonora de Raousset-Boulbon? Quelle qu'en soit la cause, l'empire français, dictateur de la République française, a agi contre son principe fondateur.

Faute de principe, faute politique, car le monde de la civilisation et de la liberté ne trouve plus la France vers le chemin de la

liberté et du progrès. Les peuples se retirent de nous; ils seraient près de se demander si la Prusse n'est pas la véritable liberté; l'Italie nous hait, l'Amérique nous soupçonne, l'Angleterre approuve et l'Allemagne exploite.

De quel droit allions-nous à Rome? sommes-nous fils de Henri IV fondant la République chrétienne, fils de la République française, ou sommes-nous fils de l'Inquisition et de la Société de Jésus, en qui Rome a fondu son esprit? Sommes-nous fils de la théocratie ou de la science libre, de la méthode autoritaire ou de la méthode scientifique?

Quelle anarchie de principes nous dévore au profit de nos voisins? Le gouvernement, pas plus que la France, ne peut vouloir de la théocratie, puisqu'il a rejeté la base du droit divin. Ce n'est pas la théocratie qui le sacre, c'est le plébiscite. Il ne peut vouloir d'un saint-office, puisque l'inquisition est

chassée même d'Espagne, et ne laisse apparaître sa tête impuissante qu'à Rome. Il ne peut vouloir du gouvernement temporel, qui n'est que la consécration du droit théocratique auquel le suffrage universel ne laisse plus de raison d'être. Il ne peut vouloir du syllabus, puisqu'il en défend la publicité. Cependant il fait l'expédition romaine. Qu'aime-t-il donc en Rome? Est-ce la méthode autoritaire qui fait les cœurs malléables? Mais Rome ne travaille pas pour lui. Les amis de la théocratie sont ses ennemis les plus implacables, malgré le Mexique et malgré les merveilles des deux expéditions.

Pauvre France! les syllabus y ont encore prise. Le parti dit noble, qui était voltairien avant Voltaire, qui a fait Voltaire, qui a encouragé, élevé, applaudi, salué, acclamé Voltaire, s'est fait ultramontain, depuis qu'il a compris que Voltaire menait à l'égalité et à la liberté. Rapprochement instructif. Les syllabus retentissent dans ce monde de con-

version nouvelle. C'est par là qu'ils entrent chez nous. Et le bourgeois stupide, qui a toujours pour idéal la fainéantise de la noblesse, au lieu du viril travail de l'homme libre, le bourgeois salue le syllabus que le noble a salué.

N'a-t-on donc pas assez de problèmes en France, sans aller relever des questions mourantes depuis trois siècles, achevées à la Révolution? Sans aller compliquer notre situation de la théocratie, n'avons-nous pas la guerre sociale, le paupérisme, le manque de droit économique, la méthode individualiste qui pousse à la révolution-licence, le bouleversement européen, la Prusse, la Russie qui grandissent, l'Autriche et la Turquie, ces deux vieillards qu'il faut soutenir, et tant d'autres? Heureuse Amérique, où la plupart des questions qui nous troublent, ne se posent même pas. Nous donnons notre vie à des querelles terribles et oiseuses, à des questions jugées; pendant ce temps, le néces-

saire ne se fait pas et le gouffre s'ouvre sous les pas de l'Europe.

Quand on a l'exemple des États-Unis, de cette Amérique grande comme l'Europe, qui vivent entre eux sans l'idée de conquête, est-il rien de plus inutilement insensé que ces guerres de prépondérance, de territoire, de conquêtes, de races, d'influence protestante ou catholique, qui vont encore demain nous jeter dans le plus effroyable des conflits?

Or, en face de la situation nouvelle qui est faite à l'Europe par la Prusse recherchant l'alliance russe, la France sera obligée de prendre un parti. Qu'elle le prenne franc, énergique, droit, d'accord avec son principe, elle sauvera tout. Qu'elle louvoie, qu'elle hésite à prononcer le mot liberté, elle perdra l'Europe et elle-même. Elle laissera les peuples, sans boussole, se diviser; aller à la Prusse et à la Russie.

Je l'ai prouvé, la situation partage nécessairement l'Europe en deux camps. Si nous

ne sommes pas le camp des principes de 89 et de la Révolution française, on ne saura plus quelle différence il y aura entre nous et le despotisme russe et prussien. Mais je me rassure : fatalement despotes, la Russie et la Prusse font fatalement de la France et de l'Angleterre le camp de la liberté.

Or, sire, ceci oblige. Vous ne pouvez défendre la liberté sans la donner. Vous ne pouvez vous mettre à la tête de la République chrétienne de Henri IV, à la tête de la fédération européenne, de concert avec l'Angleterre, qu'en nous faisant libres. Comment dessinerez-vous la position avec assez de netteté pour entraîner nos alliés? Vous serez seul. L'Italie se tournera contre vous et vous fera la situation de l'Autriche à la dernière campagne. Y avez-vous pensé, sire? L'Angleterre ne vous soutiendra que si vous êtes assez abattu pour mettre en danger l'équilibre européen.

Vous avez l'Autriche : triste alliance. Elle

n'a jamais éte heureuse pour la France. Louis XV, Napoléon Ier, s'en sont mal trouvés. N'a-t-elle pas accepté par faiblesse et pris sa part du partage de la Pologne? N'a-t-elle pas hâté la chute de l'Empereur? Et puis, à quel principe vous alliez-vous en vous attachant à l'Autriche? A un pays de théocratie, à un libéralisme du lendemain et de conversion douteuse. Quelle différence fera-t-on entre vous et la Prusse? En quoi représenterez-vous plus qu'elle la liberté et la civilisation? L'Autriche, à la première promesse menteuse de la Russie, vous laissera. Et d'ailleurs, que peut ce pays déchu? Il suffirait si la Prusse et l'Italie seules s'alliaient contre vous, mais la Russie, aux premiers coups de canon, marchera vers le Bosphore. Que sera l'Autriche, alors? Piétinée par les escadrons de ses deux voisins, elle sera effacée de la carte. Et vous, vous serez seul, attendant l'Angleterre, qui vous laissera écraser le plus longtemps possible et écoutant gronder le sourd mé-

contentement du terrible peuple français.

Vous voyez bien, sire, qu'il nous faut la liberté.

Je ne suis point un conspirateur. Les fiers cœurs et les fiers esprits ne savent pas conspirer. On s'abaisse trop à feindre. Je sais que la constitution de la France étant le suffrage universel à sa base, la France est une République, je sais que vous êtes le dictateur choisi de la France républicaine, je parlerai donc comme un républicain à son dictateur.

Pensez-y, sire, si toutes les prétentions insensées de l'Allemagne ne sont qu'un rêve individuel, son étrange orgueil s'en satisfait. Ces peuples s'exaltent, leur confiance en eux-mêmes n'a point de bornes. Leur présomption a grandi du gain longtemps douteux de Sadowa. Ils croient qu'ils ont fait les résultats de cette lutte. Ils ne veulent pas voir que tout cela pesait depuis longtemps sur l'Europe, que l'aveuglement et l'imprudence

de l'Autriche à s'obstiner dans la théocratie, la Vénétie et l'ignorance, ont fait son mal. Au fond, la Prusse a vaincu la moitié de l'Autriche. Petit triomphe, petite bataille, que les résultats font artificiellement immenses.

Quoi qu'il en soit, la présomption et la témérité ont cela de bon dans les combats, qu'elles donnent la confiance. A l'Allemagne, folle d'orgueil d'elle-même, on ne peut opposer qu'une France enthousiaste de liberté. C'est désarmer la France vis-à-vis de l'ennemi que de ne pas lui donner l'indépendance; c'est la faire inégale en transport. Ce serait presque la trahir. Il a été dit qu'à la guerre, la force morale est à la force physique comme trois est à un. Vous l'avez senti, sire, car, sous la pression des événements, vous avez, malgré vos ministres, promis la liberté. De là dépend le salut.

Alors, sire, vous pourrez proclamer la fédération de la liberté devant les peuples de la civilisation. Vous serez conséquent en leur

disant : Nous, France de 89, soutien des libertés modernes qui veulent grandir par la fédération, par la paix, les sciences et le progrès, nous nous élevons contre les despotismes russe et prussien. Que les peuples qui veulent la liberté marchent avec la France, que ceux qui veulent l'esclavage marchent à la Russie, nous n'en voulons pas.

Alors l'Italie reviendra à vous, l'Espagne, la Belgique, la Hollande, la Suisse, l'Autriche se prononceront pour vous, l'Angleterre sera forcée de prendre parti, la Prusse elle-même, démasquée dans ses projets de stérile conquête, jettera ses armes et son despote, et viendra dans la ligue de la civilisation. Devant cette imposante unité des peuples civilisés, le barbare n'osera remuer, et, s'il bouge, la liberté, par nos armes, acculera dans leurs Sibéries, les despotismes qui doivent y mourir.

Sire, vous n'avez plus le choix, c'est une

question de vie ou de mort, pour vous, pour la France, pour la civilisation; si vous êtes l'homme de la civilisation et de la France, vous devez être l'homme de la liberté.

CHAPITRE XVI

FÉDÉRATION

Que faut-il faire pour sortir l'Europe de cette situation impossible à supporter longtemps?

Il faut la pousser vers l'esprit de fédération; il faut l'engager à adopter une institution générale qui, représentant cet esprit, le rende toujours plus fort et plus vivant.

Au lieu des théories des races, des nationalités, des méthodes individualiste et autoritaire, qui lui soufflent l'esprit de division et de combat, il faut lui donner l'unité de la méthode, de la science, des droits civils et politiques.

Il faut sanctionner l'idée de l'unité européenne de Henri IV par le parlement euro-ropéen.

Établir l'esprit de fédération, l'unité de méthode par l'instruction, le parlement européen, voilà donc les trois bases pour sauver l'avenir en le préparant. Étudions-les.

La fédération est la fin de l'Europe. Comment y arrivera-t-elle, là est la seule question. L'Europe est une Amérique en puissance.

Passera-t-elle par les guerres que nous cherchons à lui épargner ? A voir la division arbitraire des États européens, les intérêts des dynasties, les principes contradictoires, absolus, violents qui séparent les peuples, leurs haines antiques, leurs jalousies, leur peu de raison, leurs préjugés de clochers et de coteries nationales, on est tenté de dire : Oui, la guerre seule et la guerre à outrance pétrira assez fortement tout ce vieux monde

pour en faire une pâte unique où la libre fédération pourra germer.

Cependant, l'inégalité des territoires n'empêcha pas la fédération américaine, pourquoi empêcherait-elle la nôtre? Les préjugés de patrie, les haines de peuple à peuple s'effacent peu à peu, on ne les ravive que par de fausses théories et l'hostilité des intérêts. La plus grande difficulté pour propager les idées de fédération en Europe se trouve donc dans les principes des gouvernements absolus et qui se sentent un intérêt contraire à cet intérêt universel et sacré.

Si les divers États de l'Europe étaient républicains, je leur proposerais de suite la commune libre dans l'État libre, dans la fédération libre : chaque commune nommant ses administrateurs, chaque État nommant les siens, toutes les communes et tous les États nommant les administrateurs généraux; une constitution analogue aux États-Unis.

Il y aurait folie à penser qu'un tel État fédératif puisse être immédiat ou prochain même ; mais ne peut-on le préparer ou au moins y suppléer, sans brusquer, même sans blesser les susceptibilités des pouvoirs établis ?

La paix armée est la désolation des nations par elles-mêmes. C'est la guerre à l'intérieur et sans combat. C'est la guerre parce que c'est la ruine par l'impôt, le tribut par la solde du soldat, le pillage par la légalité, la maraude, l'indemnité et la conquête d'une portion de la richesse de chacun par la volonté de la loi. L'adversaire, le conquérant n'est plus hors de la nation, il est dedans, choyé, hébergé, nourri, vêtu, improductif : le soldat, ne produisant pas et consommant sans payer, devient l'ennemi du citoyen. Les États-Unis l'ont senti en renvoyant leurs troupes. Leurs admirables généraux se sont retirés d'eux-mêmes citoyens, non plus soldats. Aussi, depuis la cessation de la guerre,

ils ont payé trente milliards de leur dette, quand chaque État de l'Europe accroît la sienne.

Or, en Europe, pour faire face à ces dépenses, qu'y a-t-il? Rien. Qu'à la paix armée succède la guerre, les combattants s'enrichiront-ils? Non. On ne pille plus, le droit des gens est là : on n'a pillé ni en Crimée, ni en Lombardie. La guerre n'enrichit donc pas le vainqueur. En Chine, un instant, le pillage a repris ses antiques habitudes. C'était loin. En Europe, on ne pille plus, c'est une pudeur de guerre. Mais pudeur qui fait manquer le but de la guerre, qui est s'enrichir.

Si l'on ne pille plus, on reste pauvre. En sorte que, si la paix ruine, la guerre ruine davantage. Les nations européennes arriveront donc ou à se déposséder et à s'anéantir l'une par l'autre, ou à établir la fédération, et, par là, au licenciement des armées. On se fédérera pour éviter la banqueroute.

La fédération seule peut amener le désarmement en Europe. On ne peut commencer sans imprudence par désarmer isolément devant des ennemis qui croissent en force. Il faut préparer sagement cette mesure générale; elle sera la conséquence naturelle et nécessaire de l'esprit de fédéralisme.

Certes, le despotisme va lutter contre cet ennemi qu'il sentira devoir rester vainqueur dans l'avenir. Mais le despotisme travaillera sans le vouloir pour la liberté. Nous voudrions éviter cette transition douloureuse et effrayante en faisant travailler la liberté pour la liberté par l'esprit toujours croissant de fédéralisme.

Je ne sais quelles péripéties nous aurons à traverser, mais je sais que la fédération sera la fin et le salut de l'Europe. Quelque effroyables que soient les déchaînements du despotisme sur elle, cela sera. La Russie et la Prusse vinssent-elles par impossible à couvrir la civilisation de ruines, notre monde

fût-il cosaque, la Russie n'aurait fait que préparer l'unité de la liberté fédérée. L'esprit moderne n'est pas de ceux qui se perdent parce qu'il a pour base la science et que bientôt il aura la méthode absolue. La certitude ne se dissipe pas comme les fois. Et puis, l'Europe n'est plus seule au monde. Si elle est impuissante à sortir des tempêtes, elle trouvera au bout de ses douleurs le fédéralisme américain qui, placé en face de l'Europe esclave, serait pour elle la liberté.

Il n'en sera point ainsi. Il ne faut pas signer la paix et la fédération universelle avec l'épée vaincue de la Russie. D'autre part, nous ne pouvons espérer que les congrès européens nous dispensent ce bien immense. L'esprit de fédéralisme nous y conduira, le parlement européen que nous allons étudier adoucira les situations, préparera la grande unité. Il en sera la constatation permanente. La méthode une et universelle, la notion fixe du droit économique, l'unité de sciences

et d'institutions politiques, l'esprit de fédéralisme, le parlement européen feront la fédération universelle et la paix universelle.

La fédération n'empêche pas l'autonomie; la divisibilité des États n'a pas grande valeur aux États-Unis. On ne se préoccuperait donc pas beaucoup chez nous de ces grands centres de nationalités et de races si l'on avait l'esprit de fédéralisme. La véritable unité ferait place à la fausse et à l'arbitraire qui nous travaille.

Quel intérêt les peuples auraient-ils à changer leurs frontières? Les États américains ne combattent pas pour leurs limites. Il a fallu la toute-puissante question de l'esclavage pour leur créer des intérêts contraires qui ont abouti à la lutte gigantesque qui vient de finir. On ne combat pas pour s'agrandir, par là seul que l'administration qui est l'État américain est nécessairement égale pour tous. Cela renverse les systèmes politiques fondés sur la guerre. Les Améri-

cains n'ont pas d'armées parce qu'ils ont un autre principe d'État que nous. Tant que nous n'aurons pas l'esprit de fédération, nous sommes condamnés à nous ruiner en armements insensés, et si nous continuons nous serons condamnés à nous séparer en grands centres militaires et despotiques.

Le jour où cet esprit nous pénétrera, les annexions, les patries seront indifférentes, parce que la patrie européenne sera représentée d'une façon universelle et solide. Qu'on ait le libre échange, les libertés politiques égales, l'administration de la commune, de l'État, identique avec l'unité de représentation européenne, que sont alors les douanes, les frontières, les colonies, le territoire, les armées, la marine, la patrie? La patrie est l'Europe. Et comme l'Amérique et l'Europe sont organisées identiquement, la patrie est l'univers.

Voilà la fin. La transition doit s'opérer par l'esprit de fedéralisme introduit sans

nuire à aucun intérêt présent, et préparant peu à peu sans secousse, par le progrès et la science, la noble vie future des hommes.

Or, l'esprit de fédération nous sera inspiré par l'esprit de méthode. Voyons-le au chapitre suivant.

CHAPITRE XVII

LE PRINCIPE DE LA LIBERTÉ, DE L'ORDRE ET DE LA VIE DES NATIONS.

Nous connaissons cet immense gâchis social, politique, méthodique, gouvernemental, despotique, licencieux où tout notre monde européen va s'épuisant, se démoralisant, s'affaissant de telle sorte que beaucoup de mâles et justes esprits finissent par en désespérer. Ils ont raison : si le principe conducteur de la vie individuelle, scientifique et politique, qui est la méthode, n'est renouvelé ; si un esprit nouveau n'en sort, soufflant sur l'Europe le besoin de la fédération et de l'unité ; si une institution, qui ne puisse donner

ombrage aux gouvernements établis, ne vient pas constater et augmenter cette tendance, nous croyons avec eux que l'Europe est entraînée à un invincible abaissement.

Aujourd'hui, on oscille de décadence en décadence. On va de la licence et de la conspiration individualiste à la révolution et à la conspiration autoritaire. L'esprit se balance de l'obéissance absolue au subjectivisme absolu, de Rome à l'Allemagne. Tel qui a vécu de nourriture allemande toute sa vie est pris de nausée et meurt romain, l'autre abbé. Tel qui était ultramontain, abbé ou pasteur, se jette aux décompositions allemandes. Les rhéteurs, les écrivains en sous-ordre s'enflamment de papisme et de germanisme; c'est là qu'est la grande mêlée.

Eh bien! tous ces esprits qui ne défendent que des faussetés ont raison. Etant donné, l'état de la méthode engendré par la théocratie catholique, l'autocratie protestante, Bacon et Descartes, l'esprit humain est mis en de-

meure de choisir entre ces deux logiques effrénées dont l'une s'appelle Rome, l'autre le germanisme.

De là une oscillation épuisante, un roulis impuissant, où l'esprit ne marche pas. Le monde se balance sur place et ballottera toujours stationnaire et toujours agité, tant que cet état ne sera pas changé à sa base même. Donnez-lui le principe du mouvement, qui est la méthode, et vous allez le voir vivre et fendre la mer infinie.

Le monde théocratique, le monde protestant, le monde moderne, sont trois décadences. Le monde théocratique, à cause de la méthode autoritaire et du despotisme qu'elle entraîne; le monde protestant, à cause de l'autocratie de la méthode autoritaire encore et du despotisme militaire qui s'y joint; le monde moderne, à cause de la méthode individualiste, de la dissolution où elle jette les sciences philosophiques et sociales, la pra-

tique des droits politiques et à cause de la nécessité du despotisme qui la suit.

Rien ne peut nous sauver du dehors. La Russie, qui n'est pas née à l'intelligence, ne nous apporterait que la barbarie. L'Amérique elle-même ne nous donnerait que la méthode individualiste plus sagement conduite, parce qu'elle n'est pas poussée à ses conséquences et que le sens commun la maîtrise jusqu'à nouvel ordre. L'Amérique pourra être notre première étape dans la chute, si elle reste telle qu'elle est ; elle ne pourra être notre sauveur que par l'adoption de la méthode scientifique. Politiquement, elle en est plus proche que tous les autres États.

Il faut donc nous sauver nous-mêmes, et c'est à la France qu'appartient cette initiative. Si elle veut conserver la prépondérance effective de ses principes de 89, il faut qu'elle proclame la fédération, la méthode universelle, le parlement européen.

Ainsi le monde se trouvera divisé nette-

ment en trois camps, dont le mot d'ordre sera dans la méthode.

Êtes-vous pour la méthode autoritaire? Allez défendre la théocratie, l'inégalité, l'autocratie, les despotes, les académies, etc., qui s'imposent. Tout cela se tient.

Êtes-vous pour la méthode individualiste? Allez porter la licence dans l'État par les coups de main de place publique et l'envahissement des assemblées, dans les sciences et dans les arts par le subjectivisme des systèmes personnels, des goûts individuels et des caprices.

Êtes-vous pour la méthode scientifique et universelle? Venez défendre la liberté, la science et l'art ordonnés par les lois du juste, du vrai, du beau, extraites scientifiquement des faits qui sont le criterium unique de la raison humaine.

Vous reconnaîtrez facilement et sans erreur possible chacune de ces méthodes au criterium qu'elles vous proposent. Dans la mé-

thode autoritaire, le prêtre, le maître, le despote, le fort, sont les criteriums de la pensée humaine. Dans la méthode individualiste, l'homme se déclare criterium par son évidence propre. Dans la méthode universelle et scientifique, le fait seul est criterium. Et comme il s'impose également au prêtre, au maître, au despote, au fort, à l'homme, à l'humanité, la liberté est assurée en même temps que le règne du vrai, du juste et du beau, dont le fait est la manifestation.

Ne vous y trompez pas, on ne conduit les hommes que par la méthode. La méthode épuisée tout défaille; c'est notre état. La rénovation ne se fait que par une méthode nouvelle, c'est-à-dire par un criterium nouveau. Le criterium absolu, qui est le fait, étant trouvé, il n'y a plus de défaillance possible, il n'y a plus que des progrès dans et par la liberté.

L'instinct méthodique nouveau qui bruissait dans les têtes de la Renaissance a fait

rejeter la théocratie, mais cet instinct s'est fourvoyé dans l'autocratie protestante. Il n'a commencé à être défini que par Bacon. A partir de cette heure, il est devenu solide, se connaissant. Complété par Descartes, il a enfanté la liberté de la Révolution. C'est tout ce qu'il pouvait faire. Il a plongé la liberté et la science philosophique dans la licence systématique et politique, parce que, faisant de l'évidence le criterium, il a livré les lois absolues de la science de l'art et de la politique à la fantaisie individuelle.

Toute méthode, fausse ou incomplète, est le despotisme en puissance. La liberté ne peut vivre que de la méthode vraie. Voilà sans doute pourquoi de grands penseurs, comme Montesquieu, l'ont considérée comme nécessairement fugitive.

Je le dis avec la conviction que me donne la longue méditation que j'ai faite de la méthode, si la civilisation veut vivre, si la liberté veut vivre, il faut que la méthode universelle

y détruise la méthode autoritaire et la méthode individualiste; il faut que le fait criterium y détruise le maître, l'individu et l'humanité criteriums.

Vous sentez bien, comme moi, que c'est l'individualisme, le despotisme, qui détruisent toute vérité et toute liberté. L'individualisme et le despotisme c'est l'homme; ôtez donc le criterium à l'homme. La révolution de 1848 aurait vécu sans les fantaisistes qui ont joué la liberté pour faire triompher leurs partis ou leurs utopies. C'est donc la méthode individualiste qui a tué la République et qui la tuera toujours.

Si la France et l'Angleterre sont les grands peuples de la civilisation, c'est qu'ils sont les peuples méthodistes. Il convient qu'ils continuent leur initiative passée par la méthode absolue. S'ils n'ont plus maintenant qu'une existence affadie, c'est que leur méthode ne peut plus rien leur donner. La primauté de l'avenir appartiendra au peuple qui décou-

vrira la méthode capable de donner l'impulsion nouvelle. Or, il n'y a qu'une méthode qui puisse opérer ce prodige, celle qui sera scientifique et universelle à tous les ordres de développement. Partout où vous verrez un mouvement dans l'humanité, c'est la méthode qui l'inspire, et le mouvement est proportionnel à la notion méthodique. J'ai prouvé tout cela ailleurs. (Voyez l'*Ultimum Organum*. — Hachette.)

Aujourd'hui, les méthodes individualiste et autoritaire sont expérimentalement jugées. La méthode autoritaire, engourdissement, endormissement, abaissement, despotisme. La méthode individualiste, dissolution, destruction des lois et de l'ordre. Il faut donc une méthode nouvelle.

L'homme libre ne peut courber le front que sous le criterium de la certitude. Donc, il ne peut se ployer devant aucun homme, devant quoi que ce soit de l'homme. Il ne

peut se courber que devant l'indestructibilité des faits de vérité et de justice.

Au moyen âge, l'esprit de la méthode autoritaire, répandu par l'ignorantisme, faisait accepter toute tyrannie. Quand on regimbait, les massacres faisaient criterium. Les Albigeois et les Hussites sont là, et l'Inquisition, et le reste.

Luther, Henri VIII ont échappé, grâce à l'autocratie. Gloire à Bacon et à Descartes! ils ont donné la liberté, mais ils nous ont plongé dans la décomposition individualiste qui nous épuise et dont il faut sortir sous peine de mort de la civilisation.

Leibnitz disait : Donnez-moi l'enseignement de la jeunesse durant un siècle et je changerai la face du monde. Je dis : Faites pénétrer l'esprit de la méthode scientifiqne à la place des méthodes autoritaire et individualiste, et la face du monde sera renouvelée dans une génération. O génération d'ordre, de liberté et de progrès que vous êtes près

d'éclore! Quand vous serez, souvenez-vous des labeurs de vos pères et comme nous vous avons aimée.

C'est dans nos colléges qu'il faut commencer la révolution qui doit nous donner l'ordre et la stabilité libre au dedans, nous conserver notre prépondérance légitime à l'extérieur. Je vous en conjure, chefs d'État, concitoyens, ministres, et vous Sénat, à qui l'on peut déférer toute question, étudiez l'esprit des trois méthodes et voyez que la France ne peut être grande, que les troubles de la civilisation ne peuvent cesser que par la méthode scientifique universelle. Que nous soyons saturés de ce nouvel esprit méthodique, comme le moyen âge l'était de la méthode autoritaire, comme les temps modernes le sont de la méthode individualiste; et voyez les prodiges d'ordre, d'unité qui vont éclater parmi les hommes. Les passions humaines elles-mêmes n'ont pas pouvoir sur l'unité d'une notion scientifique. Rien ne

pourrait détruire la puissante cohésion qu'un pareil esprit apporterait aux sociétés.

Représailles fatales! L'Allemagne a pris à l'Angleterre et à la France leur méthode, et, après en avoir tiré les conséquences, elle veut terrasser ces deux peuples sous la décadence intellectuelle et sous le despotisme politique où la méthode l'a conduite. Voyez tous les morts-vivants qui vous enserrent, Angleterre et France, tous victimes des méthodes individualiste et autoritaire. Détruisez donc les raisonnements méthodiques qui président à l'existence de la théocratie, de l'autocratie russe et prussienne comme de la pseudo-science et de la politique individualiste. Vous-même, vous vous y débattez en aveugles. Posez franc, devant vos enfants, le raisonnement méthodique nouveau qui, enlevant à l'homme le criterium, le rend humble devant le fait et par là tue la méthode individualiste et son sot orgueil; qui, d'un autre côté, rend l'homme indépendant de tout homme, puis-

que le fait seul est son criterium, et par là tue la méthode autoritaire dans toutes ses formes. Refaites dans vos fils un esprit méthodique nouveau, esprit de liberté où l'individualisme n'a plus de place. Le fait criterium c'est la risée de tout homme qui veut être criterium.

Alors, vos fils, l'œil tendu vers le fait absolu de justice, s'oublieront en l'étudiant et en le calquant dans leurs codes et dans leurs constitutions.

Malheur à vous si vous ne comprenez pas ces vérités ; le despotisme est partout où règnent les vieilles méthodes.

CHAPITRE XVIII

LE PARLEMENT EUROPÉEN

I

Si le principe de vie est la méthode, s'il peut nous pousser à l'esprit de fédération, ce n'est pas encore assez. Il faut déterminer cet esprit nouveau par une institution qui le constate, l'accroisse et l'organise.

La civilisation ne peut aller se jeter à l'aventure pour imposer par des batailles l'esprit d'unité. Les despotes peuvent le faire, elle non. D'ailleurs les guerres intestines de l'Europe ont pour effet de rendre nécessaire l'unité par le tyran du Nord. Chacun de nos coups de canon lui profite. La civilisation,

inexpugnable chez elle, doit rayonner par une force d'expansion pacifique, par la méthode, la science, ces victoires éternelles, par l'esprit de fédération et par le parlement européen, qui en sera le signe vivant.

Aujourd'hui la civilisation doit dire : Je suis lasse de guerre, lasse de convertir par les combats. L'Inde est à la gêne, la Turquie opprimée, la Chine croupissante, la Pologne râlante, l'Espagne abattue, l'Irlande convulsive, l'Égypte avilie, la Grèce impuissante, l'Amérique méridionale dégradée, la Russie esclave, le monde est en proie aux douleurs et aux despotismes. Vais-je lever des armées et des flottes pour porter la vérité et la liberté à tous? Pas de guerre; de la paix, de la méthode, de la science; l'amour de l'unité et de la fédération par la science et la méthode; de l'agriculture, de l'industrie, de l'arithmétique; et pour lien visible une institution générale européenne (et plus tard universelle) qui soit la garantie et la propagation

de toutes ces choses pleines de bonnes contagions.

Que l'Europe centrale le veuille ou non, qu'elle soit en paix ou en guerre, elle est une unité que la science, les découvertes, le génie ont créée malgré toutes les jalousies et toutes les haines. C'est ce noyau de peuples qui doit créer le parlement européen.

Sans ce grand corps, l'Europe séparée en États conduits par des souverains qui ont des intérêts opposés, habitués à de vieilles et ridicules rancunes, l'Europe ne sent pas son unité. Ne la sentant pas, elle la hasarde sans cesse dans des querelles. Les congrès sont la seule institution générale qu'elle connaisse. Et que sont les congrès? La représentation des idées des souverains, non des peuples.

Or, devant les difficultés qui surgissent et qui vont mettre en péril aussi bien les trônes que les nations, il est de l'intérêt de tous de créer cette représentation de l'esprit de l'Europe.

Le parlement européen n'aurait nul pouvoir, soit politique, soit spirituel. Dans l'état actuel des nations, on ne pourrait sans folie songer à établir une diète européenne qui aurait des pouvoirs quelconques. Un congrès général, possible aux États-Unis, est inadmissible dans un centre où les dynasties et les populations aspirent également à l'autonomie, à l'indépendance, à la suprématie. On ne pourrait pas davantage établir un pouvoir spirituel semblable à celui que s'arroge encore la théocratie catholique, et qui est inadmissible avec la notion de la méthode scientifique et de la liberté, de l'esprit et de l'État.

L'institution internationale européenne ne serait donc pas un pouvoir. Ce serait un grand corps tout de science, de justice, de publicité. Je dirais de méthode, si ce mot ainsi appliqué n'était prématuré. L'esprit de cette institution toute morale se perpétuerait par la liberté. Le conseil des Amphictyons

était l'expression générale de la justice grecque. Il faut à l'Europe l'expression générale de la justice européenne. Ainsi elle ne songera plus à resserrer son unité par le despotisme et la guerre, mais par la liberté et la paix. Nous croyons que l'instant est venu de créer cette représentation de la solidarité européenne, afin d'empêcher les peuples tourmentés du besoin d'unité d'aller en demander l'accomplissement au despotisme.

L'unité de l'Europe se fera-t-elle par absorption conquérante, se fera-t-elle par fédération volontaire? Toute la question est là aujourd'hui; car nul ne doute que les liens ne doivent se serrer. Si nous confions la tâche à des centres de despotisme militaire, l'unité se produira après l'épuisement des faibles et la domination unique du fort. Avenir de guerres sans fin, de brutalité, de destruction de la science et de la civilisation. Si nous demandons à l'esprit de fédération, ins-

piré par la méthode unique et représenté par le parlement européen, de faire l'unité, nous pouvons y arriver par la paix.

Sous la pression des attaques de la barbarie, je ne doute pas que demain l'Europe ne sente le besoin d'une telle institution. Allons au-devant de l'avenir. Les intérêts de la civilisation nous l'ordonnent.

II

Nos sociétés modernes peuvent nous fournir les moyens d'arriver sans peine à l'institution que nous cherchons.

Le suffrage universel ou constitutionnel fonctionnant dans tous les pays de l'Europe civilisée, on peut facilement organiser les

élections de ces délégués de la sagesse et de l'ordre. Tous les peuples chez lesquels ces modes d'élection existeraient seraient invités à nommer leurs représentants. Il importe que ce soient les populations, non les rois, qui envoient de tels députés.

Je suppose que le nombre des délégués serait fixé à quarante pour les grandes puissances, et pour les autres proportionnellement à leur population jusqu'à vingt. Je suppose encore que ces députés seraient nommés pour trois ans et pourraient être réélus.

Le parlement européen aurait une session annuelle, dont la durée serait fixée à six mois.

Les sessions seraient tenues alternativement dans chaque capitale ou à la capitale qui paraîtrait la plus centrale.

Les chefs de gouvernement de chacun des États ouvriraient solennellement la session à

tour de rôle. Le premier serait tiré au sort, l'ordre tiré au sort.

Le président, les vice-présidents du parlement européen seraient nommés par lui-même à la majorité des suffrages.

Tous les intérêts généraux de la civilisation et des peuples, les questions sociales et politiques y seraient élaborées. On irait jusqu'à émettre les vœux de la représentation européenne sur les questions de nature à intéresser le progrès et l'intérêt général, mais où l'indépendance intérieure d'une nation ne serait pas engagée.

Les vœux du parlement européen pourraient être présentés dans les chambres de chaque nation, approuvés ou rejetés dans chaque nationalité, quand il serait question d'intérêt général, comme les questions de guerre ou de paix.

Du reste, l'organisation de ce grand corps se ferait par lui-même. Il suffit d'avoir les bases.

Je supposerais volontiers que pour le mode d'élection de ces députés dans chaque État, on procéderait par circonscriptions spéciales indépendantes des circonscriptions tracées pour la nomination des députés nationaux. Les États-Unis ont ainsi les conventions d'État et les conventions nationales, qui nomment les unes les députés d'État, les autres ceux du congrès et le président. Il y a en Amérique les *delegates at large,* députés en grand qu'on choisit pour faire jour aux hommes à idées générales, et empêcher la domination des petits intérêts. Le parlement européen serait comme un choix de *delegates at large,* pour empêcher la domination particulière des nations et les éclairer toutes par les principes.

III

Par cette institution très-simple, la fédération, l'unité européennes ne seraient plus un vain mot, mais une solidarité agissante par un corps nécessairement indépendant et qui ne commanderait rien. L'unité de l'Europe serait accomplie par l'Europe elle-même.

S'il y a quelques obstacles pour établir un tel tribunal de paix, les avantages qu'il présente l'emporteront. Je sais que les peuples jusqu'ici cherchent plutôt à neutraliser réciproquement leur action; mais pourquoi la civilisation, qui est le pouvoir de la solidarité, ne chercherait-elle pas à lui faire produire tout ce qu'elle doit donner? La liberté

d'action intérieure n'est nullement entravée. Qui fuit la solidarité de la justice, du progrès, est un despote ou un barbare. Et d'ailleurs, comment fuir la solidarité européenne? Ne s'impose-t-elle pas? Ne voyons-nous pas les guerres s'arrêter par elle, malgré la volonté des combattants? Acceptons donc la solidarité et réglons-la.

Les peuples, les rois ne vont-ils pas également redouter cette cour de justice suprême? Honte à eux alors et malheur! Chacun a sa plaie immonde, qu'il ne veut pas montrer, qu'il ne veut pas guérir. L'Angleterre a l'Irlande, la Prusse, la Russie, l'Autriche ont la Pologne. La France est le seul des grands peuples qui ne tienne pas d'innocent à la chaîne. Les sincérités de cette assemblée n'épouvanteront-elles pas les rois jaloux de leur pouvoir, la Prusse, par exemple, qui copie le militarisme russe? Soit. Mais n'est-ce rien de connaître l'opinion publique de l'Europe; rien de ne pas avoir ces

surprises de haine et ces explosions inattendues; rien de ne pas subir ces malaises où chaque peuple et toute l'Europe languissent, faute de pouvoir s'éclairer sur leurs maux et méditer en commun pour les remèdes à y apporter? N'est-ce rien de voir les sociétés secrètes se fondre peu à peu dans cette publicité, utile, préservatrice et préventive; rien de ne pas voir surgir ces systèmes utopistes sans contrôle? Le parlement européen n'aurait-il pas pour mission d'élaborer ces grands problèmes qui, s'ils trouvent le monde sans préparation, le laisseront à la merci de quelques rêveurs audacieux? N'est-ce rien enfin de savoir que toute idée verra le jour de la sagesse et de l'unanimité européennes; rien que toute idée fausse soit dissipée par là même, toute idée juste répandue et connue? C'est empêcher les révolutions de grandir dans l'ombre, c'est forcer le progrès à se faire en pleine lumière. Rois et peuples ont donc intérêt ici.

Il y a deux esprits parmi les peuples et parmi les rois. L'esprit de tyrannie et l'esprit de liberté. Il y a des hommes qui ont du sang de tyrans et d'esclaves, et ce sont les mêmes ; il y a des hommes qui ont du sang libre, et ce sont les seuls qui méritent le nom d'homme.

Il y a deux peuples dans chaque peuple ; ils sont plus ennemis que les nations entre elles. Bénissons-en Dieu et la justice. Il y a le peuple des iniquités commises et supportées ; il y a le peuple de la dignité. Le premier veut les ténèbres, le second veut le jour. Il veut rejeter tout ce qui cache une injustice, la conquête, le dol, le vol, l'envahissement, le monopole, la spoliation ; il veut que les rapports des peuples et des hommes soient les libres et dignes relations du travail de la justice et de la paix.

Ce peuple est celui de la civilisation, l'autre celui de la barbarie. C'est au peuple de la civilisation que je m'adresse, c'est à l'ennemi

de l'iniquité, à ceux qui ont aboli l'esclavage, amélioré le sort des classes ouvrières, déclaré la guerre à l'intolérance. Oui, peuples de l'Europe centrale; oui, Prusse, il y a une alliance à conclure pour balancer la barbarie et l'ignorance qui couvrent la terre, c'est celle de ce coin béni des efforts de l'homme qui s'appelle la civilisation; c'est celle de ces quatre ou cinq nations qui n'ont pas le droit de se déchirer, et qui passent une vie imbécile à paralyser leurs efforts. Oui, il y a une lutte à soutenir, c'est contre ces barbares qui sont de toutes parts penchés sur ce petit monde au nord, au sud, au couchant, au levant, au loin, au près, dedans même, et qui sont les despotismes théocratiques et autocratiques, l'ignorance et la brutalité. Oui, rois, il y a un moyen que vous arriviez à éviter ces guerres qui vont ébranler tous vos trônes, qui vont préparer à l'Europe une ère de massacres et de haine pire cent fois que la guerre de Trente ans, c'est de lui assurer une insti-

tution permanente de justice, de progrès et de liberté.

Cette mesure est nouvelle sans doute, mais elle est nouvelle aussi la situation de l'Europe. Au lieu de réunir des congrès chaque fois que la politique s'embarrasse, au lieu de les voir incapables de s'assembler ou d'aboutir dans des questions poussées à bout et trop brûlantes, on aurait une assemblée sagement choisie, à session régulière annuelle, c'est-à-dire toutes les conditions d'ordre, de prévision, de stabilité, de science et de liberté. Les congrès nous ont déjà apprivoisés à ces nominations internationales. Mais ils ne sont pas une institution. L'avenir des congrès est d'être le suffrage universel de l'Europe et du monde appliqué aux questions générales et internationales. Là est leur vie future, ou ils ne sont qu'un étalage de diplomatie. Ils ne représentent pas les garanties réelles qu'offriraient les sages de la politique, les amphictyons du monde civilisé, les hommes justes

de la terre. Pourquoi chaque peuple n'irait-il pas chercher dans son sein ceux qu'il sait être des justes pour que leur justice rayonne sur le monde? Pourquoi le monde ne serait-il qu'en proie aux folies de l'ambition et de l'égoïsme? Que les Grecs étaient sages d'honorer les sages! Soyons sages comme les Grecs et créons l'assemblée des sages.

Il appartiendrait à la haute initiative du chef de l'État en France de proposer la création du parlement européen. La primauté de notre patrie serait assurée. Elle serait naturellement à la tête de la fédération qu'elle aurait proposée. Nul plus que l'empereur n'a aimé les congrès. Puisse-t-il comprendre, ainsi que les souverains de la paix, les avantages d'une pareille institution qui représenterait l'esprit de la ligue de la civilisation et de la paix, et qui serait la législative sans pouvoir du progrès indéfini.

IV

En cherchant à dissiper les objections, nous avons rencontré plusieurs des avantages du parlement européen; ce ne sont pas les seuls.

Dans les conflits qui se préparent, il aurait nécessairement un grand rôle pacificateur. Des hommes conciliants avaient établi un tribunal d'honneur pour juger de la légitimité des duels; cette haute chambre serait comme le tribunal d'honneur de l'Europe. Quel roi, quel peuple renierait cette opinion publique du monde? Comment marcherait-il à la guerre, condamnée hautement par la représentation choisie de la pensée générale?

La guerre est facile dans notre Europe.

L'ambition personnelle, les vanités nationales, les intérêts chétifs, tout l'excite. Les orgueils des peuples ne seraient-ils pas moins violents quand ils sentiraient qu'ils font l'œuvre commune? L'opinion de la chambre européenne n'apaiserait-elle pas les vanités? Les souverains ne seraient-ils pas prudents à entreprendre des guerres dont la cause et l'équité seraient appréciées par la cour de justice suprême?

Certes, les chefs des peuples ne seraient pas privés de leur initiative; mais les représentants de l'Europe et du monde, jugeant les questions de paix et de guerre, en diminueraient les occasions. Il y en a qui ont voulu enlever le droit de guerre aux souverains pour le transporter aux chambres. Ce conflit d'autorités est gros de révolutions. Le parlement européen, sans rien changer aux constitutions, exprimerait seulement un vote moral.

Ne serait-ce pas faire la haute éducation

des peuples avec leur unité, que leur donner ce grand échange d'idées européen, universel? Les anciens voyageaient pour s'instruire. Là, chaque peuple manderait ses mœurs et ses lois par ses sages. Ce serait de la science sociale comparée.

Ces questions de races, qui sont le prétexte des luttes qui nous menacent, ne seraient-elles pas éclairées et calmées par ce fonctionnement unanime, par ce fusionnement des races dans les votes de la haute chambre européenne?

Ce congrès ne serait-il pas un mode de réformation pacifique même à l'intérieur des États? Ce ne serait pas cette opposition légale, déjà si noble, inaugurée par O'Connell, continuée par Bright; encore moins cet enthousiasme qui ne se possède point et qui va arracher des votes aux représentants dans les assemblées. Ce serait plus : toute question (pourvu qu'elle n'attentât pas à l'initiative nationale) serait préventivement étudiée

par les organes choisis de l'Europe. Ce qui souffre, ce qui pense en Europe, aurait droit de pétition devant la haute assemblée à peu près comme aujourd'hui chez nous auprès du Sénat.

Ainsi, les assises de l'Europe seraient tenues par elle-même. Quand les traités immuables mettent tout l'ordre en danger, cette institution progressive éclairerait chaque année, et par expérimentation appellerait les réformes sans trouble. Révolutions intérieures, guerres extérieures, seraient donc également atténuées, sinon effacées, par ce préparateur du progrès nécessairement pacifique.

Chateaubriand a dit un mot vrai : « L'ère des peuples est venue, reste à savoir comment elle sera remplie; il faudra d'abord que l'Europe se nivelle dans une même existence.» Le parlement européen est l'initiation expérimentale et progressive à ce nivellement et à cette unité de vie.

La civilisation est un esprit, ce corps suprême serait l'esprit de la civilisation. Ne condamnant rien, ne commandant rien, il éclairerait tout. Ce serait la résultante naturelle de toutes les tendances de l'Europe, et plus tard du monde entier. Ce serait la voix vivante de la justice internationale universelle. Plus de mystère dans la politique, ce serait de la diplomatie publique. Plus de tyrannies mystérieuses des peuples. Plus de nations retardataires au progrès. Toutes les divisions monétaires, de poids et mesures, etc., s'effaçant par l'unité supérieure de la justice et de la méthode.

Plus tard, si le mot de Napoléon I[er] se réalise ; si, échappée au Cosaque, la république européenne s'établit, le parlement européen peut rester ce qu'il est, l'aréopage, ou devenir le congrès. Alors l'Europe serait un pendant à l'Amérique. Chaque État libre aurait droit de légiférer pour lui-même, sauf quelques intérêts généraux et communs qui se-

raient le ressort même du parlement européen. L'Europe ne serait plus un composé de royaumes souverains en simple fédération, mais bien une vaste nation avec un gouvernement décentralisé dans chaque État. La liberté serait par là assurée. Mais pour arriver là, il faut que l'Europe soit devenue une trituration unique, dont la liberté, l'ordre et la justice seront le levain. Quand?

En attendant ce but lointain que nous appelons de nos vœux, nous ne le cachons pas, le parlement européen sera la garantie de la paix, de la science sociale, de la politique éclairée, de la justice répandue, du progrès généralisé. De soi, cette institution n'est contraire qu'au despotisme absolu, tous les rois constitutionnels doivent l'accueillir, car elle ne travaillera que pour l'ordre, la paix et la civilisation.

France et Angleterre, c'est donc vous que j'appelle pour être le noyau de la ligue de la

civilisation, c'est vous qui ferez le parlement, l'esprit de fédération, l'esprit de méthode. N'hésitez pas et n'écoutez pas vos enfantines rancunes, demain l'Italie, l'Espagne, la Belgique, la Suisse, la Hollande, le Danemark, la Suède vont vous suivre. Par là vous mettrez la Prusse en demeure de se déclarer pour ou contre la civilisation, pour ou contre le despotisme envahisseur. Ainsi acculée, cette noble nation ouvrira les yeux, et elle se réunira à vous en envoyant ses représentants à la chambre haute de l'Europe. Tous les grands peuples qui auront donné des gages si sublimes à la civilisation, races du nord, races du sud, Germains, Latins, fondront leurs éléments divers dans le parlement qui deviendra l'éclaireur des libertés du monde.

Enfin, j'appellerais l'Amérique à envoyer ses représentants à notre congrès, et ce grand peuple nous initierait aux beaux secrets de sa vie libre. Pour les autres nations,

elles viendraient se joindre à l'assemblée universelle au fur et à mesure qu'elles adopteraient chez elles les modes de suffrage constitutionnel ou universel. Celles qui resteraient en dehors se classeraient d'elles-mêmes dans la barbarie et la haine du progrès.

Regardez en vous-mêmes et autour de vous, France et Angleterre. Éveillez-vous. Vous n'êtes plus seules en Europe. Le despotisme militaire et conquérant s'est levé hier. Il est sorti d'un volcan, et le voilà tout chaud de la convulsion qui l'a enfanté. Éveillez-vous, ce n'est pas l'heure de s'attarder à la suite de l'Espagne et de Philippe II; ce n'est pas l'heure de s'oublier dans les fainéantises aristocratiques et dans les perfidies commerciales. Cette Prusse, que vous croyiez une rêveuse, elle est organisatrice et pratique, son agriculture est faite, son instruction organisée, son armée ordonnée; et despote, elle appelle le despotisme russe contre la civilisation et contre vous. Songez-y, le jour de

l'ouverture du parlement européen, la civilisation et la liberté auront vaincu le despotisme et la barbarie. Osez être les premiers peuples du monde.

CHAPITRE XIX

MISSION DE L'AMÉRIQUE

Si l'Europe libre une heure, et pouvant aspirer à compléter sa liberté, se laisse couler par ses vices et ses fautes sous le despotisme dans chaque État, elle mérite que le despotisme du barbare vienne l'atteindre. La Russie sera la justicière de nos infamies et de nos bassesses; comme Attila fut le justicier des ignominies romaines.

Si l'Allemagne s'obstine dans le despotisme abaissant de Guillaume et dans l'appel de la Russie, qu'elle tombe : je la livre au tyran du Nord.

Si l'Angleterre s'obstine dans l'exploitation

de l'enfance, de l'Irlande, du monde, qu'elle tombe : je la livre au tyran du Nord.

Si l'Espagne s'entête dans la théocratie hébétante qui la fait disparaître du rang des nations depuis deux siècles, qu'elle tombe : je la livre au tyran du Nord.

Si l'Italie s'obstine dans les vices d'une ambition de folie, et que parjure à la liberté elle expose pour y arriver la paix et la liberté du monde, qu'elle tombe : je la livre au tyran du Nord.

Si la France s'obstine à marcher à la remorque de l'Espagne dans la théocratie, si le fonctionarisme, l'égoïsme, l'amour du plaisir et de la richesse y ont étouffé la fierté, si la lasciveté et l'amollissement ont remplacé l'amour des lois, de la justice et jusqu'au goût de la liberté, qu'elle tombe : je la livre au tyran du Nord.

Il n'est plus d'Europe où il n'y a plus de dignité, plus de justice, plus d'amour des lois, plus de hauteur de caractère, plus de

liberté. Que m'importe que vous soyez braves devant l'ennemi, tous les peuples l'ont été : c'est dans son cœur qu'il faut l'être contre tout ce qui avilit ou rabaisse l'homme.

C'est à fuir la patrie et l'Europe, c'est à renier la vieille terre, qui n'est plus que le fumier des révolutions du despotisme et des siècles : *Omnis caro, omnis terra fœnum.*

Patrie et nationalité, mots qui seront honteux demain en Europe, comme ils ont été honteux hier, prononcés par les États du Sud (Amérique) ; mots attentatoires à la patrie, comme l'égoïsme l'est à l'humanité. Je ne me connais de patrie que la justice, la loi et la vérité. Je ne suis pas du pays où ces choses ne sont pas vivantes, je n'en suis pas et je n'en veux pas être.

A nous donc, Amérique, à nous, jeune liberté juste, si la Russie et l'Allemagne tombées sont les justicières de nos vices, toi seule peux nous être le sauveur ! Grandis donc encore en force et en loyauté, en senti-

ment de la loi, en méthode de justice; sens toujours de plus en plus que l'individualité humaine est grande, mais qu'elle n'est grande que par les lois absolues de justice qu'elle appelle à la conduire; sens et pratique de plus en plus que la liberté n'est une vérité, une force, que lorsqu'elle fait l'abandon d'elle-même dans les mains de la loi absolue de justice. Et quand tout imprégnée de ce parfum des cieux, tu auras grandi dans ton vaste continent, quand tu le posséderas tout entier, ou plutôt quand la liberté et l'égalité le posséderont, souviens-toi alors de la mourante Europe, pense à cette vieille mère qui agonise de consomption, et comme ces sauvages pris de pitié qui achevaient leurs parents pour les soustraire aux ignominies de la décrépitude, achève-la pour la transfigurer et la faire revivre du jeune sang que tu lui inoculeras. Mais si tu veux arriver là, Amérique, encore un coup, songe à la méthode de justice et de certitude.

La pratique empirique que tu en fais t'a rendue ce que tu es, mais je tremble quand je vois tes enfants se ruer aux croyances les plus insensées. Possède et presse la méthode absolue et scientifique dans tes bras, et tu enfanteras la liberté du monde. Toi seule déjà peut-être en es digne à l'heure qu'il est.

CHAPITRE XX

CONCLUSION

L'Europe se débat entre les décadences théocratique, autocratique, individualiste et les despotismes qu'elles entraînent de toutes parts.

A la décadence de la méthode autoritaire sont liés les despotismes de la théocratie et de l'autocratie, les dictatures révolutionnaires.

A la décadence de la méthode individualiste sont liées la dissolution métaphysique, la dissolution intellectuelle qui suit, la dissolution morale, la révolution-licence.

C'est un horrible spectacle que la confu-

sion de toutes ces choses roulant dans l'épouvantable pêle-mêle de principes, de systèmes, de négations, d'affirmations absurdes. Cet écroulement chaotique est notre vie. Dans cette immense descente, où tout est emporté, les sciences naturelles et les sciences mathématiques restent debout. Elles ne sauveront rien, cela ne leur est pas donné.

La méthode seule, la vraie, la seule conductrice des esprits, des hommes et des peuples peut tout sauver.

Il faut donc anéantir les restes des méthodes autoritaire et individualiste, établir et faire régner par l'éducation, dans toute pensée d'homme, la méthode une et scientifique.

Il faut proclamer la fédération de la civilisation; l'État libre dans la fédération libre.

Il faut qu'une institution de sagesse et sans pouvoir, nommée par l'Europe entière, soit au suffrage universel, soit au suffrage restreint des pays constitutionnels, repré-

sente la méthode de conduite et l'esprit de fédération et de justice de notre monde. Les froissements seront adoucis, les haines de peuple à peuple apaisées par cette unité visible et pensante, les despotismes rendus impossibles par l'opinion publique toujours éveillée.

Que si l'Europe ne constate pas son unité dans l'esprit de justice et dans la fédération, si elle continue ses dissensions intérieures, elle se sépare fatalement en grands centres despotiques qui se combattront à outrance. Déjà ces grandes divisions cherchent à se rendre compte d'elles-mêmes et à s'organiser : c'est le commencement. Les pays libres ont le devoir de les arrêter par une union libre constatée dans le parlement européen.

Si la liberté ne sait pas se défendre, si les pays libres sont trop vicieux pour lutter contre les despotismes, ils méritent d'être écrasés par la barbarie et le despotisme, et ils le seront.

Alors l'Europe n'ayant pas su se sauver elle-même, par la méthode de justice, par l'esprit de fédération, par les institutions de solidarité et d'unité analogues à celles de l'Amérique, il ne lui restera plus qu'un sauveur possible : l'Amérique et sa liberté.

CHAPITRE XXI

POST-SCRIPTUM

Il importe que le parti de la liberté sente le profit actuel et immédiat de ce projet, indépendamment de sa portée générale et d'avenir que nous croyons avoir suffisamment développée.

Le despotisme, la théocratie aspirent chacun de son côté à la domination de l'Europe. Le parti de la liberté fait un vague rêve, ici de constitutionalisme général, là de république universelle.

Théocratie et despotisme ont leurs organisations également serrées, hiérarchisées, ordonnées, terribles.

La liberté, livrée aux opinions personnelles, sans organisation que quelques sociétés secrètes, voit son sein déchiré par les dissentiments et les envies. Cela la ronge. Elle est perdue si elle ne porte le fer de la vertu et de l'ordre dans son propre sein. Le despotisme peut vivre par le vice, la liberté ne peut vivre que par les vertus et la justice.

A Rome, au congrès de Malines, on sait ce que l'on veut : l'unité par la théocratie despotique. Le mot d'ordre vole dans le monde entier sur les ailes de l'obéissance passive.

Dans les conseils des despotes et des autocrates, on sait ce que l'on veut : l'unité par le canon. Le mot d'ordre est répandu, par l'obéissance passive, dans les gigantesques armées dont les soldats ne se comptent plus.

La liberté sans mot d'ordre, sans formule d'organisation générale qui puisse être universelle à tous les cœurs amis des droits et

de la dignité de l'homme, tâtonne d'opinion personnelle en opinion personnelle. Les congrès n'arrivent qu'à dissolution.

Or le mot d'ordre nous voulons le dire à la face du monde, parce que les cœurs libres n'ont rien à cacher; le but, en même temps prochain et définitif, nous voulons l'affirmer devant toutes les intelligences et tous les partis, parce que c'est un but d'ordre, de justice autant que de liberté; la direction, nous voulons l'enfermer dans une seule parole que tous comprennent facilement : l'Etat libre dans la fédération libre, le parlement européen représentant de la fédération libre; l'organisation, nous demandons qu'elle soit celle des partis et ligues des Américains, ces grands maîtres de la vie publique.

Si nous n'avons pas le droit de réunion, nous avons la presse. Voilà un programme. Que tous les organes de la presse le discutent, le complètent, s'il y a lieu, et l'adoptent chez tous les peuples européens! Qu'on fasse

des listes d'adhésion publiques! que tout soit public! Les partis américains s'unissent pour un programme désigné. Quand il est rempli, ils se dispersent et se transforment en ligues et en partis nouveaux. Nous ferons comme eux.

Procédons avec ordre. Prenons d'abord des idées générales que nous puissions tous également admettre en toute loyauté. Aujourd'hui adoptons comme but cette idée, avantageuse également à toutes les fractions de la liberté : la fédération européenne représentée par le parlement européen, corps sans pouvoir, délégué de l'opinion publique et de la justice de toute l'Europe. Que tous les partis libres chez tous les peuples le demandent par tous les moyens légaux : la presse, les écrits, les démonstrations pacifiques, etc., suivant les législations.

Or, toutes les nuances de la liberté se trouvent ici nécessairement unies. Depuis les rois constitutionnels jusqu'au républica-

nisme, tout doit faire cause commune; car les despotismes autocratique, théocratique et militaire sont les ennemis qui les détruiront également. (*Note* 4.)

Ainsi la liberté de l'Europe se trouvera unifiée par le mot d'ordre, le but, la direction, l'organisation. Que désormais le mot d'ordre de l'Europe constitutionnelle et républicaine soit :

L'État libre dans la fédération libre.

NOTES EXPLICATIVES

NOTE 1. Nous ne disons point que la pensée de Napoléon Ier fut de combattre pour la liberté et les idées. Il ne combattit que pour sa grandeur personnelle, quoi que disent ce commentaire et cette annotation de sa vie qu'on appelle le *Mémorial de Sainte-Hélène*. Sorti de la Révolution française, utilisant à son profit le grand mouvement d'idées qu'elle avait fait naître, Napoléon ne pouvait pas ne pas les représenter en partie. Il ne faut pas lui en faire gloire ; il subit les idées, s'en servit, et les détruisit partout où elles ne lui étaient pas absolument indispensables.

NOTE 2. L'Italie se constituait sans Rome avant qu'on eût laissé grandir les derniers événements. Il est possible que maintenant Rome devienne un véritable danger révolutionnaire. Mais cela crée une nécessité factice non réelle. On ne peut soutenir sérieusement que l'enclave romaine empêche l'Italie d'organiser ses finances, son administration, son armée, son agriculture, son industrie, etc... Le pape, d'ailleurs, est impuissant à troubler l'Italie. Le parti clérical y est beaucoup plus restreint qu'en France, où nous avons le monopole des excès épiscopaux.

Je désire donc, avant tout, que la théocratie n'ait plus de gouvernement temporel, je désire que l'Italie ait Rome, mais je désire que Florence reste capitale. La confusion avec la tradition antique tournera toutes les imaginations italiennes. Il est injuste de priver Florence de son droit de ville intellectuelle. Là est le grand essor du génie italien qui me semble s'oublier lui-même, fasciné par les souvenirs de la vieille Rome. M. Thiers, avec tous les esprits superficiels, plaisante sur la ville des fleurs et croit avoir tout dit. Florence, qui avait hier Leopardi, a produit un des hommes les plus énergiques de ce temps, Ricasoli, Florence est le panthéon de l'Italie. Le nouveau peuple peut aller à Santa Croce s'inspirer sur les tombes du Dante, de Michel-Ange et de Machiavel. Sur quels tombeaux d'ancêtres irez-vous à Rome? Ceux des Scipion, des Tibère et des Borgia? Borgia, Tibère et Scipion sont des monstres aujourd'hui, parce que république conquérante, empire universel, théocratie universelle sont des mensonges égaux.

Note 3. Cette note n'est point pour les cléricaux, ils savent parfaitement qu'ils veulent la théocratie universelle; elle n'est point pour les descendants de 89, ils savent qu'ils ne veulent à aucun prix de la théocratie. Elle est pour cette masse d'esprits sans conviction, parce qu'ils ne savent jamais remonter à aucun principe, que M. Thiers vient de rallier hier au cléricalisme et à l'expédition romaine. C'est le malheur et la gloire de M. Thiers d'avoir puissance sur ces esprits-là.

C'est un fait considérable que le vote du 5 décembre. M. Thiers ne l'a pas causé comme quelques-uns l'ont pensé. L'opinion théocratique avec sa fixité tenace a tiré à elle

comme un aimant le gouvernement intimidé. M. Thiers s'est rallié. Il a été la goutte qui a fait déborder le vase d'eau de M. Rouher.

Il faut qu'on réponde à M. Thiers. Sa position voisine de la liberté donne à ses paroles un crédit triste. Pour poser nettement et fermement toutes les questions qu'il a si limpidement embrouillées, il faudrait un traité entier, car tous les principes de l'état moderne et de l'état théocratique y sont également faussés et dénaturés par une main qui n'y met point de malice, mais qui déclasse tout ce qu'elle touche.

M. Thiers ne veut pas traiter la question romaine tout entière, mais il veut en dégager les arguments qu'il appelle *irréfragables*, il veut la ramener à des termes qu'il ose dire *indiscutables*. Voilà l'appareil avec lequel il se présente.

Est-il vrai que la France de 89 commette une inconséquence en intervenant à Rome ? Ce serait bien grave. Certes, *l'enfant de* 89 ne le voudrait pas, il s'en garderait, oh ! non il ne le voudrait pas. Ces précautions aboutissent à ceci : qu'il croit que nous ne faisons qu'appliquer les principes de 89 dans toute leur rigueur. Les bancs théocratiques ont applaudi M. Thiers à ces mots ; venait-il de les rallier à 89 ? non, il venait exploiter 89 à leur profit ; ils ont compris, et leurs applaudissements ont continué.

Encouragé, M. Thiers a repris qu'il allait montrer que nous accomplissions un devoir strict, fondé sur le grand principe de la liberté de conscience, en nous ruinant et en nous faisant tuer pour la théocratie, qui appelle la liberté de conscience une gangrène et la liberté de la presse une peste.

Pour lui, tous les cultes sont égaux, non pas au point de vue théologal, mais à celui du législateur du vrai homme d'État. Bien. Voici sa pratique et sa philosophie : il respecte tous les cultes. Bien. Il ne reconnaît à aucun les droits que les autres n'auraient pas. Bien. Il prétend qu'il ne faut faire pour aucun culte autre chose que ce qu'on a fait pour l'autre. Très-bien, mais de cette égalité parfaite il déduit l'obligation positive de l'occupation de Rome.

Comment la logique permet-elle de conclure de l'égalité des cultes à la nécessité de faire une expédition qui donne au culte catholique un royaume temporel que n'ont ni le protestantisme français ni le judaïsme ; voilà ce que le véritable homme d'État pourrait sans doute expliquer, mais ce qui restera toujours en soi impossible à allier.

Cependant l'homme d'État confirme que respecter tous les cultes veut dire qu'on ne fera rien pour l'un qu'on ne ferait pour l'autre. Il n'a donc pas conclu à l'occupation romaine ? On devrait le croire. Mais non, c'est bien là ce qu'il veut : qu'on n'en attaque aucun, qu'on ne dirige sa politique contre aucun, mais qu'on fortifie le catholicisme d'un gouvernement temporel anx dépens des autres églises.

Le législateur veut que si le culte attaqué était le culte national, la faute serait bien plus grave. Et de là un grand mouvement dans l'assemblée. Est-ce que l'assemblée croit qu'il y a encore un culte national ! Il faudrait résoudre cette question. Quant à M. Thiers, fils de 89, il le croit certainement ; il secourt le culte national, quoique 89 lui ait dit qu'il n'y en avait pas. Et il est bien désintéressé : en lui, l'homme n'a pas de culte, mais le politique a le culte national de ses ancêtres.

Après ce coup, le législateur a un repos et il s'écrie : Eh bien ! sera-t-on content de moi si je pose le problème dans le droit de liberté de conscience ? Et pour y arriver il demande à entrer dans une thèse qui devient non-seulement politique mais presque philosophique. Je sais que Montesquieu abordait ce genre de problèmes, mais je ne puis m'empêcher de trouver qu'il y a danger parfois pour M. Thiers de l'oser faire. On pose deux ou trois lieux communs gouvernementaux si justes que tous les admettent, et l'on en conclut, avec la force logique que nous avons constatée plus haut, exactement l'inverse de ce qu'ils enferment.

Le devoir des gouvernements est de respecter tous les cultes ; bien. Mais, ce n'est plus assez, il faut les favoriser, car les cultes donnent à l'instruction morale des hommes le plus grand appui qu'on puisse lui fournir. Maxime délicate, car l'instruction morale du musulman veut la mort du chrétien, l'instruction morale du théocrate veut la condamnation du turc, du protestant, du juif, du libre penseur, et l'inquisition voulait leur mort.

Cependant, favoriser tous les cultes c'est pour le vrai législateur le principe essentiel en cette matière. Ici quelques exemples tirés du grand Frédéric et auxquels il y aurait à répondre, si c'était le lieu.

Mais voici le grand éclat philosophique de la situation : sur quoi se fonde le principe de la tolérance en matière religieuse ? Dieu a fait l'homme divers, et en lui donnant la diversité Dieu lui a donné la vérité. Remarquons bien que c'est le penchant à la contradiction propre à l'esprit humain qui lui a fait découvrir toutes les grandes vérités de la morale, de la philosophie, des sciences ensemble.

N'est-ce donc que ce penchant à la contradiction qui a fait travailler et parler M. Thiers toute sa vie ? Nous ne le lui aurions certes pas dit. Mais ce que nous ne pouvons nous empêcher de lui dire, c'est que son trait d'histoire sainte : *Deus tradidit mundum disputationibus eorum*, lui est une condamnation non un appui : l'Écriture fait une punition de ce dont M. Thiers fait la voie normale de la vérité. Non, législateur, la vérité ne se découvre pas par la haine et l'envie des disputes, elle se découvre par l'amour que l'homme a pour elle, et cet attrait suffit aux savants, aux artistes, aux penseurs, mais non peut-être aux politiques. Législateur, vous connaissez mal l'homme, mal la philosophie, mal la théocratie, mal l'Écriture, mal 89.

Mais nous pardonnerions tout ceci à M. Thiers si la question suivante était pénétrée. Dieu a permis, dit-il, à l'homme de raisonner sur sa divinité même et le genre humain n'est point devenu athée. Ici je pense que tous les théocrates ont dû trembler, car la théocratie n'a jamais trop de foudres pour empêcher de raisonner sur Dieu dans tous les sens, comme dit M. Thiers.

Ils se sont bien vite rassurés ; le législateur ne s'adresse pas à la théocratie mais à l'État, et il dit : Lorsque Dieu a permis à l'homme de raisonner sur Dieu même, il s'élèverait dans l'humanité une autorité assez arrogante pour dire aux hommes : sur les questions religieuses, vous penserez de telle façon plutôt que de telle autre. C'est fort sage, mais quel n'est pas l'oubli du législateur historien ? Elle s'est élevée, cette puissance arrogante que M. Thiers réprouve, c'est celle même à qui il prête l'appui de nos armes. Si l'on ne veut pas de ce pouvoir arrogant, si l'on n'aime pas ses syllabus, ses excommunications, dès là on ne veut pas

du pouvoir temporel derrière lequel ils s'abritent ; dès là on ne veut pas l'occupation romaine.

Cependant M. Thiers est indigné, il s'écrie que c'est là le plus étrange outrage qu'on puisse faire à l'âme humaine, et il veut envoyer des troupes à Rome pour que cet outrage soit commis.

Satisfait enfin il conclut : Voilà les véritables principes de la tolérance et il n'y en a pas d'autres. Faites-les donc entendre à la théocratie, ou condamnez-la, et retirez-lui vos troupes.

Mais non, le législateur complète sa pensée, il ne veut rien laisser dans l'ombre, car la lucidité est sa nature. Il n'admet pas qu'un culte poursuive un culte, il n'admet pas plus qu'un gouvernement poursuive un culte aux dépens d'un autre. Vous croyez qu'il va agir en conséquence. Non pas. Le culte catholique érigé en théocratie s'est arrogé le droit de condamner, sous le nom de sectes et d'hérésies, soit les sciences, soit les cultes, soit même les gouvernements. M. Thiers soutient ce culte qui poursuit les cultes, fait grandir ce culte par un gouvernement temporel, par nos finances et la mort de nos soldats, aux dépens des autres cultes, de la liberté de la science et des gouvernements.

M. Thiers ne veut pas qu'on s'acharne contre un culte, qu'on le prenne en haine, il n'appelle point cela de la philosophie. Il a raison ; aussi n'est-ce pas contre le culte qu'on s'acharne en politique, on le laisserait tranquille comme le judaïsme et le protestantisme, si la théocratie n'était là rivée avec sa méthode autoritaire blessant l'homme dans ses libertés les plus intimes comme les plus extérieures. Le législateur devrait savoir cela. Mais non, il s'emporte : « Ce sont, dit-il, des colères d'autrefois contre un culte

qui, dans le temps, il le reconnait, a été oppressif quand on révoquait l'édit de Nantes, quand on rouait Calas et Labarre. » Le législateur historien en oublie et de plus graves encore. Mais il comprend alors les colères de Voltaire.

Si vous comprenez les colères de Voltaire contre les faits tyranniques qu'engendraient les principes de la théocratie, comprenez nos colères contre les principes de la théocratie qui ont engendré ces faits. Vous dites que Voltaire défendrait la théocratie avec vous aujourd'hui. Non, il ne voudrait pas la cause plus que l'effet; il faut apprendre à remonter aux causes et savoir qu'elles engendrent des effets qui leur sont proportionnels. Les crimes de la théocratie à l'état déchaîné vous indignent, à l'état latent ils vous charment; Voltaire n'en voulait ni d'une façon ni de l'autre; il avait raison.

Vous voyez avec une philosophie insouciante et à vol d'oiseau tous les cultes ramenés à une égalité complète. Le judaïsme, le protestantisme français, sont-ils donc égaux au catholicisme? Je vais vous dire les cultes qui sont égaux : la théocratie romaine, l'orthodoxie russe, le mahométisme; tous ont les gouvernements spirituel et temporel, tous un pontife-roi ou un roi-pontife. Au-dessous d'eux un peu mitigés, mais ayant la même base qui éclatera un jour ou l'autre, viennent le protestantisme prussien, le protestantisme anglais, le calvinisme d'état. Là partout règne latente ou déchaînée la méthode autoritaire, la condamnation, la torture. Mais regardez en France, et dites-moi si vous feriez pour le judaïsme et pour le protestantisme ce que vous faites pour le catholicisme. C'est le culte national, dites-vous. Le premier mot de 89 est qu'il n'y a pas de culte national : ne l'oubliez jamais, fils de 89!

Cependant l'homme d'État veut que le catholicisme ait été amené à une innocuité parfaite. Malgré la théocratie, dans tous les cas, et elle attend bien sa revanche. Et puis l'innocuité n'est pas si complète. M. Thiers aura pu apprendre les transes par lesquelles est passé M. Cousin, et toute l'activité qu'a employée M. de Falloux pour qu'il ne fût pas condamné par Rome. Quelle innocuité que celle qui fait trembler jusque dans la France du dix-neuvième siècle les ministres et les chefs d'école!

Mais le législateur devient plus précis; s'acharner contre un culte, c'était vague; nous voici au point : mettre la main sur l'organisation d'un culte, c'est violer les consciences et porter aux principes de 89 l'atteinte la plus sérieuse. Là est le grand jeu de mots dont M. Thiers a été dupe. M. Thiers dupe! Qui l'eût cru?

La théocratie a dit à cet homme d'État : J'admets les deux révélations, mais pour le repos des consciences, je veux l'unité de foi, et pour cela il me faut une autorité, un gouvernement; ce gouvernement se compose de l'Église assemblée dans ses conciles, lesquels se réunissent rarement, et d'un chef qui, en l'absence de l'Église assemblée, prononce sur les matières de foi (on voit ici que le législateur tend plutôt vers le néo-catholicisme); et comme nous ne voulons pas dans l'intérêt de notre liberté religieuse que ce chef religieux soit placé près d'un chef politique et temporel, nous créons ce chef roi, et nous lui soumettons tyranniquement cette grande ville historique qui représente les civilisations passées qu'on appelle Rome avec le plus possible de territoire à l'entour. La catholicité l'entend ainsi.

M. Thiers prend cela pour une organisation tout d'une

pièce. Il s'incline. Il suffit qu'on lui ait dit que c'était un culte et son organisation. Il ne se demande pas si un culte et son organisation entraînent à leur suite une ordonnance sociale et politique ou si vraiment c'est outre-passer le culte que d'aller jusque-là. Vous entendez ainsi votre culte, dit-il, libre à vous. Cette manière est large, mais le législateur se souvient-il comment l'inquisiteur entendait son culte, comment le mahométan l'expliquait hier dans le Liban, comment les fils de Siva l'entendaient dans l'Inde?

Certes le culte c'est l'exercice normal et légitime de sa croyance. Mais il n'est pas d'essence à un culte d'avoir le droit de flétrir, de condamner ce qui ne pense pas comme lui, donc le pouvoir dit spirituel ne lui est pas inhérent; il ne lui est pas d'essence d'avoir des droits politiques et sociaux, d'avoir des territoires et des hommes à qui l'on retire leur droit imprescriptible de liberté religieuse, civile et politique, donc le gouvernement temporel ne lui est pas d'essence; il ne lui est pas d'essence que lorsque ce gouvernement temporel est trop faible pour se maintenir, les nations viennent se ruiner, exposer la paix du monde, et leur propre position politique pour le défendre, donc les expéditions romaines ne lui sont pas essentielles, et quand vous concluez du respect du culte à la nécessité de l'occupation, vous passez d'un ordre d'idées à un autre qui, ne se suivant pas, ne constituent aucun raisonnement.

Avant 89, M. Thiers avoue que le catholicisme le gênait pour les actes de naissance, de mariage, de décès; maintenant que la théocratie a non pas cédé mais perdu tout cela, elle ne le gêne en rien. Veuillez lui indiquer quel inconvénient il y a à être d'un culte plutôt que d'un autre? C'est une béatitude. Répondez, législateur, la théocratie

a-t-elle lâché les droits qu'elle s'arroge? Ne savez-vous pas que c'est la force seule de l'esprit vainqueur qui la tient en respect? Il faut que le catholicisme perde tous ses faux droits théocratiques ou qu'il meure, voilà ce que veut 89.

Mais non, M. Thiers s'incline. Les juifs lui demandent des synagogues, il s'incline; les protestants des temples, il s'incline; les libres penseurs des presses, du papier, des instruments de science, des temples d'exposition, il s'incline; la théocratie lui demande le droit de condamner les juifs, les protestants et les libres penseurs, et comme elle craint de n'être pas assez forte sans province et sans soldats, elle lui demande un gouvernement temporel appuyé des armes et des forces de la France, M. Thiers s'incline encore, il s'incline toujours. Béranger, qui était sévère, avait un mot pour qualifier cela. « Que voulez-vous, dit l'homme d'État, ils entendent ainsi leur culte, laissez-les faire, cela ne nous regarde pas. » Mais ils l'entendent bien autrement : ils entendent qu'ils ont seuls le droit d'instituer et de sacrer les rois et de leur passer le pouvoir; ils entendent qu'ils feront l'unité de l'Europe et du monde par la religion catholique imposée; ils entendent qu'ils sont les juges de la science; ils entendent que le bras séculier sera leur serviteur; inclinez-vous, fils de 89, ils entendent...

Eh quoi! vous ne vous inclinez plus? Vous ne dites plus : « Respect à vous, à votre culte, à son organisation; cela ne me regarde pas. » Commenceriez-vous à sentir que cela vous regarde, enfin? Il vous faut frapper dur pour que vous sentiez quelque chose. Vous voyez, enfin, qu'il peut y avoir plus de péril à mettre l'ordre à Rome que dans une bourse ou à la porte d'un théâtre, selon vos paroles?

Quoi ! vous aviez vraiment cru qu'en allant à Rome vous ne faisiez que maintenir l'ordre dans une Église ? De Maistre aura souri dans le fond du tombeau, et tous les théocrates se seront regardés à la dérobée. Vous ne demandiez que cela. Législateur, on vous trompe, on vous trompe, véritable homme d'État ! Vous voyez, enfin, que le gouvernement temporel vous regarde, et que ce n'est pas seulement parce qu'il nous coûte 100 millions, comme a dit Jules Favre, mais parce qu'il est la condamnation de toute notre vie sociale, politique, civile, scientifique.

Législateur, il ne s'agit pas d'entrer dans la constitution d'un culte ; mais, au contraire, nous empêchons la théocratie d'entrer dans la constitution de la science, de l'art, de l'état social et politique ? Il faut savoir ces choses-là ou l'on n'est ni vrai législateur ni vrai homme d'État.

En tant que culte, le catholicisme est libre : qu'il marche comme tous les autres cultes ; en tant que théocratie, il est condamné et jusque dans ses dernières ramifications. Son organisation scientifique, méthodique, sociale, politique est effacée à jamais, la méthode scientifique et 89 l'ont anéantie. Que le catholicisme se soumette à chasser loin de lui jusqu'aux dernières parcelles de sa théocratie spirituelle et temporelle, ou, s'il continue de les lier à son culte et à son dogme, il disparaîtra tout entier, et l'État moderne ne pourra plus même l'admettre comme il fait des autres cultes. Enfin, vous voyez donc que si le législateur n'a pas le droit de se mêler de la constitution et de l'organisation intérieure d'un culte, il a le droit d'intervenir dans la prétendue organisation sociale, politique et scientifique dont ce culte déclare avoir besoin.

Tout votre échafaudage de cartes à jouer, affirmé comme

irréfragable, indiscutable, irrévocable, croule d'un coup. C'est qu'il faut avoir médité sur les choses des philosophies et des religions, sur la portée de leurs exigences sociales. Il ne suffit pas d'avoir peint des histoires avec la vivacité et la netteté de pinceau d'un Horace Vernet. Il est dangereux de toucher aux questions de fond quand on s'est promené toute sa vie sur la superficie des choses. Faites des récits, mais tremblez devant les sciences de principes.

NOTE 4. Si l'on voulait appuyer sur les moyens pratiques, il faudrait considérer deux cas :

Le premier, où les gouvernements seraient favorables au projet; et ici ce que nous avons dit au chapitre du *parlement européen* suffirait : l'élection s'opérerait par circonscriptions spéciales, avec l'autorisation de l'État.

Le deuxième, où les gouvernements seraient hostiles.

Dans ce cas, nous croyons que les nations qui adopteraient la ligue de la fédération devraient agir entre elles, sans tenir compte des États opposants, qui seraient tôt ou tard forcés par l'opinion publique d'arriver à demander l'entrée au parlement européen.

Les populations des États hostiles d'ailleurs pourraient-elles, par des comités établis à l'étranger, nommer des députés indépendamment de leurs gouvernements ou même malgré eux?

Question délicate qui, si on la résolvait affirmativement, aurait l'inconvénient de faire du parlement européen, non plus le représentant des nations, mais de fractions nationales. D'autre part, si des députés nommés malgré les gouvernements étaient appelés à siéger dans le congrès

avec ceux qui seraient envoyés par les États libres, n'y aurait-il pas là des causes sérieuses de conflit?

Nous croyons que cette question est grave, que ce serait aventurer l'existence du parlement européen, en dénaturer le caractère, que d'y admettre des membres élus malgré les gouvernements. Nous pensons que ce grand corps doit représenter les États libres. Les gouvernements qui n'y enverraient pas, se classant d'eux-mêmes, soulèveraient contre eux l'esprit public, et seraient par là forcés d'arriver à laisser les populations choisir leurs représentants.

Le parlement européen n'est pas un corps révolutionnaire qui ait pour but de renverser. Il est un corps d'ordre, mais d'ordre par la justice, qui, par la concentration qu'il donnera à l'opinion publique, forcera tous les gouvernements à marcher dans la justice. Ceux qui n'y voudraient pas arriver, se renverseraient eux-mêmes.

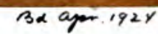
Nous croyons que le projet de la fédération européenne est le plus grand coup porté aux despotismes et qu'il les atteint en plein cœur. Seul il peut avoir cette force qui ira croissant sans fin. Nous osons dire que, s'il est adopté, le gouvernement absolu est impossible en Europe, et que la liberté est imprescriptible.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

PARIS. IMP. POUPART-DAVYL, 30, RUE DU BAC




Bd Apr. 1924


SIGILLVM ACADEMIAE HARVARDIANAE IN NOV. ANG.
CHRISTO ET ECCLESIAE
VE RI TAS

